24° ANNEE - PUBLICATION TRIMESTRIELLE - DECEMBRE 1981

Nº 87

Le numéro: 12 F - Belgique: 100 FB - Italie: 2,400 Lires - Sulsse: 7 FS - Portugal: 60 esc. Price per copy: U.K.: 120 p. - U.S. and Canada: \$ 2,00

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

	La guerre impérialiste et la lutte de classe frappent aux portes de l'Europe	1
	Les populations immigrées en Grande-Bretagne	7
•	Le processus de formation des sections nationales de l'I.C. (2° partie: le PCF)	35
•	Après l'assassinat de Sadate	63
•	A propos de la révolution sandiniste	67
•	Dernière minute: l'état de siège en Pologne	71

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI

la revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

La guerre impérialiste et la lutte de classe frappent aux portes de l'Europe

Devant les manifestations d'agressivité impérialiste toujours plus arrogantes de l'«Amérique de Reagan», on est tenté d'évoquer, en sautant quelque quatre-vingt années en arrière, l'«Amérique de Theodore Roosevelt», le premier du nom.

Effectivement les similitudes ne manquent pas. A commencer par le recours à ce que Reagan préfère appeler le «muscle» mais qui n'est que le bon vieux gros bâton, le bigstick, pour rappeler à l'ordre tous ceux qui ne manifestent pas le respect dû à «la voix du maître», aux U.S.A. mêmes, comme dans le monde entier. C'est l'effort pour redonner au reste du globe conscience de la suprématie des Etats-Unis, suprématie aussi bien économique et financière que militaire, des droits souverains qui en découlent pour eux et des devoirs de loyaux vassaux des autres. Il s'agit de «donner une leçon» non seulement à l'ennemi déclaré, mais à l'ennemi potentiel et même aux «amis» et aux alliés de second rang, surtout s'ils montrent des velléités d'indépendance.

C'est cette philosophie, communes aux Amériques des deux présidents, qui est à la base des décisions récentes: le harcelement de la Libye de Khadafi; la décision unilatérale de produire et de stocker la bombe à neutrons; l'augmentation du budget de la défense qui devrait atteindre 1500 milliards de dollars pour 5 ans. dont quelque 200 pour le seul secteur nucléaire, et qui est incompatible avec la réduction des dépenses publiques promise démagogiquement; ou encore, et nous nous limitons à ces quelques exemples, une politique monétaire qui risque de semer le désordre dans l'économie des pays «alliés» et, par conséquent, dans les rapports sociaux et politiques du «monde libre». C'est elle qui détermine les conditions de la reprise du dialogue avec Moscou, dont l'interruption n'empêche cependant pas les affaires de continuer: les U.S.A. vendent toujours du blé à l'U.R.S.S. et reçoivent en échange, par exemple, de l'uranium sud-africain enrichi. Mais pour un vrai «dialogue», les Etats-Unis veulent, non pas «rétablir»

un équilibre militaire «perdu» comme essaient de l'expliquer aux peuples les parlements et gouvernements des pays de l'O.T.A.N. et divers «pacifistes», mais reconquérir une **supériorité** telle qu'elle permette de peser **réellement** dans les négociations et, en général, dans les relations interimpérialistes

Les ressemblances avec l'Amérique du premier Roosevelt ne doivent cependant pas faire oublier les différences, importantes pour comprendre vraiment la conjoncture internationale actuelle. L'Amérique de Theodore avait la santé et l'optimisme d'une puissance capitaliste en rapide ascension, dans un monde lui-même en expansion rapide. Se préparant et commençant déjà à dévorer les petits, elle ne se heurtait pas encore à la concurrence acharnée des grands dans un monde devenu trop étroit. L'Amérique de Reagan doit affronter sa propre crise dans un monde lui-même en crise. Même si elle reste la superpuissance qu'elle n'était pas encore au début du siècle, sa marge de manœuvre se resserre toujours plus: elle se heurte à la présence non seulement d'une autre grande puissance, mais d'une série de puissances (économiques, financières, militaires) moyennes mais bien affirmées, et d'un nuage de puissances «montantes», petites mais pleines d'ambition, émergeant de l'ère ex-coloniale ou semi-coloniale.

En écrasant l'Allemagne, le Japon et l'Italie, en affaiblissant considérablement l'Angleterre et la France, en détruisant une gigantesque quantité de travail mort accumulé et de force de travail vivante, la seconde guerre mondiale avait eu un double effet: elle affirmait la suprématie des deux grands, mais, dialectiquement, elle déclenchait le processus d'émancipation nationale des trois quart du globe, c'est-à-dire le processus de leur intégration et de leur développement capitaliste.

Elle a produit le phénomène contradictoire d'une dilatation extrêmement rapide du marché mondial et de son resserrement progressif, lent d'abord, puis précipité. Le couple bomm économique et détente préparaient les conditions objectives de l'entrée en scène du couple crise économique et tensions entre Etats, couple qui n'est pas «l'opposé» du premier mais son revers.

En fait, s'il est normal que la superpuissance mène la danse impérialiste, il serait absurde de la rendre, elle seule, responsable de l'aggravation des antagonismes. La loi suprême du monde bourgeois, c'est la lutte violentes de toutes ses composantes entre elles, qu'il s'agisse des individus, des entreprises, des Etats ou des regroupements des uns et des autres. Dans une période d'expansion et de «détente» il est possible de perdre cette évidence de vue. Mais dans la période qui suit, tous les épisodes de la vie quotidienne — que ce soit au niveau de l'entreprise, de la ville, de l'appareil d'Etat ou des blocs, et même au niveau de la famille et de l'individu — montrent de façon immédiatement perceptible le règne de la loi de la jungle et du bellum omnium contra omnes, la guerre de tous contre tous.

Il n'v a pas de différence qualitative entre la politique de la hausse des taux d'intérêt et de la montée du cours du dollar qui agresse les «alliés européens» et la déclaration d'inconvertibilité du dollar en 1971; de même les mesures protectionnistes adoptées alors sont les parents directs de celles par lesquelles Washington se défend aujourd'hui contre le Japon et l'Europe, de celles que l'Europe voudrait prendre contre le Japon et les U.S.A., de celles que les pays de la C.E.E. prennent périodiquement les uns contre les autres. Qualitativement toujours, l'aiguillon qui a poussé l'U.R.S.S. à occuper l'Afghanistan est le même que celui qui incite les Etats-Unis à exercer une pression accrue en Amérique Centrale ou sur les Caraïbes, celui qui a animé l'attaque israélienne contre la centrale nucléaire irakienne, celui qui a provoqué la guerre Irak-Iran, les interventions libyenne au Tchad ou marocaine au Sahara, l'attaque de l'Angola par l'Union Sud-Africaine: et c'est encore le même qui provoque les «guerres du vin», du lait ou des fruits, etc., entre paysans des pays européens, ou les demandes de boycott des voitures japonaises par les champions de Renault, de la Fiat ou de Volkswagen.

C'est pourquoi il est illusoire, et du point de vue prolétarien, défaitiste de chercher qui est «l'agresseur» et qui est «l'agressé». De se demander, par exemple, si l'installation des bases aéronavales américaines dans l'Océan Indien et en Egypte a suivi ou procédé le déploiement de la flotte russe dans les mers chaudes, si la vente de 8 millions de dollars d'armes à l'Arabie Saoudite répond à ou provoque le pacte Libye-Ethiopie-Yemen sous égide russe; de chercher qui a tiré le premier coup de canon dans le Golfe Persique, qui rompra pour la ennième fois le cessez-le-feu au Liban, qui sera responsable d'un affrontement en Pologne...

C'est pourquoi la propagande pacifiste, qui exige des accords de limitation des armements ou même le désarmement général, est aussi absurde que la dénonciation du «coupable» — individu ou Etat — dans la course générale pour la domination. C'est pourquoi le fait de présenter les manifestations récentes de fièvre militariste comme une déviation du cours naturel de la société démocratique est aussi hypocrite que désorienteur: elles en sont le reflet fidèle et immuable. Pour ne donner qu'un exemple, loin de jaillir ex abrupto du chapeau de cow-boy de Reagan, la bombe à neutrons descend en droite ligne des accord de Postdam, conclus en été 1945 entre les vainqueurs du second massacre impérialiste; les plus grands champions de la liberté, du progrès et de la paix se sont alors partagé le monde et ont décidé, en passant, qu'une bombe atomique sur Nagasaki et une autre sur Hiroshima ouvraient de la meilleure façon possible l'ère de la fraternité universelle.

Il ne faudrait pas conclure de ce qui précède que le monde bourgeois est resté tel qu'il était il y a 20 ou 40 ans. Il ne faudrait pas conclure que, le capitalisme conduisant nécessairement à la guerre, il y conduit de la même façon à chaque instant. Il faut voir, au contraire, que la matière explosive inhérente au mode de production capitaliste, produite et accumulée en même temps que le capital peut-on dire, comprimée par sa course vertigineuse à la conquête de la planète, rapproche inéluctablement, jour après jour, l'heure de conflagrations plus larges, moins localisées, tendant toujours plus à se fondre dans une grande conflagration générale.

Un aspect caractéristique des conflits actuels est, justement, qu'ils n'ont plus lieu en ordre dispersé et, apparamment un peu au hasard, mais suivent une ligne de successions rigoureuse et continue. Et qu'au lieu de se concentrer dans des régions particulières, mêmes étendues, ils progressent suivant une «ligne de feu» très nette; que, malgré des écarts et des dérivations, ils avancent dans une direction pour ainsi dire obligatoire. C'est pourquoi, et même si les conflits actuels sont moins violents et dramatiques que ceux des années de la Corée ou du Vietnam, le sentiment d'une menace générale directe devient de jour en jour plus fort, alimenté par une série continue et progressive de sujets d'alarme, qui avance inexorablement vers le cœur de l'économie capitaliste et du marché mondial, à savoir l'Europe, dans laquelle il faut inclure ici, contrairement à la logique géographique, les Etats-Unis et l'U.R.S.S..

Il y a peu d'années encore, l'«arc de la crise» allait d'Israël et du Liban à l'Iran et au Pakistan, son épicentre étant le Golfe Persique et l'Océan Indien: c'était, grosso modo, l'axe du pétrole. Par rapport à l'Extrême-Orient et l'Asie du Sud-Est, cela représentait déjà un joli pas en direction de l'Europe, mais restait encore loin de ses hauts lieux.

Depuis, cette large bandes de terres et de mers a été impliquée dans une succession presque continue de secousses sanglantes. ses bases militaires, terrestres, navales et aériennes se sont gonflées, ses arsenaux et systèmes d'alliance se sont multipliées, ses centrales nucléaires sont sur le point de proliférer. Mais surtout, l'arc s'est étendu à tous les pays riverains de la Méditerranée. L'Egypte, plus encore qu'Israël, devient pour les U.S.A. ce que l'empire du chah a longtemps été; la Libye s'apprête à compléter pour la Russie la chaîne de points d'appui qui, par l'Ethiopie, ira en Afghanistan; le Maroc et l'Algérie, la Tunisie, la Turquie et donc aussi la Grèce, trouvent dans leurs conditions économiques et sociales l'aiguillon pour se combattre à plaisir tout en se vendant à la grande puissance la plus généreuse ou la plus affine du moment. Tous portent ainsi au foyer d'un futur conflit général la contribution d'incendies locaux et régionaux, surtout dans le «contient noir» d'autant plus agité que disputé par tous les impérialismes. grands, movens et petits.

La Méditerranée, qui semblait un paisible «lac périphérique», tend donc à devenir une mer chaude, ne serait-ce que comme voie de passage vers l'épicentre nécessaire des conflits impérialistes, l'Europe continentale. On comprend alors que des pays comme l'Italie, l'Espagne et la Grèce deviennent un terrain particulièrement favorable pour la renaissance — grâce aux partis d'opposition soi-disant ouvriers — de courants pacifistes, formellement opposés aux velléités neutralistes et «européennes» des gouvernements, mais en réalité parallèles et convergeant avec elles dans la préparation du prolétariat à la «défense de la patrie» contre le ennième agresseur, de l'union sacrée de toutes les classes pour défendre «la civilisation menacée par la barbarie». Plus récemment, l'accentuation des tensions en Pologne et le renforcement de l'appareil militaire américain en Allemagne prolongent ce mouvement jusqu'en Europe centrale.

Cette poussée convergente de la guerre vers l'Europe place les communistes révolutionnaires et les prolétaires les plus sensibles aux intérêts immédiats et finaux de leur classe devant des tâches particulièrement ardues et une lourde responsabilité. Elle crée cependant, dialectiquement, les conditions objectives qui leur permettent d'accomplir ces tâches. Ce ne sont pas seulement les menaces de guerre qui avancent vers le cœur de l'Europe, mais aussi et en même temps les facteurs objectifs qui poussent à l'élargissement et à l'approfondissement des luttes sociales.

Après l'explosion des luttes ouvrières en Turquie, après la Pologne, la lutte des classes a éclaté violemment dans tout le Maghreb, et, sous des formes moins brutales, en Egypte, c'est-à-dire à l'extrême nord d'un continent en ébulition chronique. C'est à la porte méridionale de l'Europe que frappe désormais une lutte de classe qui renaît sous les formes les plus aiguës comme une véritable guerre de classe dans les pays qui se sont ouverts récemment au mode de production capitaliste, et où elle est nourrie par la rupture d'équilibres économiques et sociaux millénaires et la prolétarisation rapide des masses plébéiennes jadis presqu'exclusivement paysannes. Elle frappe à la porte des pays européens les plus fragiles et, pour l'Italie et l'Espagne, les plus riches en traditions de batailles de classe, les plus vulnérables aux coups d'une crise qui tend à devenir chronique.

Dans ces pays, comme dans tous ceux que l'avance de la menace de guerre secoue les uns après les autres, l'âpreté des antagonismes interimpérialistes suscite et suscitera dans un premier temps — grâce surtout au travail de tous les partis pseudo-ouvriers et pseudo-révolutionnaires — des réactions pitoyablement pacifistes. Comme toujours, ces protestations pacifistes ne désarmeront nullement les «seigneurs de la guerre», mais seulement les prolétaires et semi-prolétaires destinés ou bien à servir de chair à canon, ou bien à renverser la société qui les y condamne. Pour lutter réellement contre la guerre qui menace, les communistes révolutionnaires peuvent et doivent s'appuyer sur la poussée qui l'accompagne, la poussée à la guerre de classe. Ils peuvent

et doivent se battre pour une opposition réelle à la guerre, qui rejette les armes en carton du «pacifisme social», de la «neutralité» dans le heurt entre les classes, le «désarmement» préventif des exploités dans cette guerre civile qui doitéviter la guerre impérialiste, ou dans laquelle celle-ci doit se transformer. Pour une opposition à la guerre qui, à l'opposé du pacifisme bêlant, pourra en son temps prendre la forme du défaitisme révolutionnaire sur le front et à l'arrière, si le terrain a été préparé pour cela par le défaitisme de classe par rapport aux exigences de l'économie nationale, des intérêts nationaux, des «valeurs» nationales: bref, envers tout ce que la classe dominante présente à la classe dominée comme bien commun qu'elle lui demande de défendre au prix de tous les sacrifices, y compris celui de la vie.

Ce n'est pas seulement le militarisme, le chauvinisme et le belicisme bourgeois que le communisme révolutionnaire doit combattre aujourd'hui. Une vieille expérience montre que ces fléaux ne s'imposent que si la classe ouvrière a renoncé à se servir de ses propres armes défensives et offensives, et à ses propres buts, contingents et historiques, au profit de l'union sacrée dans la paix ou dans la guerre. A l'inverse, c'est seulement par l'approfondissement et l'élargissement de la lutte de classe, de ses formes économiques les plus élémentaires de lutte revendicative à sa forme politique suprême de lutte révolutionnaire, qu'on peut arrêter la course infernale vers le troisième carnage impérialiste et ouvrir la voie à la révolution et à la dictature du prolétariat.

Aux inquiétudes toujours plus vives devant ce qui peut arriver à la vieille Europe dans des années peut-être plus si éloignées, les communistes et les prolétaires doivent répondre sur le terrain de classe. Loin de prier pour la paix et de supplier les patrons et les gouvernements de désarmer et de préserver la paix, ils doivent unir leurs forces à celle du jeune prolétariat combatif d'un Tiers-Monde toujours plus proche pour déclarer la guerre en permanence au capital, à la bourgeoisie, à leurs Etats, à leurs patries!

Les populations immigrées en Grande-Bretagne

(Le présent article est une version augmentée et actualisée de la série parue dans les numéros 9 · 10 · 11 · 14, 1981 de notre périodique en langue italienne Il Programma Comunista)

Le début de l'été 1981 a vu apparaître en Grande-Bretagne des symptômes d'un grand intérêt pour les communistes révolutionnaires. Le quartier londonien de Brixton, puis des zones entières des principales villes britanniques et de beaucoup de villes mineures ont connu la colère et la révolte de centaines de jeunes prolétaires et sous prolétaires, immigrés et métropolitains. Pendant des nuits entières, ils se sont opposés à la police dans d'authentiques batailles de rues. élevant des barricades, renversant des voitures et incendiant des immeubles. La Grande-Bretagne est de plus en plus marquée par une crise qui s'approfondit malgré toutes les recettes-miracle de sauvetage de l'économie. Le chômage atteint désormais trois millions d'individus. La combativité ouvrière, bien que dévoyée par les manœuvres de l'opportunisme politique et syndical, est une donnée constante des dix dernières années, avec les formidables mouvements des mineurs, des roulants, des dockers, des travailleurs de la sidérurgie et de l'industrie automobile. Dans ce cadre, l'entrée en scène violente et éruptive des masses immigrées, avec l'apport décisif de secteurs naguère privilégiés, comme les jeunes Anglais, a donné la chair de poule aux bons bourgeois.

Le spectre de la lutte de classe est revenu hanter les rues de la patrie de la révolution industrielle, de la démocratie et de l'impérialisme. Ce qui a en effet sauté aux yeux dès l'abord, sans équivoques ou déguisements possibles, c'est que le caractère distinctif du long -été chaud- britannique est typiquement de classe, et non de race. Et ce, en dépit des diverses théorisations de groupes d'extrêmegauche qui se contentent de voir l'ennemi dans le Front National et autres énergumènes apparus bruyamment ces derniers temps, et qui ne sont rien d'autre en réalité que les bandes terroristes de l'Etat bourgeois britannique, occupées à intimider et à éprouver la capacité de réaction du prolétariat britannique, en partant des couches les plus opprimées et les plus isolées.

Dans la lente reprise de la lutte de classe, qui, en Grande-Bretagne peut compter sur une tradition de glorieuses batailles malheureusement trahies, ce sont les faits matériels eux-mêmes qui placent à la tête de l'armée prolétarienne les immigrés venus des colonies dès la fin de la seconde guerre mondiale (ou même avant) et leurs enfants nés en Grande-Bretagne.

Nous allons faire un bref examen de ces faits matériels, des conditions de vie de cette communauté immigrée en Grande-Bretagne, de l'histoire de l'oppression dont elle a été victime, mais aussi des luttes généreuses qu'elle a menées depuis trente ans. Cet examen s'impose, ne serait-ce que pour apporter notre salut révolutionnaire à un nouveau contingent prolétarien qui s'est mis fièrement et énergiquement en chemin, le long de la voie de la reprise de classe.

Données et caractéristiques des vagues migratoires

La Grande-Bretagne a toujours été un pays d'intense immigration. Le développement de son industrie à l'époque de la révolution industrielle s'est fondé sur la possibilité d'utiliser de gros réservoirs de main-d'œuvre. Après la seconde guerre mondiale, le problème de la reconstruction a été encore une fois affronté grâce à la force de travail des exilés et des prisonniers de guerre: de 1945 à 1957, plus de 350.000 immigrés européens ont franchi les frontières (1), prêts à se charger des tâches les plus pénibles et les moins payées dans l'agriculture, les mines de charbon, les briquetteries, le bâtiment, l'industrie textile, la confection, les fonderies, la santé, comme domestiques, gens de maison, serveurs, nettoyeurs, etc. Mais le contingent le plus important provenait des anciennes colonies britanniques en Asie (en particulier du sous-continent indien — Inde, Pakistan, Ceylan, actuel Bangladesh), en Afrique (Kenya, etc.) et dans les Indes Occidentales (Jamaïque, Trinidad, Tobago, Barbade, Dominique, Grenade, etc.). Ce sont ces immigrés non européens, dits -de couleur-, qui subiront les discriminations les plus dures, et seront à l'avant-garde des luttes.

En ce qui concerne cette immigration massive, les statistiques officielles ont de grosses lacunes, en particulier pour la période antérieure à 1955, année où le gouvernement commença à tenir une documentation plus précise.

Regardons d'abord les Indes Occidentales: -Les origines de la migration actuelle vers la Grande-Bretagne remontent aux besoins de l'époque de la guerre, quand plusieurs milliers d'hommes originaires de ces îles furent enrôlés dans les forces armées britanniques et que beaucoup furent envoyés en garnison en Grande-Bretagne même. En outre, pour remédier au manque de main-d'œuvre dans les industries civiles, le Ministère du Travail recruta un certain nombre d'habitants des Indes Occidentales pour les faire travailler dans l'industrie de guerre en Grande-Bretagne. A la fin du conflit, ceux-ci rentrèrent chez eux et trouvèrent une

⁽¹⁾ E.J.B. Rose, Colour and Citizenship: A Report on British Race Relations, Oxford University Press for the Institute of Race Relations, London 1969, p. 78; S. Castle et G. Kosack, Immigrant Workers and class Structure in Western Europe, Oxford University Press, London 1973.

Les deux textes sont cités dans l'article -Racism, Imperialism and the Working Class-, publié par la revue du Revolutionnary Communist Group, Revolutionnary Communist (n° 9 juin 1979, que nous indiquerons dorénavant comme RC), article auquel nous renvoyons pour son ample documentation. Disons une fois pour toutes en citant cette revue et d'autres sources anglaises utiles comme Race Today (revue de la communauté de couleur en Grande-Bretagne), The Next Step (du Revolutionnary Communist Party) ou Fight Racism - Fight Imperialism /(journal du Revolutionnary Communist Group) que nous les utilisons comme documents, sans critiquer ici leurs positions politiques respectives.

situation particulièrement difficile: peu de possibilités d'emploi et un niveau de vie très inférieur à celui de la Grande-Bretagne. En ce temps là [à l'époque de la reconstruction], il n'existait pas de restrictions à leur entrée en Grande-Bretagne, leurs passeports déclarant qu'il s'agissait de citoyens du Royaume-Uni et des colonies. D'anciens habitants des Indes Occidentales commencèrent à rentrer en masse en Grande-Bretagne à la recherche de la fortune. Et ils commencèrent à envoyer chez eux une foule de lettres enthousiastes (corroborées par des mandats) sur les possibilités diverses offertes par l'économie en expansion de l'après-guerre britannique. Envisageant de nouvelles possibilités de profits, les compagnies de navigation commencèrent à offrir des billets à bon marché sur les bateaux de retour en Europe et l'émigration se développa rapidement (2).

Les estimations approximatives pour les années 1950-55 parlent d'un total de 29.000 immigrés provenant des îles (R.B. Davison, p. 6). Pour les années suivantes les chiffres sont plus sûrs. Voici, tableau I, ceux qui concernent *l'émigration annuelle des Caraïbes* (qui comprennent, en plus des Indes Occidentales, la Guyane britannique et le Honduras britannique):

Tableau I							
	199	55		2	27.600		
	19	56		2	29.800		
	19	57		2	23.000		
	19	58		1	15.000		
	19:	59			16.400		
	190	60		4	19.700		

(Source: Immigration Branch du Home office, dans Davison, p.5)

Dans les mêmes années, la plus grande île des Indes Occidentales, la Jamaïque, qui peut servir d'échantillon, fournissait respectivement 18.564, 17.302, 13.087, 9.993, 12.796 et 32.060 immigrants (Source: ministère du Travail, Jamaïque; Davison, p.8). Comme on le voit, à part une baisse dans les années 1957 et 1958, les chiffres sont en progression avec une montée en flèche en 1960: c'est l'année où on commença à parler de limiter l'immigration, comme cela se produira avec le Commonwealth Immigration Act de l'année suivante, qui clôt une première phase de l'immigration pour les besoins spécifiques de la reconstruction d'après-guerre et de la production pour le boom; ceux qui veulent venir doivent se hâter.

Quant au sexe des immigrants, une donnée intéressante est fournie par les chiffres suivants, tableau II, qui concernent encore la Jamaïque.

Les chiffres des deux colonnes, qui en 1955 étaient très éloignés, tendent à se rapprocher; les premiers émigrants étaient des hommes qui retournaient en Grande-Bretagne après y avoir travaillé pendant la guerre, ou qui y allaient pour la première fois; bientôt commencent à affluer des femmes qui les rejoignent. On

⁽²⁾ R.B. Davison, West Indian Migrants Social and Economic Facts of Migration from the West Indies, Oxford University Press for the Institute of Race Relations, London 1962, p. 1-2.

	Tableau II	
Année	Hommes	Femmes
1955	11.515	6.718
1956	9.144	7.577
1957	6.257	6.097
1958	4.425	4.509
1959	6.410	4.955
1960	18.372	11.258

(Source: Ministère du Travail, Jamaïque; Davison, p.8) (3).

voit apparaître des problèmes juridiques liés au regroupement familial des immigrés, problèmes que la législation des années de la récession saura exploiter cyniquement pour introduire des formes de rapatriement forcé. Les chiffres sur la condition familiale confirment la tendance de la législation antérieure antiimmigrés à exploiter les modalités et les caractéristiques du flux migratoire. Comme le montre en effet une enquête faite en 1961 en Jamaïque, sur 439 émigrants au départ, 34% des hommes et des femmes étaient non mariés et sans enfants; 44% étaient non mariés et avec enfants; parmi ces 44%, 24% des hommes et 17% des femmes avaient une union stable, 9% des hommes et 26% des femmes avaient une union non stable; enfin, 22% des deux sexes étaient mariés légalement, et parmi eux 2% des hommes et 3% des femmes étaient sans enfants et 19% avec enfants. (R.B. Davison, p.18). Ces données, qui renvoient à l'extrême instabilité familiale des lieux d'origine et à l'habitude des mariages de fait non enregistrés par l'Etat et par l'Eglise, montrent le grand nombre de graves problèmes que les immigrants apportaient avec eux à leur insu et sur lesquel l'Etat bourgeois allait se jeter dès que la main-d'œuvre archi-exploitée durant les années du boom allait se révéler une gêne.

Une donnée particulièrement intéressante concerne l'âge des immigrants. Dans l'enquête citée ci-dessus on observe que 45% environ des immigrants avaient entre 15 et 25 ans; 20 à 25% entre 25 et 30; moins de 10% dépassait 40 ans (R.B. Davison, p.16). Une main-d'œuvre jeune partait donc pour la Grande-Bretagne en laissant derrière elle les enfants et les vieillards, avec des conséquences désastreuses pour l'économie de leurs régions d'origine, conséquences qui rendaient inquiétantes les perspectives de retour ou de rapatriement forcé.

La même enquête illustrait aussi, voir tableau III, l'emploi des immigrants en provenance de la Jamaïque (Davison, p. 21 et 22). Enfin, ce qui concerne la destination, Londres et Birmingham étaient les points d'arrivée principaux du flux migratoire, suivies par les plus grandes villes du triangle industriel.

Tout ceci pour l'immigration en provenance des Indes Occidentales. En ce qui concerne l'Inde et le Pakistan, nous disposons de très peu de données. Elles parlent de 2.930 Indiens entrés en 1959, 5.920 en 1960, 21.100 dans les onzes premiers mois de 1961. Pour le Pakistan, les chiffres sont respectivement 2.500 pour 1960 et 22.090 pour les onze premiers mois de 1961 (R.B.Davison, p.4). Enfin, les chiffres sur le chômage: en août 1960, sur un chômage total de 322.000

⁽³⁾ Il y a une légère différence entre les totaux de ce tableau et les chiffres reportés ci-dessus sur le total des immigrants de la Jamaïque, mais il est probable qu'elle concerne *les enfants*, qui ont été comptés à part dans le tableau concernant le sexe. Il s'agit de toute façon d'une différence minime.

Tableau III					
Salariés et non salariés confondus	Catégorie	Hommes (en %)	Femmes (en %)		
	Travailleurs indépendants				
	Agriculture, sylviculture, pêche	28	4		
	Habillement	6	20		
	Domestiques	_	25		
	Autres occupations	11	2		
	Salariés	36	22		
	Chômeurs	19	27		
Parmi les sala	riés				
seuls	Agriculture, sylviculture, pêche	17	2		
	Confection	27	23		
	Bâtiment	20	_		
	Transports	8			
	Distribution Administration	12	10		
	Divers (personnel hôtelier,	10	10		
	garçons de café)	6	55		

(le bon temps!aujourd'hui il s'élève à plus de trois millions) le chômage des «gens de couleur» de toute provenance était de 8.400 (2,6% du total). Deux ans plus tard on était respectivement à 468.000 et 31.800 (6,8%) (4).

Conditions de vie et de travail

Cette masse d'immigrés contribua à former ce vaste réservoir de main-d'œuvre à bon marché, souple, taillable et corvéable à merci, archi-exploitée, maintenue à un niveau de vie à peine supportable, isolée et intimidée, grâce à laquelle furent possibles la reconstruction de l'après-guerre et la furieuse extorsion de plus-value des années 50 et 60. Il vaut la peine de rappeler les paroles avec lesquelles l'Etat britannique affronta le problème de manque de main-d'œuvre dans l'immédiat après-guerre:

*Nous aurons besoin d'une force de travail beaucoup plus abondante que celle qui est actuellement disponible à moins de prendre des mesures particulières pour en augmenter le nombre [...]. La force de travail à notre disposition dans le futur immédiat [...] est tout à fait insuffisante pour atteindre les objectifs nationaux. Le gouvernement fait donc appel aux femmes qui le peuvent pour qu'elles entrent dans l'industrie. Ainsi, elles contribueront activement à l'effort national [...]. Le

⁽⁴⁾ R.B. Davison, *Commowealth Immigrants*, Oxford University Press for the Institute of Race Relations, London 1964, p.3-4.

gouvernement fait également appel à tous ceuxqui le peuvent afin qu'ils contribuent aux tâches nationales en restant au travail au lieu de partir à la retraite [...]. La force de travail étrangère peut fournir une contribution précieuse à la solution de nos problèmes. Les anciens arguments contre la main-d'œuvre étrangère ne sont plus valables. Il n'y a pas de danger, dans les années à venir, que la maind'œuvre étrangère enlève des emplois aux travailleurs britanniques [...]. La maind'œuvre étrangère est la seule source importante et consistante de force de travail disponible pour les industries qui manquent de main-d'œuvre (5).

Comme on l'a dit, la plus grande partie de cette -main-d'œuvre étrangèreindiquée comme instrument de salut national provenait et continue à provenir des anciennes colonies, qu'on appelle aussi le -nouveau Commonwealth- (2,2% contre 1,7% provenant de la république d'Irlande, 0,6% provenant de la CEE, etc.) (6).

Quelles étaient et quelles sont les conditions de vie et de travail des immigrés du -nouveau Commonwealth-? Une série de données éparses, concernant une longue période de temps et différents aspects de la lutte quotidienne pour survivre donne une idée de ce qu'a signifié et signifie être immigré en Grande-Bretagne.

Le caractère de main-d'œuvre archi-exploitée, propre aux immigrés venus des anciennes colonies, est amplement illustré par les tableaux qui suivent. Comme on le verra, les statistiques remontent presque toutes à plusieurs années, en grande partie avant le «grand tournant» de 1975 où commença à se dessiner la crise économique internationale. Ce sont donc des statistiques par défaut, car la tendance qu'elles illustrent n'a fait que s'approfondir au cours des années suivantes.

Commençons par la classification socio-économique des hommes économiquement actifs (1971) (7), tableau IV.

Nés dans	Royaume Uni	Indes Oc	Pakistan	Indes
Contremaîtres et surveillants	•	1.0%	0,6%	1,5%
Travailleurs manuels qualifié		39.5%	20.8%	25.6%
Travailleurs manuels semi qualifiés	2.,	67,7		-2,
et non qualifiés Total des travailleurs manuel	20,5% s 50,6%	39,4% 78,9%	55,5% 76,3%	31,6% 57,2%

Ce tableau peut être utilement complété par des données relatives aux femmes immigrées. Tandis que le pourcentage de contremaîtresses et de surveillantes parmi les femmes nées dans le Royaume-Uni était en 1971 de 0,6%, parmi les femmes originaires du •nouveau Commonwealth• il était de 0,1%; en revanche, 25,8% des femmes économiquement actives nées en Grande-Bretagne étaient des travailleuses manuelles, tandis que le pourcentage pour les femmes du •nouveau Commonwealth• était de 39% (8). Le degrè d'exploitation de la main-d'œuvre immigrée peut être calculé en tenant compte des données suivantes, tableau V,

⁽⁵⁾ Cf. Economic Survey for 1947, Cmnd 7046, pp. 27-28, cité in RC, p.11

⁽⁶⁾ Unit for Manpower Studies, *The Role of Immigrants in the Labour Market*, Department of Employment, London 1976, p.169 (cité in *RC* p.12).

⁽⁷⁾ Idem, p.145 (cité in RC p.13)

relatives au travail en équipe effectué par les travailleurs noirs et blancs.

Tableau V

Type d'équipe	% de blancs	% de noirs
Equipes de nuit Equipes de jour ou non précisées	9	19 12
Total	14	31

Les chiffres sont tirés d'une étude de 1977 (9).

On en déduit non seulement qu'un pourcentage double de noirs par rapports aux blancs travaille en équipe, travail évidemment plus pénible, mais qu'à l'intérieur de ce pourcentage il y a deux fois plus de noirs qui travaillent la nuit.

Si on considère maintenant les statistiques concernant le revenu moyen brut hebdomadaire des ouvriers (hommes) blancs et noirs (1974), on obtient le tableau VI (10).

Tableau VI 16-24 25-34 Age 35-44 45-54 55 et + **Blancs** 28,30 45,20 43,10 36,90 39,80 **Noirs** 29,20 38,40 38.10 37.60 34,90 Pourcentage des noirs par rapport aux blancs 103,2 85,0 88.4 94.5 94.6

Tout aussi intéressants sont les chiffres, tableau VII, relatifs au chômage des gens de couleur, qui s'ajoutent à ceux fournis plus haut (11):

Trimestre	% du chômage des immigrés	Taux général de chômage	
Novembre 1973	2,2	2,2	
Novembre 1974	2,6	2,7	
Novembre 1975	3,7	4,9	
Août 1976	4,1	6,2	
Novembre 1977	3,7	6,2	
Mai 1978	3,7	5,7	

⁽⁸⁾ RC p.13.

⁽⁹⁾ D.J. Smith, Racial Disadvantage in Britain, Harmoudsworth 1977, p.81 (cité in RC p.15)

⁽¹⁰⁾ Idem, p.84 (cité in RC p.14). A propos des chiffres concemant le groupe d'âge de 16-24 ans, RC commente: Ces chiffres incluent une proportion plus élevée de travailleurs non qualifiés parmi les blancs que dans les autres groupes d'âge et ils incluent les jeunes en apprentissage, ce qui abaisse les chiffres concernant les entrées, alors qu'il existe un taux notable de travail en équipes chez les noirs qui tend à gonfler le niveau du revenu (note 28 p.14).

⁽¹¹⁾ Department of Employment Gazette (cité in RC p.23). Naturellement il existe de fortes différenciations régionales; par exemple, en août 1977, alors que le pourcentage de chômeurs noirs était de 4% du total des chômeurs en Grande-Bretagne, le chiffre concernant le chômage des ouvriers de couleur dans les régions du centre-ouest (Liverpool, Manchester, etc.) était de 9,6%.

On peut parler ici brièvement du logement, de la santé et de l'éducation des immigrés en provenance des anciennes colonies. Les désordres de l'été 1981 ont révélé, s'il en était besoin, l'existence dans toute les grandes villes britanniques et dans beaucoup de villes mineures de véritables ghettos, qui se distinguent des ghettos américains par le seul fait qu'ils hébergent parfois également une population européenne qui, sur le plan du chômage, de la misère et du manque de perspectives, est très proche de la communauté non européenne, (surtout des immigrés grecs, chypriotes, italiens, etc.). Ces ghettos ont toutes les caractéristiques propres aux slums qui ont marqué la délicieuse société bourgeoise dès sa naissance: logements insalubres, souvent dépourvus d'hygiène, serrés les uns contre les autres, avec peu de structures urbanistes de soutien, surpeuplés. Nous ne citerons que trois chiffres: les pourcentages de logements sans cabinet de toilette, sans eau chaude et sans WC intérieurs, sont respectivement pour les immigrés des Indes Occidentales, pour les Asiatiques et pour les Européens de 20%, 26% et 13.2% (12).

On pourrait dire la même chose de la santé, continuellement menacée par les épuisantes conditions de vie, auxquelles s'ajoutent des maladies caractéristiques du lieu d'origine, ou liées à des carences alimentaires remontant à la période précédant l'immigration.

En ce qui concerne l'éducation, il suffit de rappeler que le rôle de -parking- que l'école revêt dans le système capitaliste est encore plus évident pour la population immigrée, qui en plus y subit des discriminations. On a par exemple tendance à envoyer des enfants d'immigrants dans les écoles spécialisées pour enfants handicapés (ils constituaient en 1971 6,5% de toute la population d'âge scolaire, contre 3,3% pour les enfants blancs) (13). Ces demiers temps, de plus, la diminution des dépenses publiques effectuées par le gouvernement conservateur s'est traduite par une diminution des dépenses affectées à la constrution d'écoles, de sorte que le seul -parking- pour les jeunes immigrés (et pas seulement eux) est devenu la rue. Un des éléments qui a le plus impressionné les bien-pensants, dans les désordres de cet été, a été en effet le plus haut pourcentage de très jeunes enfants, noirs et blancs, en première ligne.

Il peut être utile d'examiner maintenant un exemple concret. Quelques semaines seulement avant les événements de Brixton, un journal aussi peu soupçonnable de positions gauchistes que le *Financial Times* consacrait un long article à la situation de Birmingham, une des villes les plus explosives de par sa forte concentration de population -de couleur- (130.000 habitants sur un total d'un peu plus d'un million). On y apprend (14) que les douze derniers mois le chômage des jeunes a augmenté de 134%! La tendance instinctive de beaucoup de jeunes chômeurs blancs est d'aller grossir les rangs de la pègre skinhead — ces jeunes voyous qui depuis la fin des années 60 ont canalisé leur haine et leurs frustrations dans un sens anti-hippies et anti-immigrés — ou de se laisser embobiner par la démagogie fasciste du *National Front*, en rendant les -noirs- responsables du manque de travail. Ensuite, cependant, les *skinhead* et les jeunes d'origine non européenne se retrouvent peut-être bien côte-à-côte dans les files de chômeurs devant les bureaux de placement: -*Ironie du sort*, [commente l'article] à

⁽¹²⁾ D.J. Smith, Racial Disadvantage in Britain, p 236 (cité in RC p.24).

⁽¹³⁾ RC p.25.

⁽¹⁴⁾ Lisa Wood, -Where work is a black and white issue-, Financial Times, 23 mars 1981.

mesure que la récession s'approfondit, les deux races ont en commun de plus en plus de choses. Elles ont le même ressentiment envers l'autorité, le même sentiment de frustration produit par le chômage [...]. L'égalité commence dans les queues des chômeurs en quête de travail.

Voici certaines données intéressantes qui concement Birmingham, mais peuvent être prises comme modèle d'une situation générale dans les villes à forte concentration d'immigrés. Avant tout, une donnée relative à l'ensemble de la région de Birmingham qui fait partie du triangle industriel anglais: ici depuis l'an dernier, la chômage a augmenté de 82%! Si on regarde les données sur le chômage des jeunes, on apprend que le nombre des firmes offrant des périodes d'apprentissage aux jeunes a diminué de 42%, tandis que la liste officielle des postes disponibles a diminué de 72%. En février, le bureau de placement offrait 122 postes pour un nombre officiel (et donc probablement inférieur à la réalité) de 4677 jeunes (âgés de moins de 18 ans) enregistrés comme chômeurs. Le Financial Times écrit encore: «L'été dernier, c'étaient des jeunes noirs de 16 ans qui constituaient le plus fort pourcentage de chômeurs, et ce pourcentage ne peut qu'augmenter, car il est improbable que les patrons embauchent des gens non qualifiés ou qui s'habillent de facon non conventionnelle comme les Rastafari [une secte qui mêle des thèmes religieux et politiques du type black power, et s'est répandue en particulier parmi les immigrés des Indes Occidentales].

Jetons maintenant un coup d'œil au problème du logement: à la suite des fameuses réductions des dépenses publiques, le budget relatif au programme d'investissements pour 1981-82 a été réduit de moitié. Au centre de la ville est en train de se former un véritable ghetto de -populations de couleurs- amassées dans d'horribles bâtisses ou dans les towers élevées dans les années 50, en pleine reconstruction d'après-guerre. Il existe de plus une énorme disproportion entre les logements disponibles et la liste d'attente des sans-logis, qui sont officiellement 15.000 à Birmingham. Ecoutons encore le Financial Times: -Plus de 16% de ces sans-abris sont des célibataires de moins de 25 ans. L'an dernier, environ un jeune de 16 ans sur cinq qui quittait l'école était un noir, et ceux-ci ont davantage tendance à quitter la maison paternelle que les blancs du même âge. 40% environ de ceux qui font la queue pour trouver un appartement de deux pièces est composé de familles à un seul parent, en grande partie des mères originaires des Indes Occidentales.

Le budget de l'instruction publique a lui aussi subi une réduction de 1,4% pour 1981-82. Cela se répercutera sur la construction d'écoles et réduira d'autant la capacité de parking des lycées. Dès 1980, 20% seulement des jeunes qui abandonnaient leurs études (y compris supérieures) et classés comme de -couleur-trouvaient du travail, contre 60% pour les blancs du même âge. En 1979, les chiffres étaient respectivement de 65% et de 81%. Comme le dit un directeur d'école dans un des quartiers les plus pauvres de Birmingham: -Dans la majeure partie des écoles, le moral est plutôt bas en ce qui concerne l'emploi. La majorité de nos enfants veut un travail, mais ils perdent toute confiance quand ils voient que leurs frères ou sœurs aînés ne réussissent pas à en trouver. C'est alors que la pseudophilosophie Rastafari attire beaucoup de jeunes des Indes Occidentales...

Enfin, la police. Dans une situation déjà aussi tendue, les rapports entre celle-ci et la communauté immigrée deviennent de plus en plus difficiles. Le déploiement de forces de police dans les quartiers noirs rappelle une véritable armée d'occupation, et les programmes de rapprochement à base de parties de football, de leçons

dans les écoles, etc., font vraiment rire face à la réalité des faits, avec les arrestations massives, les abus, les violences envers des groupes ou des individus.

Commentant la situation de Birmingham, un professeur de l'université locale a adressé à la correspondante du Financial Times des paroles vraiment prophétiques, si on les envisage à la lumière des désordres qui ont explosé trois semaines plus tard: «Personne, dans la communauté de couleur, ne planifie des désordres raciaux dans le cadre d'une stratégie politique. Mais une explosion commme la révolte de St Paul's à Bristol, l'année dernière, ne vient pas de rien. Un incident quelconque, un épisode quotidien d'arbitraire policier peuvent être la goutte qui fait déborder le vase, désormais plein d'une longue histoire de plaintes et de récriminations».

Les immigrés, le capital et son Etat

Comment se présentent les rapports entre les communautés immigrées, le capital et son Etat? Il faut partir ici de certaines prémisses générales, concernant en substance tous les immigrés, quels que soient leurs pays d'origine.

Comme on l'a vu pour les Indes Occidentales, la première immigration comprenait des personnes qui, ayant habité en Grande-Bretagne pendant la guerre ou ayant été incorporées dans l'armée, étaient reparties au pays tout de suite après la fin des hostilités, et étaient revenues en Grande-Bretagne en quête de fortune. Ces immigrés concevaient leur séjour en Grande-Bretagne comme provisoire, et souhaitaient rentrer au pays dès qu'ils auraient rassemblé ou envoyé chez eux suffisamment d'argent. A cette perspective, commune à la première vague d'immigration, (qui impliquait aussi la disposition à accepter n'importe quelles conditions de travail, durée du travail ou salaire), s'ajoutaient d'autres éléments d'une extrême importance, valables surtout pour l'immigration en provenance des Indes Occidentales.

Deux éléments jouèrent le rôle de frein [par rapport à la réponse de la communauté de couleur aux abus de la police et à l'exploitation]. D'abord, notre présence même en Grande-Bretagne était le résultat de la défaite de la classe ouvrière des Caraibes au cours des insurrections anticoloniales d'avant et après la seconde guerre mondiale. Vaincus et démoralisés, il était prévisible que nous connaissions une certaine période de reflux avant de pouvoir ranimer des traditions de résistance et de révolte. Ensuite, nous étions retenus par le fait que nous étions une minorité et que nous ne pourions savoir quelle serait la réaction des blancs en cas de heurts sérieux avec les forces de l'ordre (15). Ces considérations peuvent être étendues à toute la communauté de couleur en Grande-Bretagne au cours de ces années: le sentiment de démoralisation à la suite de dures défaites dans le pays d'origine, le fait de considérer le séjour dans le lieu d'immigration comme provisoire, le repli sur soi dans la crainte de susciter une violente réaction chez la population d'accueil. L'affrontement avec un large éventail de positions racistes fut immédiat, et eut pour effet fut d'intimider davantage la communauté, en la divisant et en la privant, au moins au début, de toute volonté de riposter. -L'attitude des blancs allait à cette époque d'un racisme pur et simple, répandu également dans de larges secteurs de la classe ouvrière blanche, au racisme enjolivé de la gauche

⁽¹⁵⁾ Darcus Howe, -From Bobby to Babylon. Blacks and the British Police-, in *Race Today*, vol. 12, no 1, mai-juin 1980.

libérale blanche, qui faisait retomber la faute de tout sur notre attachement persistant à d'étranges pratiques culturelles et sur notre incapacité à nous intégrer dans le mode de vie britannique (D. Howe, idem).

Tout au long des années 50, dans la période de la plus grande exploitation, ces immigrés furent donc soumis d'une part à la pression du capital à l'usine, de l'autre à la répression policière. Il fallait diviser, intimider pour éviter que la masse immigrée ne se transforme en poudrière. Comme l'illustre l'étude de Darcus Howe, le policier anglais — dont on a toujours loué la bienveillance, l'honnêteté, la douceur et l'attitude non-violente — se révéla un véritable tortionnaire vis-à-vis des immigrés. Tout prétexte était bon: l'accusation de vendre des spiritueux sans licence faisait intervenir une brigade de policiers dans une maison où l'on célébrait une fête, avec arrestation des présents et inculpation du chef de famille; l'irruption de la police dans une autre maison durant une cérémonie nuptiale et la confiscation des cadeaux se termine par... une inculpation pour vol; l'arrestation de tel jeune la nuit aménait à l'inculpation pour -vagabondage- ou pour -intention de commettre un délit- (les fameuses sus laws qui autorisent une arrestation sous prétexte que l'agent est en droit de soupçonner l'interpellé de vouloir commettre un crime-). Une véritable campagne à scandale dans la presse conservatrice désignait toute personne de couleur- comme trafiquant de drogue, vendeur illégal d'alcool, proxénète. Les misérables lieux de rencontre des immigrés recevaient des visites périodiques de la police sous l'une ou l'autre de ces accusations, et bientôt se développa un réseau complexe de «dessous de table» réclamés par les policiers en échange de l'arrêt des poursuites. Surtout, ce furent les années du nigger hunting, de la «chasse aux nègres», où toute occasion était bonne pour envoyer une brigade de policiers faire régner -la loi et l'ordre- parmi les noirs londoniens de Brixton ou de Notting Hill:

Il est certain désormais que les sergents et agents quittent les postes de police avec l'intention expresse d'aller-casser du nègre-, ce qui veut dire mettre la main à tout prix sur une personne de couleur et de la conduire au poste [...]. La difficulté d'individualiser les policiers qui se livrent à ces-chasses-vient du fait que beaucoup d'entre eux, quand ils quittent le poste, le font en civil, utilisent leurs voitures privées et dans la grande majorité des cas les personnes menacées ou agressées ne peuvent se faire donner le numéro du policier. Et même, quand une personne de couleur cherche à prendre le numéro du policier, elle est inculpée pour résistance...- (16).

Ainsi, tandis que l'intimidation, les menaces physiques et les violences servaient à maintenir la population de couleur opprimée, divisée, et incapable de réactions, la campagne à scandale des moyens d'information les plus répandus (par exemple le *Daily Mirror*) contribuait à élever des barrières de méfiance et d'antagonisme racial dans de vastes couches de la population anglaise, y compris une large frange de la classe ouvrière blanche, et avant tout de son -aristocratie-.

Naturellement, une situation de ce genre ne pouvait durer longtemps. Une série de facteurs plus ou moins indépendants contribua à la modifier. D'une part de nombreux cas de corruption de la police et de brutalités également vis-à-vis des blancs ont été révélés: l'image du *bobby*, bienveillant et poli, en sortit fortement abîmée et à cet égard les mesures disciplinaires prise à l'encontre de tel ou tel sergent ou inspecteur trop... zélé ne servirent à rien. La publicité involontairement

⁽¹⁶⁾ Rapport préparé par la West Indian Standing Conference, organisation de type démocratique et interclassiste existant vers la fin des années 50, et cité par Darcus Howe.

donnée à ces cas contribua à faire savoir à l'ensemble de la communauté immigrée que les cas de brutalité ou d'arbitraire policier n'étaient pas isolés, mais frappaient les immigrés en tant que tels sur tout le territoire national. A cette première donnée s'ajoute le fait qu'entre temps, surtout à la fin des années 50 et au début des années 60, étaient arrivées de nouvelles vagues migratoires, de nouvelles générations qui ignoraient le sentiment de défaite de la génération précédente et étaient donc disposées à s'unir et à lutter. En outre, et ceci devint de plus en plus vrai à mesure que l'on avançait dans les années 60, les nouveaux immigrés arrivaient dans la perspective de rester: leur attitude changeait radicalement, les liens sociaux et psychologiques avec leur pays natal se relâchaient, l'influence même des vicissitudes politiques de leur pays d'origine commença à diminuer, et les jeunes immigrés commencèrent à s'occuper de façon toujours plus prioritaire de leurs propres conditions de vie en Grande-Bretagne, en considérant leur séjour comme définitif et non provisoire. Par ailleurs, le chômage commençait à augmenter en frappant avant tout la main-d'œuvre immigrée, et cela aussi tendait à favoriser un engagement actif. L'éclatement des fameux désordres de Notting Hill (Londres), en 1958, fut un signe frappant du changement qui était en train de se produire dans la communauté immigrée.

C'est grâce à cet ensemble de facteurs, que depuis le milieu des années 60 et même auparavant, dans le travail comme dans le domaine du logement, des droits, du temps libre, et en général dans tous les domaines où la répression se faisait sentir le plus directement, se développa dans la population immigrée une tendance croissante à s'organiser unitairement, pour faire face à la pression de l'Etat et du capital et, si possible, répondre coup pour coup.

La législation anti-immigrés

Mais il n'y a pas que l'intimidation et la répression policières qui exercèrent une pression constante sur les immigrés de couleur en Grande-Bretagne. En 35 ans, le capital britannique a élaboré un ensemble de lois tendant spécifiquement à modeler les flux migratoires sur la base des besoins de l'économie, selon les différentes phase du cycle capitaliste. Cet ensemble de lois a contribué à exercer une pression formidable sur la communauté immigrée, en la frappant aussi bien au moment où, poussée par des besoins matériels, elle décide de partir pour la Grande-Bretagne, qu'au moment où elle passe la frontière, et ensuite lorsqu'elle s'efforce de se construire ou de se reconstruire une vie sur le sol britannique. La législation anti-immigrés est donc responsable des aspects les plus cyniques, les plus subtilement violents, les plus révoltants de la pression exercée par le capital sur les immigrés. C'est en vertu de cette législation que des familles entières ont été démembrées, que les enfants ont été séparés pendant des années de leurs parents, que les femmes et les fiancées ont été soumises à d'humiliants -tests de virginité- et que — sous prétexte d'immigration illégale — des dizaines et des dizaines d'-indésirables- ont été renvoyés dans leur pays d'origine, qu'ils avaient fui souvent pour des raisons politiques ou à cause de l'impossibilité pure et simple de survivre. En lisant l'histoire de la législation anti-immigrés — dont conservateurs et travaillistes sont également responsables — on lit l'énorme tribut de souffrances payé par les Asiatiques, les Africains et les ressortissants des Indes Occidentales, tribut que seule la révolution communiste et la dictature du prolétariat pourront faire oublier.

Nous avons vu qu'à la fin de la seconde guerre mondiale l'économie britannique se trouvait dans la nécessité d'utiliser tous les bras disponibles, au besoin en

les important de l'étranger et en premier lieu des anciennes colonies anglaises. Naturellement, les choses n'allèrent pas toutes seules: en particulier dans les toutes premières années de l'après-guerre, la reprise économique ne fut certes pas immédiate et linéaire; il y avait de gros problèmes de reconstruction et de modernisation de secteurs industriels tout entiers, il y avait un certain taux de chômage, produit entre autres par la réinsertion des soldats dans la vie civile, le problème du logement prenait souvent des dimensions préoccupantes, etc. En 1948 à Liverpool et en 1949 à Londres et Birmingham, éclatent de violents désordres raciaux et la pression raciste et policière vis-à-vis des immigrés s'accroît. La réponse du gouvernement travailliste, qui restera en fonction dans les années cruciales — de l'après guerre de 1945 à 1951 — ne se fait pas attendre et elle se caractérise par son racisme et son chauvinisme. Cela apparaît clairement à la lecture des minutes des discussions du cabinet travailliste de 1950, récemment publiées. Celles-ci démontrent que l'orientation des deux principaux partis de la vie politique anglaise a toujours été fondamentalement homogène, se différenciant seulement en paroles pour des raisons évidentes de composition sociale de leur base, de politique électorale et de rôle à jouer dans l'alignement de classe (17).

Avant tout, donc, le gouvernement travailliste propose d'exercer un contrôle accentué sur la population de couleur. Constatant que la situation est devenue tendue dans les zones où il existe un certain chômage général et dans les établissement qui emploient des femmes blanches, il rejette toute la «faute» sur les noirs, en affirmant que ·l'obstacle principal [...] doit être recherché dans l'attitude de certains coloniaux de couleur et dans leur comportement indiscipliné. La solution indiquée, et appliquée dans une certaine mesure, consiste en «une politique de déplacement des coloniaux chômeurs dans d'autres zones (le langage même, avec l'usage du terme «coloniaux», est particulièrement symptomatique du chauvinisme travailliste) et le Ministère du Travail s'évertue à déplacer ces personnes de zones comme celles de Liverpool et de Londres à des régions du pays où il existe un manque notoire de main-d'œuvre. Une sorte de déportation interne, donc. En même temps, le gouvernement travailliste recommandait à la police d'exercer plus de contrôle et de pression sur la communauté de couleur, chose que la police ne manqua pas de faire avec un grand esprit d'initiative, comme on l'a vu plus haut.

L'autre aspect de la politique travailliste dans cette période concerne plus directement le problème des flux migratoires. Et ici, comme le souligne le journal anglais dont nous avons tiré cette documentation, la position des travaillistes ressemble en tout et pour tout à celle d'aujourd'hui des fascistes du *National Front* retour des immigrés au pays et fermeture des frontières. Cette politique visait principalement les immigrés des Indes Occidentales, sur lesquels on proposait d'exercer une pression pour les faire rentrer chez eux, en particulier s'ils étaient âgés, malades ou de toute façon inutilisables: on sait que lorsque la marchandise force de travail ne sert plus, on la jette! Or les pays d'origine étaient le plus souvent dans des conditions désastreuses, justement à cause de la saignée de maind'œuvre opérée précédemment pour les besoins de l'économie britannique! On envisageait aussi une série de consultations, à mener au travers du *Colonial Office*,

⁽¹⁷⁾ En ce qui concerne les minutes des discussions au Cabinet travailliste en 1950, nous nous sommes servis de l'article de Cathy Barrats, -Cabinet Minutes 1950- in *The next step*, journal de la *Revolutionnary Communist Tendency*, aujourd'hui *Revolutionnary Communist Party*, n° 11, mars 1981.

pour décourager la migration de main-d'œuvre non qualifiée des Indes Occidentales et réduire pour les étrangers les possibilités d'obtenir des documents irréguliers susceptibles de leur assurer l'entrée dans le Royaume-Uni.

Ainsi le problème des -immigrants illégaux- devint une question centrale et fut la clé de voûte de la répression policière, la pression de l'Etat visant à intimider et à briser la communauté immigrée. Parallèlement, on se demanda si tous les sujets britanniques avaient effectivement le droit d'entrer tranquillement dans le Royaume-Uni, c'est-à-dire jusqu'à quel point la citoyenneté britannique pouvait être valable pour les habitants des colonies. Vis-à-vis de la population de couleur, la Grande-Bretagne était très pressée de se défaire de son héritage colonial!-Après avoir imposé la citoyenneté à des millions de gens en Asie, en Afrique et dans les Caraibes, le gouvernement britannique était maintenant contraint d'examiner la possibilité de les empêcher d'exercer leur droit d'entrée en Grande-Bretagne. Le Cabinet institua une commission pour envisager les "différents problèmes légaux et constitutionnels liés à cette question". Mais, bien que le Parti Travailliste fût prêt à fermer la porte de la Grande-Bretagne, il fut renversé en 1951, avant d'avoir pu le faire (18).

Toutefois, la politique anti-immigrés inaugurée par les travaillistes de 1945 à 1951 ne fera que se perpétuer sous **tous** les gouvernements suivants, avec un contrôle et une répression toujours plus sévères, une fermeture des frontières progressive et l'introduction — souvent non explicite, mais souterraine, typique de l'hypocrisie impériale anglaise — de mesures de rapatriement.

En effet, si les années 50 connaissent un ralentissement de cette politique restrictive, pour la reconstruction du pays, la surexploitation de la main-d'œuvre et la constitution d'une forte armée industrielle de réserve, avec les années 60 le ton change. La concurrence internationale réclamait du capital anglais une rationalisation et une planification plus grandes, l'introduction de technologies plus avancées: le grand afflux de main-d'œuvre non qualifiée n'était plus aussi nécessaire, ne serait-ce que parce que les bases existaient pour la création d'une armée industrielle de réserve indigène (essentiellement les enfants des immigrés) et non plus -importée-. C'est ainsi qu'en 1962 le gouvernement conservateur promulgue le Commonwealth Immigration Act. Celui-ci introduit un système de permis de séjour (vouchers) de trois types: le type A était accordé aux chefs d'entreprise de façon à faire entrer des personnes pour des emplois spécifiques; le type B était accordé à des candidats à l'immigration pourvus d'une qualification ou d'une spécialisation reconnue; le type C était réservé aux non qualifiés. On amorcait ainsi une politique de contrôle de l'immigration, comme le Ministère de l'Intérieur le reconnaissait d'ailleurs explicitement lui-même.

En 1965, c'est le tour du gouvernement travailliste, qui publie le Livre Blanc Immigration from the Commonwealth. On y proclame la nécessité d'harmoniser le flux migratoire avec les exigences du capital britannique. Les permis de séjour du type C (non qualifiés) sont abolis (ils avaient déjà été abolis dans les faits l'année précédente). Les ayant droit au type B sont définis plus strictement sur la base des besoins particuliers en main-d'œuvre qualifiée. Enfin, un quota maximum (8.500) est fixé pour les permis de séjour. En outre, tandis que la loi de 1962 permettait l'entrée du mari, de la femme et des enfants au-dessous de 16 ans de l'immigré en

possession d'un permis de séjour, le Livre Blanc des travaillistes inaugurait une politique de contrôle rigoureux sur les personnes à charge, et conférait de vastes pouvoirs au Ministère de l'Intérieur pour la déportation des immigrés qui étaient sur le sol britannique depuis moins de cinq ans, s'ils étaient soupçonnaient d'avoir tourné de quelque façon les normes régissant l'immigration, le tout sans aucun procès.

Au milieu des années 60, l'économie britannique entre décidément dans une phase de stagnation et de crise, avec une augmentation du chômage et de clairs symptômes de fermentation sociale. Cela rend nécessaire un nouveau tour de vis qui se produira, toujours sous un gouvernement travailliste, avec le Commonwealth Immigration Act de 1968. Les développements de la situation au Kenya, qui avaient poussé nombre de kényans d'origine asiatique (ayant le droit de prendre la citoyenneté britannique ou kényane) à s'expatrier pour chercher du travail en Grande-Bretagne, furent encore une fois le prétexte hypocrite d'une nouvelle restriction de l'immigration. Mais il était plus qu'évident que la préoccupation principale de l'Etat britannique était la formation d'un réserve explosive dans toutes les principales villes industrielles de Grande-Bretagne, à un moment où d'ailleurs les nouvelles des étés chauds dans les ghettos américains n'étaient certes pas réconfortantes (19). La nouvelle loi n'accordait le permis de séjour qu'aux détenteurs d'un passeport britannique ayant au moins un grand-parent né au Royaume-Uni. Dans la pratique, on en arrivait à annuler une grande partie des passeports britanniques détenus par les Africains d'origine asiatique, provenant du Kenya et des régions limitrophes.

Le tableau VIII suivant, concernant les cartes de travail émises en faveur d'immigrants potentiels du Nouveau Commonwealth, montre avec une grande clarté le passage graduel d'une politique de contrôle de l'immigration à une politique de restriction (20).

On arrive ainsi à 1971, année où est promulgué l'Immigration Act. Tandis que le Nationality Act de 1948 conférait la citoyenneté britannique aux habitants des colonies et du Commonwealth, assurant le flux de main-d'œuvre à bon marché nécessaire au boom de l'après-guerre, l'Immigration Act de 1971, promulgué aux premiers signes de récession, se proposait de mettre fin à l'immigration de personnes décidées à s'établir sur le sol britannique (settlers), en introduisant par contre -un système de travailleurs sous contrat assimilable à la condition du Gastarbeiter ("travailleur-hôte") européen- (21).

Dans la pratique, si dans les années du boom il était utile d'avoir une maind'œuvre caractérisée par une certaine stabilité, d'où l'extension de la citoyenneté, dans des années d'approche de la crise puis de crise ouverte il est nécessaire de transformer cette main-d'œuvre naguère stable en main-d'œuvre souple, taillable et corvéable à merci, susceptible d'étre renvoyée au pays, en éliminant progressivement les -liens- qui pourraient en quelque façon l'attacher au sol britannique.

C'est ainsi que lorsque l'*Immigration Act* entra en vigeur en 1973, on vit cesser pratiquement la *primary immigration*, c'est-à-dire l'immigration de ceux qui n'ont

⁽¹⁹⁾ Un représentant du gouvernement déclarait durant le débat sur la proposition de loi ·Nous sommes décidés à éviter le type de situation qui s'est présentée aux Etat-Unis, où les préjugés et la discrimination ont créé une minorité indigène sous privilégiée, dont beaucoup de membres réagissent aves violence contre ce qu'ils considèrent comme une citoyenneté de seconde classe (cité in RC, p.19). Les désordres de l'été 1981 montrent que les résultats d'une telle décision ne sont guère brillants!

⁽²⁰⁾ RC, p.19

⁽²¹⁾ A. Sivanandan, -From immigration control to "induced repatriation"-, *Race and Class Pamphlets*, n°5, Institute of Race Relations, London 1978, p.1.

personne à rejoindre en Angleterre et qui y entrent pour la première fois. On n'admettait plus que l'immigration de personnes à charge des immigrés déjà

Tableau VIII					
Période	Type A	Type B	Type C	Total	Entrés
1962 (2º moitié)	3063	3363	16.827	23.253	non disponible
1963	7.002	9.518	22.182	38,702	28.678
1964	10.219	7.187	2.159	19.565	13.888
1965	8.361	· 6.560	_	14.921	12.125
1966	2.852	4.964	_	7.816	5.141
1967	3.013	5.022	_	8.035	4.716
1968	2.865	4.802	_	7.667	4.353
1969	2.731	3.044		5.775	3.523
1970	2.736	1.402		4.138	3.167
1971	1.788	1.974	_	3.762	2.543
1972	1.191	2.152	_	3.343	1.353

La dernière colonne donne le nombre de détenteurs de permis effectivement entrés.

établis précédemment ou de *-catégories particulières comme les personnes ayant un passeport britannique et provenant d'Afrique orientale ou comme les "fiancés"* [hommes rejoignant leurs fiancées] · Il est donc évident que même le -contrôle de *l'immigration* · ne suffit plus, à mesure que la crise s'approfondit, et en Grande-Bretagne la crise du milieu des années 70 est particulièrement préoccupante par sa conflictualité diffuse. Pendant sa campagne électorale, la -dame de fer- se présente avec un programme visant à -mettre fin une fois pour toutes à l'immigration, et à défendre le mode de vie anglais, car -ce pays court le risque d'être submergé par des gens d'une culture différente.!

Cette loi introduisait une distinction entre patrials et no-patrials (22): les premiers pouvaient circuler librement, ne devaient pas subir de contrôle à l'entrée ni de restrictions d'emploi et n'étaient pas sujets à la déportation; les seconds au contraire ont besoin d'un permis de séjour et d'une carte de travail valable un an, avec la possibilité d'un renouvellement annuel pour une durée de trois ans, à la discrétion du Ministère de l'Intérieur. Il est intéressant aussi de noter que, tandis que l'immigration des pays de la CEE (numériquement insignifiante) ne subissait pas de restriction, celle des citoyens de pays de la CEE mais nés dans des colonies ou d'anciennes colonies de pays de la CEE (par exemple les citoyens hollandais

⁽²²⁾ Les patrials sont: a) les personnes nées dans le Royaume-Uni ou dans les Iles; b) les personnes de père britannique; c) les personnes pourvues d'un passepon britannique ou des colonies et ayant un parent ou un grand-parent britannique; d) les citoyens du Commonwealth qui se font enregistrer comme citoyens britanniques ou des colonies; e) les étrangers naturalisés. Toutes les autres catégories possibles (et donc la grande majorité des immigrés) sont no-patrials. Nous ne considérons pas les diverses exceptions ou nuances de ces classifications, dont l'ignorance se traduit souvent par une véritable catastrophe pour l'immigré, qui se voit brutalement fermer toute possibilité de rester en Grande-Bretagne ou d'y faire venir sa famille. Cf. Immigration. Hou the law affects you, Trouble with the Law Pamphlets, n°1, Release publications Ldt, London 1978.

des Moluques ou les citoyens français de la Guadeloupe, de la Martinique ou de l'Algérie) était sujette aux mêmes restrictions que celle des immigrés no patrials! Toujours en 1973, est promulgué le *Pakistan Act*, qui transforme les Pakistanais (à la suite de leur sortie du Commonwealth) en étrangers n'ayant pas le droit d'acquérir la citoyenneté britanique par un simple enregistrement, et pouvant seulement obtenir la naturalisation britannnique. A ce sujet il est utile de donner certains exemples qui montrent comme l'Etat britannique exerce des pressions matérielles et psychologiques incroyables pour décourager l'entrée des immigrés. Après le Pakistan Act, pendant une certaine période, eles Pakistanais purent encore demander la citoyenneté britannique par enregistrement. Bien que cette procédure fût théoriquement automatique, en fait — en accord avec l'esprit de la loi de 1971 qui conférait des pouvoirs discrétionnaires aux organismes de décision — il y eu de nombreux refus d'enregistrement et des périodes d'attente particulièrement longues. Mais le problème n'est pas non plus résolu avec l'enregistrement. Les femmes de citoyens britanniques ont le droit d'être enregistrées automatiquement comme citoyennes britanniques; mais le Ministère de l'Intérieur a dans de nombreux cas répondu aux demandes d'enregistement formulées par des femmes de Pakistanais, en affirmant que leur mariage était nul, parce qu'il avait eu lieu dans un pays permettant la polygamie, à une époque où l'un des deux contractants était domicilié en Grande-Bretagne, que le mariage fût polygame ou non. Ainsi, les femmes de citoyens britanniques sont-elles déclarées comme étrangères; et même les enfants sont soumis à ces normes racistes: ils peuvent demander à être inscrits comme citoyens britanniques, mais l'enregistrement est accordé à la seule discrétion du Secrétaire d'Etat (23). Le cas des époux Ditta, protagonistes d'une bataille ayant duré plus de trois ans pour obtenir que l'on reconnaisse que leurs trois enfants entre sept et treize ans, qu'ils cherchaient désespérement à faire entrer en Grande-Bretagne, étaient vraiment leurs enfants, est devenu le symbole de la cruauté cynique de la législation anti-immigrés.

Ce sont à nouveau le **travaillistes**, en 1977, qui introduisent des modifications aux règles régissant l'immigration, afin de limiter encore davantage le droit des maris et des fiancés à entrer en Grande-Bretagne: il faut une période d'épreuve de douze mois pour convaincre le Ministère de l'Intérieur que le mariage est un véritable mariage, avant que le mari ait le droit de s'établir en Grande-Bretagne. Ces modifications ont également permis au Ministère de l'Intérieur d'effectuer toute une série d'enquêtes sur la moralité des couples en question, sur leurs rapports sexuels et sur l'usage de moyen anticonceptionnels.

La période suivante voit un nouvel affinement de cette politique, aussi bien sous la poussée des conservateurs, d'abord pendant la campagne électorale, puis comme parti de gouvernement, que sous celle du comité ad boc formé en 1978 par des représentants de tous les partis, le Select Committee on Race Relations and Immigration. En ce qui concerne la primary immigration, ce comité recommandait une nouvelle réduction, la révision des règles régissant l'entrée des maris et des fiancés, une nouvelle Nationality Law plus restrictive, et l'introduction d'un quota pour les immigrés du sous-continent indien. De leur côté, les tories-promettaient de mettre fin à l'entrée automatique des maris et fiancés no-patrials-, car ele lieu de résidence du mari doit être considéré en principe comme le lieu de résidence naturel de la famille-; quant au quota, il devait être introduit non pour le seul sous-continent indien, ce qui était ediscriminatoire- (!!), mais pour etoute forme d'entrée de tous les pays en debors de la CEE-.

⁽²³⁾ RC, p.21

Les positions des conservateurs et du Committee étaient encore plus draconiennes en matière de secondary immigration. l'immigration des personnes à charge. Le Committee proposait que l'on ne permette pas d'entrer aux enfants de plus de douze ans nés à l'étranger et désirant rejondre leurs parents, et que l'on modifie également les règles sur l'immigration de facon à ne permettre d'entrer qu'aux enfants au dessous de l'âge scolaire (6 ans!); des personnes à charge comme les parents, les grands-parents ou les enfants au-dessus de 18 ans ne devaient pas pouvoir entrer, à moins que le demandeur déià immigré ne puisse fournir un logement et des movens de subsistance approuvés par l'autorité! Les conservateurs, eux, voulaient que l'entrée des parents, grands-parents et enfants au dessus de 18 ans soit permise seulement si on pouvait prouver des raisons familiales urgentes; en outre, ceux qui étaient entrés après le 1^{er} janvier 1973 ne devaient pas jouir du droit automatique à se faire rejoindre par leur femme ou par d'autres personnes à charge. Comme le dit le rédacteur de la brochure citée à la note 21, •le message était clair: si vous voulez une vie de famille, rentrez chez VOUS !

Les exigences ou les indications en matière de surveillance étaient encore plus sévères. Les immigrés en provenance des anciennes colonies étaient déjà fichés et identifiés et les femmes soumises à d'humiliants examens sexuels: mais le Committee réclamait -de nouvelles règles pour rendre plus strictes les vérifications d'identité et l'extension des pouvoirs des autorités pour contrôler les immigrés et identifier les clandestins, le tout afin d'instituer · un système de contrôle interne de l'immigration: carte d'identité, enregistrement, fichage, passeports, etc. En outre, les conservateurs proposaient de renforcer les mesures permettant d'empêcher l'immigration illégale et le séjour au delà de la période légale. Il fallait -améliorer les accords en vigueur, afin d'aider à retourner chez eux les immigrés qui aspirent vraiment à quitter le pays: quel jésuitisme pour un pays protestant! L'ensemble de ces propositions visait à réduire encore davantage le nombre des immigrés des anciennes colonies fussent-ils ou non des personnes à charge, en réduisant surtout le nombre des habitants du sous-continent indien qui espéraient rejoindre leur famille résidant en Grande-Bretagne, et en introduisant un système de contrôle policier susceptible de rendre la vie insupportable à ceux qui y résidaient déià.

On assiste donc, ces dernières années, à un passage progressif du -simple-contrôle de l'immigration à son blocage, et à des formes de véritable rapatriement forcé. Au début de 1980, le gouvernement conservateur présente un -Livre blanc sur l'immigration-contenant une série de mesures aptes non seulement à décourager l'entrée des personnes à charge, mais à exercer de terribles pressions matérielles et psychologiques sur les résidents eux-mêmes, afin de les forcer à rentrer au pays. Les voici:

a) Les maris ou les fiancés de femmes déjà immigrées en Grande-Bretagne ne seront pas acceptés à la frontière si l'officier de contrôle estime que le couple s'est marié ou désire le faire seulement afin d'entrer en Grande-Bretagne; que mari et femme n'ont pas l'intention de vivre longtemps ensemble; qu'ils ne se sont jamais rencontrés jusqu'alors. Ces règles ne concernent que les femmes -de couleur- et non les blanches nées à l'étranger de parents anglais.

b) Les enfants de moins de 18 ans ne peuvent entrer en Grande-Bretagne que si leurs deux parents y sont déjà établis ou y entrent en même temps qu'eux, ou si l'un des parents est déjà établi et que l'autre le rejoint avec ses enfants. Les exceptions concernent le cas où l'un des parents est déjà établi sur le sol anglais et peut démontrer qu'il est le seul responsable de l'entretien des enfants ou que

l'autre est incapable de les élever. Les enfants de plus de 18 ans, eux, ne peuvent entrer que dans des cas exceptionnels.

c) Les parents et grands-parents de plus de 65 ans ne peuvent entrer que s'ils sont en mesure de prouver qu'ils dépendent totalement ou surtout de leurs enfants déjà établis en Grande-Bretagne; que leurs enfants sont capables de les entretenir intégralement; que le niveau de vie de la personne âgée en question est inférieur au niveau de vie moyen du pays d'origine.

d) Les femmes et les enfants des étudiants étrangers ne sont admis que s'ils peuvent démontrer qu'ils seront entièrement entretenus par eux. Mais ni l'étudiant ni les personnes à charge ne peuvent travailler sur le sol anglais (24).

Ainsi, le -retour forcé- est devenu une pratique ouverte, qui exploite les mille pièges de la loi, et surtout le fait que les immigrés arrivent souvent par l'intermédiaire d'agences sans scrupules qui ne visent qu'à leur soutirer de grosses sommes d'argent, et certainement pas à les informer sur leurs droits et leurs obligations

Nous en arrivons ainsi à la période actuelle. Au cours de ces dernières années. l'Etat britannique s'est efforcé d'harmoniser la loi sur la nationalité avec la situation créée par les lois successives sur l'immigration, qui ont provoqué toute une série de subdivisions entre les citoyens britanniques. Depuis 1978, on a donc commencé à parler d'une nouvelle «loi sur la nationalité» à substituer au vieux British Nationality Act de 1948. La nouvelle loi, qui au moment où nous écrivons n'a pas encore été approuvée, devrait diviser les immigrés en deux catégories, en suivant pratiquement les divisions opérées par l'Immigration Act de 1971. D'une part, les immigrés arrivés en Grande-Bretagne avant 1973 (année où l'Immigration Act entra réellement en vigueur), qui jouiront de la citoyenneté à condition de se faire enregistrer dans les 2 ans; d'autre part tous les autres immigrés: ceux arrivés après 1973, les immigrés considérés comme étrangers, ne provenant pas du Commonwealth ou sans liens de parenté en Grande-Bretagne, et surtout les immigrés illégaux, contre lesquels se déchaînera toute la rigueur de la répression, jusqu'à la déportation pure et simple. Non seulement cette nouvelle loi rendra le contrôle de l'immigration plus sévère, mais elle pourrait même priver de nombreux résidents de couleur d'une partie des droits civiques dont ils jouissaient jusqu'ici (25).

Naturellement, à propos de ce projet de loi aussi, les différences entre travaillistes et conservateurs sont purement de façade. Les premiers sont d'accord sur le fond avec les conservateurs, ils ne se préoccupent que d'exploiter l'occasion sur le plan de la polémique pré-électorale, et de ne pas perdre leur crédibilité dans les rangs d'un prolétariat où les immigrés sont nombreux et particulièrement combatifs, et où se développe peu à peu l'idée de la solidarité de classe, comme l'ont montré les désordres de juillet 1981, auxquels des contingents de jeunes anglais ont participé aux côtés des jeunes immigrés.

Années de lutte et d'organisation

Dès leur arrivée dans la -bonne vieille Angleterre-, les immigrés venant des anciennes colonies sont donc soumis à une exploitation féroce, logés dans des quartiers qui deviennent vite des ghettos inhabitables, victimes d'attaques racistes répétées et de la constante pression policière, avec coups de filet, arrestations massives, accusations préfabriquées, -chasse aux nègres-. A l'éclatement de la crise,

⁽²⁴⁾ Cf. Il Programma Comunista nº4, 23, 2, 1980.

⁽²⁵⁾ Cf. RC, p.21-22 et l'article de Inez Landa «Nationality Bill 1981», dans le numéro déjà cité de The next step.

ils occupent aussitôt les premières places dans les listes de licenciements et le chômage. Il n'est donc pas étonnant que, malgré les mille difficultés dues à l'isolement, à ses origines hétérogènes, à la politique de division de l'Etat, à l'intimidation légale et illégale, la population «de couleur- descende bientôt sur le terrain de la lutte, ou du moins de la résistance organisée: c'est ainsi qu'au début des années 80 elle en vient à occuper une place d'avant-garde dans un prolétariat composite qui commence à voir aussi le réveil progressif de sa composante britannique. Celle-ci n'a d'ailleurs jamais manqué, surtout dans des secteurs comme les mineurs, les dockers, les transporteurs, de donner de puissants coups de griffe au capital et à son Etat.

A la base des conflits

L'extrême diversité des expériences de lutte et de la maturation qui s'exprime au cours des conflits du travail est également le fruit de l'hétérogénéité de l'immigration, qui a derrière elle des traditions et des cultures différentes et, dans le présent, des positions différentes dans la production. Les immigrés des Indes Occidentales, les Asiatiques de l'Inde, du Pakistan, du Bangladesh, les Africains du Kenya ou de l'Ouganda arrivent en Grande-Bretagne à des époques différentes, ils sont parqués dans des ghettos urbains et socio-culturels et aiguillés vers des branches différentes de la production, avec des poids différents. Ce fractionnement de la communauté immigrée dans ses composantes ethniques et culturelles s'ajoute à la campagne de répression et d'intimidation, à l'absence de la scène historique du prolétariat des grandes métropoles impérialistes, et au caractère ouvertement conciliateur des trade-unions, qui d'ailleurs forment la base de ce Labour Party dont nous avons vu le rôle dans la définition de la législation anti-immigrés.

Dès le début, pourtant, l'exploitation ouverte et les terribles conditions de travail ont agi comme des accélérateurs du processus de radicalisation de la main-d'œuvre immigrée, en constituant un terrain propice à l'éclatement des premiers conflits du travail. Prenons les Asiatiques, sur lesquels nous disposons d'une ample documentation (26). Leur immigration connait deux vagues: la première, à la fin des années 50 et au début des années 60, provient essentiellement du sous-continent indien; la seconde, au début des années 70, est composée non seulement de ressortissants du Bangladesh poussés à émigrer du fait des vicissitudes de leur pays, mais d'afro-asiatiques du Kenya et de l'Ouganda. La première vague trouve vite du travail dans les secteurs industriels peu à peu abandonnés par la main d'œuvre britannique en quête de meilleures conditions de travail, de salaires plus élevés, d'une durée de travail plus courte, et de postes de plus grande responsabilité comme surveillants ou chefs d'ateliers. Elle se retrouve donc dans des usines vétustes et en mauvais état, avec peu de capital investi et donc une faible compétitivité — ce qui signifie pour les arrivants des horaires épuisants, des cadences infernales, des salaires infimes, une extrême souplesse dans l'emploi de la main-d'œuvre, des rapports quasi coloniaux dans l'usine.

A l'atelier de filature de la Red Scar Mill de Preston, en 1965, «les machines ne s'arrêtent jamais. Les travailleurs doivent surveiller des rangées entières de fuseaux (une centaine de fuseaux par machine) et enrouler à nouveau les bobines toutes

⁽²⁶⁾ Une grande partie de la documentation qui suit est tirée de la revue Race Today, qui constitue une lecture obligatoire pour avoir un tableau des conditions de vie et de travail ainsi que les luttes desimmigrés en Grande-Bretagne, avec les revues déjà citées Fight Ractsm! Fight Impérialism! et The next step, indépendemment des positions politiques exprimées. Il va de soi que la rédaction de Race Today est constamment persécutée par la police, comme le montrent les arrestations et les procès répétés de Darcus Howe et d'autres collaborateurs.

les fois qu'un fil casse. Le tavail demande de l'habileté plutôt que de l'énergie et de la force, mais les conditions de travail sont décidément épouvantables. L'air est presque irrespirable à cause de l'odeur des produits chimiques, et le vacarme est impressionnant. Surtout en temps de plein emploi, il s'agit d'un travail que les bommes et les femmes évitent instinctivement (27). Ainsi, les travailleurs immigrés connaissent des conditions de travail dignes de l'époque de la révolution industrielle, à une époque que l'on définit comme -post-industrielle-!

La concentration de la main d'œuvre immigrée dans ces secteurs a également des conséquences sociales importantes: de véritables communautés immigrées se forment dans le quartier qui entoure l'usine. Ceci aura son importance par la suite, quand éclateront les premiers conflits, car l'arrière-pays social contribuera efficacement à l'organisation des grèves, à la solution des aspects logistiques, à l'extension de la solidarité en dehors de l'usine, en impliquant également des éléments extérieurs à la production et en cimentant davantage des couches et des secteurs différents; quelque chose d'analogue se produit pour les communautés de mineurs aux Etats-Unis: la grève finit par être l'affaire non seulement des ouvriers, mais de tout un quartier. En outre, la présence dans la main-d'œuvre d'éléments d'origines sociales différentes contribue à abattre des barrières au sein même de la communauté: le professeur ou l'étudiant immigré finissent souvent par travailler côte-à-côte avec le paysan. Et ce ne sont pas seulement des barrières sociales qui tombent, mais aussi des barrières religieuses, culturelles, linguistiques, bien que le capital s'efforce toujours de les reconstituer, également grâce à l'œuvre défaitiste des syndicats.

A Soutball, un quartier ouest de Londres, il y avait 350 Asiatiques en 1951. Au milieu des années 60, les Asiatiques formaient 12% de la population du quartier. Dans cette communauté, les immigrés trouvèrent du travail dans quatre usines différentes: deux boulangeries industrielles, une fabrique de petits pois en boîte et la quatrième (qui employait 40% de toute la population asiatique) était une fabrique de pneus, la Woolf. En 1965, 90% de la main-d'œuvre non qualifiée à la Woolf était composée de Punjabi Sikhs- (28).

Ce sont précisément les conditions de travail, les cadences, l'arrogance des petits chefs, le système des primes pour ceux qui font des heure supplémentaires de façon à porter le salaire hebdomadaire de 11 à 25 livres, les discriminations entre main-d'œuvre autochtone et immigrée, qui ont été les détonateurs des premièrs conflits du travail. De même, à la Harwood Cash Yarn de Nottingham (industrie chimico-textile) en 1973, -si l'ouvrier est disposé à bosser 12 heures par jour pendant 7 jours, il reçoit 35 livres par semaines [...]. Tandis que la main-d'œuvre blanche a signé un contrat de travail qui prévoit une semaine moyenne de 40 heures, on demande aux Asiatiques d'en accepter une de 60, et beaucoup d'entre eux dans les faits, travaillent jusqu'à 72 ou même 80 heures (29).

Les luttes des Asiatiques

C'est précisément à la Woolf, à Southall (Londres) qu'éclate l'un des premiers conflits. Dès 1960, les travailleurs (des Indiens Punjabi Sikhs et des Pakistanais) cherchent à se donner une organisation syndicale pour répondre surtout aux pratiques de gangsters des chefs d'atelier. Les premières tentatives échouent. Mais

⁽²⁷⁾ Bulletin de l'Institute of Race Relations, juin 1965, London.

^{(28) -}New Perspectives on the Asian Struggle. Part One-, in Race Today, août-septembre 1979.

⁽²⁹⁾ Idem.

en 1963 les travailleurs recommencent: dans une série de réunions secrètes tenues hors de l'usine, 500 ouvriers environ jurent sur les textes sacrés de leurs religions respectives de ne plus accepter le chantage des contremaîtres. Ils sont organisés par l'Indian Workers Association (IWA), née plusieurs années plus tôt comme organisation sociale et culturelle, avec des liens étroits avec les partis qui forment le panorama politique du pays d'origine. Les bonzes du TGWU (travailleurs de transports et d'autres industries) jouent leur rôle de médiateurs. La direction accepte de reconnaître la section syndicale locale, mais elle licencie deux des organisateurs. De leur côté, outre la reconnaissance de la section syndicale, les ouvriers réclament que leurs camarades de travail payés au dessous du minimum soient rétribués correctement, ils réclament des pauses pour le thé de façon à briser les cadences infernales, l'augmentation des salaires des ouvriers de l'atelier de mélange et l'introduction d'un système de trois catégories dans l'usine. Les patrons repoussent les revendications; les travailleurs font la grève des heures supplémentaires; la direction capitule.

Octobre 1964: toujours à la Woolf, on a la première grève non officielle, c'est-à-dire proclamée par la section syndicale locale et non par les centrales, à la suite du licenciement d'un ouvrier qui avait... mal répondu à un chef d'atelier. Après deux mois de grève le TGWU intervient et négocie avec les patrons la procédure à suivre à l'avenir dans des cas de ce genre, ce qui démontre que les rapports entre ouvriers et chefs représentent un facteur de tension constante. Les premiers heurts apparaissent entre les travailleurs et le syndicat.

Mai 1965: cinq mois seulement après la fin du conflit, dix ouvriers d'avant-garde de la Woolf sont licenciés. Les ouvriers appliquent la procédure prévue, mais la direction ne l'entend pas de cette oreille. Les bonzes arrivent et ouvrent les négociations, tandis que les ouvriers réclament vivement un appui à des initiatives de lutte. Le syndicat non plus ne les écoute pas. Les ouvriers proclament alors la grève totale des heures supplémentaires et suspendent le paiement des cotisations syndicales. Après l'occupation du siège du TGWU, la direction syndicale remplace le bonze -mou- par un bonze -dur-, et le conflit se termine par la réintégration des travailleurs, sauf deux qui ont trouvé du travail ailleurs.

Novembre 1965: toujours la Woolf. En réponse au licenciement d'un ouvrier qui avait dénoncé à ses délégués le cas d'un surveillant coupable de vol, les délégués proclament la grève générale. La grève est totale, l'usine est occupée, et la grève dure six semaines. La direction envoie des lettres de licenciement à tout le monde en offrant ensuite aux ouvriers de les embaucher à des conditions meilleures, sauf les éléments d'avant-garde et les dirigeants de la grève. Les travailleurs ne cèdent pas et réclament le soutien du TGWU. Celui-ci répond par une décision qui marquera pour toujours les rapports entre le syndicat et la main-d'œuvre immigrée: il offre son -soutien industriel- (c'est-à-dire limité à l'usine) mais non celui officiel-: c'est ainsi que lorsque les camionneurs qui doivent charger le produit fini téléphonent au TGWU, ils s'entendent répondre que la grève n'est pas officielle, et ils finissent par forcer les piquets. A la demande des grévistes de recevoir une aide de la caisse de grève, le TGWU répond qu'il y a des difficultés administratives; et toutes les négociations avancent avec lenteur. C'est l'échec; les travailleurs reprennent la travail dans des conditions plus dures.

1965: à la Red Scar Mill, usine textile du groupe Courtauld à Preston, éclate une autre grève qui dure trois semaines. Elle est lancée pour refuser un programme d'augmentation de la productivité décidé d'un commun accord par la direction et le syndicat: au lieu d'une machine, les travailleurs devraient en surveiller une et

demi, moyennant une prime de production de 10 shillings par semaine! Après un heurt avec le bonze régional, les ouvriers votent contre le projet: -après quoi, sans aucun avertissement, un après-midi ils se trouvent devant les chefs d'ateliers qui apportent des seaux de vernis rouge et qui divisent toutes les machines en deux, puis qui disent aux ouvriers de surveiller une machine et demie par personne. Les travailleurs refusent instinctivement et arrêtent immédiatement le travail, en faisant un sit-in. Les machines commencent à être saturées et durant 17 beures c'est le chaos. Puis les travailleurs, en grande partie Hindous et Pakistanais, quittent l'usine- (30). Le TGWU intervient pour les convaincre de reprendre le travail, il déclare que la grève n'est pas -officielle- et il se laisse aller, par la bouche du bonze local, à des propos racistes. Les différences ethniques jouent; ainsi, 120 immigrés des Indes Occidentales se laissent persuader de reprendre le travail, en cédant aux injonctions d'une de leurs organisations interclassistes.

L'absence d'un mouvement capable d'appuyer la lutte sera longtemps la caractéristique de ce type d'agitation. Bien que magnifiquement soutenue par la communauté immigrée du quartier, la grève doit pratiquement avancer par elle-même, sans pouvoir compter ni sur un patrimoine d'expériences passées, ni sur l'appui d'autres secteurs de la main-d'œuvre immigrée; elle doit résister tant à la répression patronale, qu'à l'action désagrégatrice des syndicats et des travaillistes de tout poil. De la grève de Red Scar à celle de Grunwick une dizaine d'années plus tard, tout conflit concernant les immigrés est une occasion pour des personnalités du monde politique et syndical, d'accord pour tromper les immigrés, de venir faire

leur numéro.

Dans toute cette première phase, l'IWA s'active parmi le immigrés. Mais avec le temps, certaines de ses caractéristiques finissent par en faire quasiment un boulet aux pieds des travailleurs. Il s'agit d'une organisation qui a une base de masse presque exclusivement parmi les immigrés d'origine punjabi, et qui est étroitement liée aux vicissitudes politiques indiennes : elle subit les contrecoups des scissions dans les différents partis et des luttes politiques en Inde ; sa perspective concerne surtout voire est conditionnée par les événements indiens, dans l'optique d'un retour des immigrés au pays. En outre, les fractions formées en son sein au cours des années 60 finissent par affaiblir le mouvement de lutte : il se dégage par exemple un courant pro-PC qui, suivant les directives du PC anglais, n'hésite pas à appuyer les travaillistes dans certaines campagnes électorales, et un courant pro-chinois qui manifeste des sympathies pour le black pouer tel que l'interprêtent les immigrés des Indes Occidentales, tandis que cette perspective a peu de sens pour les immigrés du sous continent indien. De plus, liée comme elle l'est à l'Inde, l'IWA ne peut représenter un facteur de lutte et d'organisation lorsque débute la seconde vague migratoire, celle du Kenya et de l'Ouganda. La période qui couvre la fin des années 60 et le début des années 70 voit donc une série de tentatives d'arriver à une fusion, également organisationnelle, des différentes composantes ethniques de la population immigrée, mais qui échouent. Le maximum auquel on parvienne, ce sont les manifestations de protestation de 1968 et 1970, mais les différents contingents d'immigrés y marchent encore séparés, avec leurs propres slogans et leur propres drapeaux.

A la nouvelle vague venue d'Afrique et à celle du Bangladesh, s'ajoutent les jeunes nés en Grande-Bretagne. Or ces jeunes (comme déjà les immigrés des Indes Ooccidentales) ont une perspectives très différente de celle de leurs parents : ils sont là pour **rester**. Cette nouvelle perspective conditionne de façon

⁽³⁰⁾ Idem

très positive l'explosion des nouvelles luttes et s'ajoute au rôle central joué dans cette période par les Afro-Asiatiques, qui supplantent les organisation traditionnelles comme l'IWA, devenues désormais une véritable entrave pour le mouvement. En 1972, éclate la lutte aux Mansfield Hosiery Mills de Loughborough (bonneterie); en 1973, c'est le tour de la Harwood Cash Yarn de Nottingham (industrie textile); en 1974, c'est la grève de l'Imperial Typewriters (machines à écrire) de Leicester; en 1977, c'est la formidable grève à la Grunwick (matériel photographique) de Londres, qui dura plus d'un an (voir notre presse de l'épo-Dans tous ces cas, il s'agit de réagir à l'arrogance des chefs d'atelier, aux discriminations entre nationaux et immigrés, ou encore à l'absence de syndicalisation ; le plus souvent les trois raisons se mêlent. Face à eux, à chaque fois, les immigrés retrouvent, aux côtés du patron et de la police, les syndicats eux-mêmes, qui affirment plus d'une fois ne pas comprendre les raisons de tant de mauvaise humeur, quand ils ne pêchent pas dans l'eau trouble des divisions ethniques et raciales. A l'époque de la grève de l'Imperial Typewriters, le bonze TGWU Georges Bromley déclarait : -Les travailleurs n'ont pas observé les procédures appropriées. Ils n'ont pas de plaintes légitimes à avancer, et il est difficile de comprendre ce qu'ils veulent. Je crois qu'il y a des tensions raciales, non entre blancs et noirs, mais entre les asiatiques du sous-continent indien et ceux en provenance de l'Afrique (31). Et même la grande mobilisation à la Grunwick, qui vit des contingents entiers d'ouvriers britanniques affluer autour de la petite entreprise de développement et d'impression employant presque exclusivement des Asiatiques et des Afro-Asiatiques, ne peut pas cacher l'abandon réel où les ouvriers finissent par être laissés, jusqu'à la trahison de leur lutte par les syndicats. Ainsi, les immigrés se trouvent pris en tenaille : d'un côté ils doivent, à juste titre, revendiquer une syndicalisation qui, en ce qui les concerne, est quasiment inexistante; de l'autre ils doivent se fier, pour cette syndicalisation, à des organisations pourries comme les trade-unions, prêtes à négocier par dessus leur tête, et surtout à établir des cordons sanitaires autour de leur lutte avec des moyens qui vont de la démagogie (la marche de solidarité sur la Grunwick) jusqu'au racisme plus ou moins ouvert.

Du restaurant Mangrove aux désordres de Brixton

L'immigration en provenance des Indes Occidentales connut elle aussi deux grandes vagues: dans l'immédiat après-guerre, et dans le cours et surtout vers la fin des années 60. Pour elle aussi, on peut reprendre ce qu'on a déjà dit pour les Indiens et les Pakistanais : les deux phases conditionnèrent l'attitude envers le pays d'accueil et, en conséquence, la perspective politique dominante dans chacune des deux vagues. Les jeunes Caraïbes avaient des idées radicalement différentes de celles de leurs parents ou des -vieux- immigrés, sur l'Etat anglais comme sur leur pays d'origine : -Ce nouveau contingent de jeunes noirs n'avait pas les entraves qui avaient freiné la génération précédente. En premier lieu, ils n'avaient pas connu les expériences démoralisantes, de défaites des mouvements anticoloniaux qui avaient éclaté dans les Caraîbes des dizaines d'années auparavant. En second lieu, à l'école ils remplissaient les mêmes classes et se retrouvaient au coude à coude avec de jeunes prolétaires blancs et ils avaient donc une idée plus précise sur la manière dont les blancs réagissaient devant des initiatives organisées par les noirs sur des problèmes spécifiques. Enfin, ils ignoraient le mythe paralysant du retour au pays natal. L'Angleterre était leur terre (32).

^{(31) -}New Perspectives on the Asian Struggle. Part Two-, in Race Today, nov. dec. 1979.

⁽³²⁾ Darcus Howe, -From Bobby to Babylon. Blacks and the British Police. Part Two-, in *Race Today*; nov. 1980.

La fin des années 60 est marquée par des luttes d'usine qui ont pour acteurs surtout les Caraïbes de la vieille génération. Mais ce sont aussi les années où les ieunes commencent à entrer en mouvement poussés par un chômage croissant et par l'attitude répressive toujours plus ouverte de l'Etat, ainsi que par l'écho des révoltes des noirs américains. Dans toutes les années 60, les Etats. Unis connaissent de fracassantes révoltes dans les ghettos noirs, révolte qui se répètent presque tous les étés. Les retombées ne tardent pas à se faire sentir également en Grande-Bretagne, où apparaît l'idéologie nationaliste du black power. Stokely Carmichael, leader du black power américain, fait une tournée en Grande-Bretagne et les ieunes Caraïbes assimilent vite le contenu de l'idéologie nationaliste: Michael de Freitas, ex-militant de l'organisation R.A.A.S. (Racial Adjustment Action Society) devient le porte-parole du black power anglais, prenant le nom de Michael. Il faut ajouter que si d'un côté l'expérience du black power coïncida avec la politisation de larges masses de jeunes Caraïbes, de l'autre — et indépendamment de toutes les autres critiques que l'on peut formuler sur son contenu idéologique — elle finit par être dans certains cas un facteur possible de division entre les immigrés. dont beaucoup (en particulier ceux en provenance du sous-continent indien) ne se reconnaissaient pas dans ses perspectives politiques. Cela fut particulièrement évident durant certains conflits industriels qui éclatèrent à la fin des années 60, et où la tentative de mettre un chapeau black power à la lutte se solda par des divisions au sein du front qui s'était créée.

En tout cas, la période *black power* coïncide également avec une phase de fermentation sociale qui concerne les premiers contingents du prolétariat métropolitain ou de la petite bourgeoisie en cours de prolétarisation. De grandes manifestations sur la question du logement ont lieu dans les principales villes anglaises, le mouvement d'occupation des maisons (le *squatting*) se renforce, et les grèves des loyers se multiplient. Des jeunes immigrés et des jeunes Anglais se retrouvent ensemble dans la rue et beaucoup de barrières d'incompréhension tombent. Aux environs de 1970, on voit naître également en Grande-Bretagne le mouvement des -Panthères noires- qui précisément à cette époque est en butte à une répression féroce aux Etats-Unis. Il représente un pas en avant considérable par rapport au nationalisme *black power* et il constitue une expérience fondamentale pour la promotion et l'organisation de mouvements de masse dans les principaux quartiers d'immigration. Les -Panthères noires- ont leur quartier général londonien justement à Brixton, qui resta après leur disparition progressive un des hauts lieux de l'organisation de la population immigrée.

En 1970, éclate la lutte du *Mangrove Restaurant*. Celui-ci se trouve dans le quartier de Notting Hill, au nord de Londres. C'est un des grands ghettos londoniens, avec Brixton, Islington, Southwark, célèbre pour les -désordres de 1959-, quand la communauté caraïbe repoussa les attaques de la pègre fasciste et raciste blanche. Le Mangrove s'était ouvert vers la fin des années 60. Il offrait de la cuisine des Caraïbes, une salle de jeux, bref il était un point de rencontre important de la population immigrée dans un quartier sinistre comme Notting Hill. Parallèlement, son propriétaire avait organisé -*Defence*-, une des premières tentatives d'assistance légale à la communauté et surtout aux jeunes accusés de vagabondage et de possession de drogue, et soumis à l'épée de Damoclès des *sus-laws*, qui permettent d'arrêter quelqu'un sur la base du simple -*soupçon qu'il soit sur le point de commettre un délit*-: puissant moyen de contrôle et d'intimidation policière vis-à-vis d'une communauté toujours plus atteinte par le chômage et la misère. -*Defence*- cherchait en outre à riposter à l'arbitraire policier régnant dans le

quartier, et qui se manifestait également par des pratiques de gangsters, la corruption, la complicité dans le proxénétisme, les pratiques de chantage, etc. C'étaient les années où, au commissariat central, on formait des équipes spéciales de policiers chargés de «s'occuper» des noirs dans les rues du quartier, en particulier la nuit, à l'exemple de leurs collègues de dix ans auparavant, experts dans la chasse aux nègres-. Le Mangrove Restaurant, point de rencontre et tentative de répondre sur le plan légal aux abus des forces de l'ordre, était donc une épine aux pieds des policiers. C'est alors que commença une longue histoire de persécutions: irruptions dans le local, perquisitions, mandats d'arrêt, brutalités, inculpations; jusqu'au moment où la communauté locale créa un organisme de défense du Mangrove et organisa, avec les «Panthères noires» et d'autres groupes locaux,une manifestation dans les rues de Notting Hill, le 9 août 1970. Les heurts avec la police, venue en force, furent extrêmement violents. Les nouveaux désordres de Notting Hill, avec leur suite d'inculpations, de procès et de condamnations, inaugurèrent les années 70 à l'enseigne d'un état d'esprit diffus de colère et de révolte dans les couches prolétariennes et semi-prolétariennes immigrées.

Parallèlement s'ouvrait un nouveau foyer de tensions au sein de la communauté des Indes Occidentales, Depuis 1965, un rendez-vous obligé pour la communauté était le carnaval de Notting Hill, qui a lieu chaque année à la mi-août et constitue une des expressions les plus authentiques de l'histoire et de la culture des Caraïbes sur le sol britannique. Au début des années 70, le carnaval devint, de petite fête du quartier qu'il était, un véritable événement de masse, capable d'attirer jusqu'à 200.000 personnes, non plus seulement d'origine caraïbe, mais aussi indienne, africaine et métropolitaine. Après l'avoir toléré pendant dix ans, voyant ses nouvelles dimensions et le ton vif de ses manifestations à partir de 1974, la police et l'Etat entrent en scène pour réprimer ou interdire cette expression de la communauté immigrée. Depuis lors, l'approche du carnaval est marquée par une accélération de l'activité de la police et de la justice, préoccupées de mettre des bâtons dans les roues du comité organisateur; et le carnaval finit régulièrement par des affrontements avec les forces de l'ordre qui quadrillent le quartier de façon massive et provocatrice.

Donc, tandis que le *Notting Hill Carnaval* représente une mèche allumée chaque année dans un quartier déjà explosif en soi, la fin des années 70, avec son cortège de crise et de chômage, généralise cette situation de tension, l'-exportant-dans tous les quartiers d'immigrés de toutes les villes. Non seulement Londres, mais Birmingham, Manchester, Bristol, Nottingham, deviennent des villes explosives, où les jeunes Caraïbes finissent par constituer l'élément avancé d'une fermentation sociale qui, dans le sillage de la crise, concerne désormais de larges couches de la jeunesse métropolitaine.

Ainsi, le mysticisme philosophico-religieux *rastafari*, mélange de thèmes black power- et de traditions caraïbes que traduit la la musique *reggae*, passe au second plan quand la côte d'alerte est atteinte et dépassée, et que des chômeurs, blancs et noirs, se retrouvent ensemble dans les rues et se heurtent à la police dans les quartiers de Bristol (avril 1980) ou de Brixton (avril 1981). Il est indéniable que, dans le panorama anglais actuel, les prolétaires ou sous-prolétaires caraïbes, chômeurs partiels ou totaux ou ouvriers en instance de licenciement, constituent une couche d'avant-garde, même si les freins du mysticisme *rastafari*, de la séparation vis-à-vis des autres contingents d'immigrés, de l'apathie du prolétariat anglais, et de l'absence de l'organisation (politique et économique) de classe, se font encore sentir tragiquement.

Les immigrés du Bangladesh, la question du logement et de l'autodéfense

· Les immigrés du Bangladesh représentent d'une certaine façon un cas particulier au sein de la communauté immigrée, précisément du fait de leur situation caractéristique dans la production. A la différence des immigrés des Indes Occidentales, du sous-continent indien ou d'Afrique, destinés surtout à la grande industrie, ceux du Bangladesh constituent le contingent le plus exploité de l'économie souterraine- anglaise. Ils travaillent ou bien comme serveurs dans les restaurants, ou bien comme ouvriers au noir dans les petits ateliers de la fourrure ou de la confection. Il s'agit d'endroits privés de toutes les «qualités requises» par la loi, qui dans le monde anglo-saxon sont devenus célèbres sous le nom de sweatshops (littéralement -lieux de sueur-) et qui évoquent directement l'expérience de la révolution industrielle pour ce qui est de l'exploitation et de la férocité des conditions de travail. Ils n'ont donc pas une base industrielle, ils sont dispersés et divisés et souvent soumis au chantage de leurs compatriotes arrivés dans les années 50 et qui ont réussi à se tenir à flot avec leur petit atelier. Ils sont distribués dans des ateliers de 7 ou 8 ouvriers ou dans des restaurants plus ou moins petits où l'exploitation est intense. Ils ne connaissent pratiquement pas de spécialisation; et des préjugés sociaux et raciaux ont également contribué à les isoler par rapport aux autres contingents de la main-d'œuvre immigrée.

Cet isolement politique, syndical, social expose davantage la communauté immigrée du Bangladesh aux attaques fascistes et racistes. Au cours des années 70, dans les quartiers à forte concentration de Bengalis, le *National Front* (fasciste) a organisé toute une série de manifestations, qui ont abouti à des heurts sanglants. Plus: des voyous blancs comme les *skinheads*, la lie du sous-prolétariat blanc caractérisée par ses crânes tondus, a été le protagoniste de véritables expéditions punitives dans les ruelles des quartiers bengalis. Et les victimes se comptent désormais par dizaines, tuées à coup de couteau ou meurtries de coups de poing, dans les quartiers londoniens de Tower Hamlets, de Southall, de Bethnal Green, comme en témoigne le saisissant rapport *Blood on the streets*, publié en 1978 par le *Bethnal Green and Stepney Trades Council* (33).

Au problème des attaques racistes s'ajoute celui du logement; non seulement il manque des appartements, mais ceux qui existent sont vétustes et délabrés. C'est ainsi qu'en 1976, quand les deux problèmes arrivèrent à un degré particulièrement élevé d'acuité, se formèrent d'une part l'*Anti-Racist Committee for the Defence of Asians in East London* (ARC-AEL) qui s'efforçait d'organiser l'autodéfense dans les rues, dans les quartiers et sur les lieux de travail; et de l'autre le *Bengali Housing Action Group* (BHAG), qui s'occupait plus spécialement des problèmes se rattachant à la question du logement. Il existait en outre toute une série d'autres groupes se rattachant à des réalités locales ou à des publications commme *Race Today*, qui étaient directement engagés dans les deux secteurs.

Un élément important de cette phase fut l'afflux dans les deux principales formations de défense de la communauté bengali d'un fort contingent de jeunes, avec les mêmes caractéristiques que celles que nous avons indiquées pour les Indiens, les Pakistanais et les Caraïbes: isolement politique mais aussi rupture des

⁽³³⁾ Blood on the Streets. A Report by Bethnal Green and Stepney Trades Council on Racials Attacks in East London, London sept. 1978. Cf. aussi les deux brochures de la *Revolutionnary Communist Tendency* (aujourd'hui *Party*), -Our Flag Stays Red- et -Police out of Brixton-.

liens culturels, politiques et psychologiques étouffants avec le pays d'origine. Quand l'ARC-AEL se replia sur des positions de compromis, ce sont ces jeunes combatifs qui prirent en main le sort de la communauté bengali, en constituant le *Bangladesh Youth Movement* au début de 1977. Mais le BYM souffrait lui aussi du manque d'expérience et de l'émiettement en réalités locales disparates, et il se réduisit bientôt à n'être plus qu'un véhicule permettant de ramener les jeunes rebelles au sein des organisations -adultes- et officielles, plus responsables, comme la *Bangladesh Welfare Association* (34).

Dans les années suivantes, l'accentuation des attaques racistes, des passages à tabac et des assassinats provoqua toute une série d'autres tentatives d'organisation et de riposte, qui finirent par coïncider avec des initiatives analogues prises par d'autres secteurs de l'immigration (Caraïbes et Indiens). En avril 1979, eut lieu la grande manifestation de Southall, un quartier de Londres où le *National Front* entendait tenir un meeting en pleine période électorale. Différents groupes gauchistes protestèrent en se préparant à une manifestation; les différentes organisations d'Asiatiques du quartier décidèrent de patrouiller dès le matin. La police intervint, il y eut de furieux affrontements, durant lesquel le jeune Blair Peach — membre de l'*Anti-Nàzi League* — fut massacré par les policiers; 700 personnes, en grande; partie des Asiatiques, furent arrêtées, 342 inculpées.

En juillet 1977, une action de travailleurs bengalis de l'East End londonien chercha à attirer l'attention sur les agressions racistes: sur leurs lieux de travail, les Bengalis croisèrent les bras et manifestèrent contre les attaques racistes et le silence complice — sinon l'appui — de la police. Les paroles de l'un des grévistes montrent bien le bilan de cette expérience et la perspective vers laquelle la communauté devait se diriger par la suite: •je ne crois pas que la grève ait été un succès. Quels résultats a-t-elle eus? Nous n'avons rien obtenu. Les attaques continuent. Je me rends compte que nous devons nous défendre par nous-mêmes et mettre fin à ce qui se passe. Ce n'est pas la première fois que nous avons fait des manifestations contre les attaques racistes. Nous l'avons fait trois ou quatre fois. Maintenant, ce que nous devons faire si nous voulons rester dans ce pays, c'est nous défendre. Jusqu'à présent, nos compatriotes ont lutté avec des moyens légaux et ils n'ont rien fait d'inattendu. Cela veut dire qu'aujourd'bui nous devons faire quelque chose par nous-mêmes, et que nous devons nous battre (35).

Le problème de l'autodéfense dans les quartiers et sur les lieux de travail contre les attaques racistes est encore ouvert. Il s'ajoute aux mille autres problèmes de la reprise de la lutte de classe, qui concernent tout le prolétariat, quelle que soit sa couleur de peau, sa langue, sa religion, ou son origine géographique. Notre étude montre le rôle que les travailleurs de couleur, passant de luttes nationales et raciales à de véritables luttes prolétariennes, jouent en Grande-Bretagne dans ce mouvement de reprise.

⁽³⁴⁾ Cf. -Charting the Asian Self-defense Movement- in Race Today, sept.-oct. 1978.

^{(35) -}Bengali Workers on Strike- in Race Today, sept.-oct. 1978.

Le processus de formation des sections nationales de l'I.C. (2^e partie: le PCF)

(Dans notre numéro précédent nous avons commencé la publication d'un chapitre du troisième volume de la Storia della Sinistra Comunista, actuellement en préparation. La partie publiée étudiait la formation du VKPD. Voici la partie consacrée à la constitution du PCF.)

Dans le chapitre sur le Deuxième Congrès de l'Internationale Communiste (1) nous avons rappelé les questions pressantes que, selon Trotsky (juillet 1920), l'I.C. aurait dû soumettre à un parti comme la SFIO qui demandait à ouvrir des négociations pour la constitution d'une nouvelle Internationale unitaire ; ces questions revenaient à reconnaître qu'il était affecté des formes les plus graves. chroniques de surcroît, d'opportunisme et de social-chauvinisme. Il était d'ailleurs difficile d'imaginer que ces infirmités aient totalement épargné l'aile (majoritaire) qui, après le II e Congrès mondial, s'était prononcée en faveur de l'I.C., mais qui ne s'était plus ou moins persuadée qu'à ce moment-là de l'impossibilité de continuer à coexister avec les Longuet ou les Renaudel (2). Et pour rendre l'avenir moins incertain il ne suffisait pas qu'il existe un noyau d'avant-garde combatif, classiste et internationaliste comme celui qui aurait dû être, mais ne fut pas le pivot de la scission de Tours; de fait, un an auparavant sa nature composite avait déjà fait naître chez les camarades de Il Soviet l'impression que même si en France les masses, souffrant de la situation économique, tendent à un état d'esprit révolutionnaire, il y a très peu de probabilités que puisse naître bientôt en France un fort parti sur la base de la III^e Internationale (3).

Cette double constatation était d'autant plus amère que, sur le plan diplomatique et militaire comme sur le plan idéologique, ·la France impérialiste représente, comme le remarque le même Trotsky, le pilier de la contre-révolution mondiale : les traditions de la Grande Révolution, des bribes d'idéologie démocratique, et la phraséologie républicaine — tout ceci lié à l'ivresse de la victoire est utilisé pour défendre et renforcer les positions du capital contre les vagues impétueuses de la

⁽¹⁾ Voir Storia della Sínistra comunista, volume II, chapitre IX, -Le II^e Congrès de l'I.C. : un sommet et une croisée des chemins-, reproduit dans *Programme Communiste* n° 59, pp. 27-32.

⁽²⁾ Ibidem, pp.28-29

^{(3) -}En conversant avec la Camarade Louise Saumonneau- in *Storia, op. cit.*, chapitre VIII, -La gauche marxiste d'Italie et le mouvement communiste international-, reproduit dans *Programme Communiste* n° 58 p. 147.

révolution sociale (4). Paris était le pivot de la stratégie contre-révolutionnaire mondiale, comme Berlin l'était de la stratégie révolutionnaire mondiale. Et ce qui, face à cela, aggravait les effets dévastateurs de l'opportunisme pour ainsi dire à l'état pur, c'était le fait que · la Grande Révolution du XVIIIe siècle, bourgeoise dans ses objectifs les plus lointains comme dans ses résultats et, en même temps, profondément nationale — en ce sens qu'elle rassembla autour d'elle la majorité de la nation et. avant tout et surtout, ses classes créatrices — avait instauré un lien de souvenirs et de traditions communes entre un secteur considérable de la classe ouvrière française et les éléments de gauche de la démocratie bourgeoise : un lien idéologique conservateur dont le dernier et le plus grand représentant a été Jaurès (5) Comme le dira Loriot en 1921 à Moscou, -auoiaue nous puissions faire, nous ne pouvons pas empêcher, en France, que la pratique de cinquante années de démocratie bourgeoise ait créé dans les masses au milieu desquelles nous sommes appelés à travailler, une mentalité tout à fait particulière. Dans nos masses populaires, on reste encore convaincu que nous avons un patrimoine de liberté à défendre. Toute notre formation d'esprit est basée sur des traditions révolutionnaires (dans le sens de 1789) savamment exploitées par notre démocratie bourgeoise (6). C'était cela qui donnait une tonalité particulière — plébéienne et enflammée, et, par temps de bourrasque, jacobine — à l'aile la plus combative, ou mieux, la plus bruvante, du socialisme français, semblant ainsi racheter le socialisme français dans son ensemble de ce qu'on pourrait appeler son caractère constitutionnellement girondin. Mais cela rendait non seulement extrêmement difficile l'acclimatation en France d'un marxisme authentique, mais tendait à la classe ouvrière de nouveaux pièges plus dangereux : l'-étalage dramatique, pour reprendre encore les paroles de Trotsky, de tendances -antidynastiques, anticléricales, républicaines, radicales et autres- sur lesquelles battre le tambour et appeler le peuple aux armes, contribuait à orienter vers l'immédiatisme anarchosyndicaliste les saines réactions prolétariennes au cours réformiste et parlementariste de la SFIO.

La pierre d'achoppement était précisément cet amalgame. Dans la vie de tous les jours, le parti socialiste vivait sur l'héritage matériel et concret de la Grande Révolution, en se complaisant dans un parlementarisme et un démocratisme qui n'avaient pas leurs pareils dans toute l'Europe : à la fin du siècle demier, le révisionisme français était devenu d'emblée ministérialiste, donnant libre cours à un -crétinisme parlementaire- pourvu du label officiel. Dans les moments exceptionnels, l'héritage idéologique du jacobinisme servait indifféremment à justifier, comme en août 1914, le passage avec armes et bagages à l'union sacrée sous prétexte que la patrie était en danger et que la liberté commune était menacée, ou à patronner, comme au cours de l'été et de l'automne 1920, la course en direction

⁽⁴⁾ L Trotsky, -Lettre à ses camarades français (Aux camarades Loriot, Rosmer, Monatte et Péricat)septembre 1919, dans The first five years of the communist International, p. 89. Dans l'Appel du
Presidium du II° Congrès à tous les membres du Parti socialiste français, à tous les prolétaires de France
qui ont une conscience de classe, daté du 26 juillet 1920, on peut également lire : -Pour toute une série
de raisons, la bourgeoise française joue actuellement le rôle le plus réactionnaire dans le monde entier.
La France bourgeoise est devenue un soutien de la réaction mondiale. Le capital impérialiste français a
revêtu aux yeux du monde entier le rôle de gendarme international [...]. La révolution mondiale n'a
pas de pire ennemi que le gouvernement des impérialistes français (cf A. Agosti, La terza Internazionale, Storia documentata, Milan, 1974, 1/1, pp. 235-236).

^{(5) -}En route : réflexion sur le cours de la révolution- dans The First five years, op. cit., p. 78.

⁽⁶⁾ Cité dans A. Kriegel, Aux origines du communisme français, Paris, 1969, pp. 286-287.

de la III ^e Internationale sous prétexte que *-les bolchéviks sont les héritiers de* notre *tradition révolutionnaire*- (7), préparant ainsi, à court et à moyen terme, le lit à des mariages incertains et contre-nature.

La droite classique de la SFIO, le centre qui s'en était éloigné durant la guerre, et l'aile de ce dernier qui s'était convertie au communisme après le II Congrès mondial, se vantaient tout aussi légitimement les uns que les autres de descendre du socialisme jauressien (8). Par contre ils ne pouvaient se réclamer d'un marxisme, même falsifié comme celui de la social-démocratie allemande de droite et du centre, auxquels ils étaient étrangers et imperméables. Ceci explique l'extrême souplesse avec laquelle le parti socialiste pris en bloc, et ses différents courants chacun à sa manière, parvenaient à accomoder d'une phraséologie révolutionnaire (la révolution, la dictature, la terreur n'appartenaient-elles pas à l'héritage de 1789 et 1793?) une pratique parlementaire légaliste et démocratique. Et c'est ainsi qu'en 1918-1920 en particulier, ils n'hésitèrent pas à se saisir des drapeaux les plus en vogue sur le marché de l'opinion publique sans devoir se creuser la cervelle pour trouver la justification théorique et programmatique de leurs zig-zags. Cet éclectisme reflétait fidèlement la structure sociale et le degré de développement capitaliste de la France, ainsi que les vicissitudes de ses prises de position internationales, et rendait extrêmement fluctuantes les lignes de démarcation entre les différents courants de la SFIO. D'autre part il donnait à la variante française du centrisme international la ténacité et la capacité de résistance propres à un phénomène profondément enraciné dans des particularités nationales invétérées : l'Exécutif de l'IC en fera l'expérience, lorsqu'il tentera à plusieurs reprises, ne disons pas de discipliner de quelque façon les transfuges du centrisme français, mais d'instaurer avec eux ne serait-ce qu'un langage commun. Enfin, le fait que les divergences entre droite et centre portaient surtout sur des nuances, explique la rapidité avec laquelle la droite et le centre se réconcilièrent aussitôt après Tours pour faire front ensemble contre les transfuges.

La SFIO et la CGT (et donc également le syndicalisme-révolutionnaire qui la contrôlait) avaient adhéré presque sans exceptions à la guerre en août 1914 et avaient ensuite envoyé leurs représentants dans le gouvernement d'Union sacrée. Ce n'est pas dans les conseils et congrès nationaux de 1916, mais plutôt au conseil national de la SFIO de mai 1917 que le groupe dit des -minoritaires-, réuni autour de Longuet, prend de l'importance, sous la pression de la vague de grèves qui

⁽⁷⁾ Phrase de Frossard dans un meeting du 12 août 1920 (cf *L'Humanité* du 14) commentant ce que lui auraient dit Lénine et Trotsky.

⁽⁸⁾ Dans Le Congrès de Tours, Paris, 1964, p. XVI, Annie Kriegel écrit : -Le socialisme français, n'est-ce pas en première ligne le socialisme de Jaurès ? Un socialisme soucieux évidemment de s'accorder aux thèses de la IF Internationale [...]. Mais soucieux tout autant de s'accorder aux particularités des conditions nationales : le rythme relativement lent du développement industriel, des structures sociales complexes que caractérise le volume exceptionnel des classes moyennes, rurales et urbaines : les contraintes d'une dimension nationale rigide — dès l'origine, le mouvement ouvrier français s'appelle patriote, jacobin [...] : enfin l'existence, très tôt, d'un cadre politique parlementaire, d'où la précocité d'un problème tel que celui de la -participation-socialiste a un gouvernement bourgeois. Pour A. Kriegel, la chose n'a rien de scandaleux : elle ne fait que constater un fait auquel il faut se soumettre. Si nous citons fréquemment ses écrits, cela ne signifie donc pas que nous partageons son orientation : ils nous servent pour la partie documentaire et pour quelques jugements corrects sur certains aspects des problèmes. Pour une critique surtout du volume cité, voir -A propos d'une brochure sur la "naissance du parti communiste français", ou quand la vérité se met au service de la confusion-, dans Programme Communisten

s'était déjà déchaînée l'année précédente, et des premiers épisodes de mutinerie au front. Nous laissons pour l'instant de côté le groupe, peu nombreux mais combatif. de socialistes et de syndicalistes-révolutionnaires réunis autour du Comité pour la reprise des relations internationales, ainsi que d'autres organismes analogues au sein de la CGT. Le groupe Longuet n'était pas opposé par principe au vote des crédits de guerre et à la politique de soutien au gouvernement d'Union sacrée, mais il était convaincu, d'une part, que l'expérience ministérielle (avait) désormais assez duré et que pour ne pas perdre l'appui des masses il était temps de redevenir soi-même (9); d'autre part, que les socialistes avaient le devoir non tant de soutenir l'effort de guerre jusqu'à la victoire, que de préparer une paix -sans vainaueurs ni vaincus. En retard sur leurs homologues allemands, les Indépendants, les eminoritairese de la SFIO restent, eux, dans le parti, se radicalisant au fur et à mesure que la situation l'impose, jusqu'à devenir une majorité au conseil national du 28 juillet 1918 et surtout au conseil extraordinaire des 20-22 avril 1919. Celui-ci approuve un programme électoral rédigé (et ce n'est pas un hasard) par Léon Blum qui, dans les deux années 1919-1920, joue un rôle de pont entre la droite et le centre.

Le programme n'exclut pas la solution révolutionnaire, mais il prend soin de distinguer entre -révolution- et -violence-; en ce qui concerne la dictature du prolétariat, il précise qu'elle doit être -aussi brève que la situation le permet-; il affirme que la condition la plus favorable au succès de la révolution est-l'existence préalable dans tout le pays d'institutions et de traditions démocratiques (10); enfin, logiquement, il complète l'hommage ainsi rendu (bien qu'avec certaines... réserves) à des mots d'ordre qui avaient une grande résonnance parmi les masses dans le tourbillon des premiers mois de paix, en énumérant une série de propositions de réformes sociales, économiques et politiques très avancées, à agiter durant la campagne électorale et au Parlement, dans la bonne vieille tradition du socialisme jauressien- et annonçant génialement le Front Populaire de 1936.

C'est seulement en décembre de la même année que, à la suite de l'insuccès relatif du parti aux élections générales et des initiatives prises par les Indépendants allemands après Leipzig, Longuet se fit le promoteur, au sein de la majorité centriste, d'un Comité pour la reconstruction de l'Internationale. Celui-ci se proposait de travailler en accord avec tous les courants analogues des partis socialistes européens dans la perspective de créer un parti qui •ne sera ni la Seconde Internationale, ni la Troisième, ni la Quatrième, mais naîtra de la fusion de tous les éléments révolutionnaires, et qui sera simplement l'Internationale (11), sans exclure pour autant, à la limite, d'entrer dans le Komintern pourvu que ce soit à ses conditions. Etant donné cependant les précédents auxquels nous avons sommairement fait allusion, et la réticence traditionnelle du parti à poser et à discuter des questions de principe, on ne s'étonnera pas de ce que au Congrès suivant (Strasbourg, 25-29 février 1920), la droite — tout en s'opposant, contre l'avis des Reconstructeurs, à l'abandon de la II e Internationale — n'ait pas hésité à souscrire à la motion présentée par la majorité centriste. Elle se contentait d'y ajouter un amendement amnistiant les coalitions ministérielles du temps de guerre (en somme, il fallait corriger les erreurs passées de l'Union sacrée : pour le

⁽⁹⁾ Article du 8.9.1917, cité dans R. Wohl, *French communism in the Making*, Stanford, 1966, p. 96.

⁽¹⁰⁾ Ibidem, p. 150.

⁽¹¹⁾ Ibidem,p. 478.

présent, aucun désaccord!) et vota le texte Longuet avec la réserve susdite, œuvre de Blum. La motion centriste victorieuse repoussait la thèse de l'extrême-gauche en faveur de l'adhésion immédiate et sans réserves à l'I.C. tout en multipliant les déclarations d'un extrémisme démagogique; elle proposait -d'entrer sans délai en négociations avec les organismes qualifiés de la III^e Internationale, tout en préparant cependant, -d'accord avec les socialistes indépendants d'Allemagne, les partis suisse et italien, une conférence en vue de grouper finalement, avec les partis constituant la III^e Internationale, tous les partis résolus à maintenir leur action sur la base des principes traditionnels du socialisme- (12) — et il facile d'imaginer en quoi pouvaient consister ces -principes-.

C'est de cette décision majoritaire qu'était sortie la •mission- Cachin-Frossard au II e Congrès de Moscou dont nous avons longuement parlé dans le volume précédent. Avant de poursuivre, il est cependant nécessaire d'examiner les positions prises par la droite et le centre à la veille du Congrès décisif tenu à Tours en décembre, sur la base de deux textes fondamentaux : la motion Blum-Bracke présentée au nom du •Comité de résistance socialiste à l'adhésion à la III e Internationale • et intitulée •Pour l'unité internationale •, motion sur laquelle finiront par s'aligner la droite de Renaudel et même l'extrême-droite d'A. Thomas, et la motion Longuet-Faure d'•adhésion avec réserves à la III e Internationale •, rédigée au nom des •reconstructeurs • et incarnant les positions du centre majoritaire de la SFIO. Elles furent publiées respectivement dans L'Humanité des 11 et 6 novembre, anticipant, en polémique directe avec les 21 Points de Moscou, sur les thèmes des discours surtout de Blum et Longuet au Congrès de Tours.

Comme on peut le voir déjà dans les titres, la droite et le centre se distinguent ici du fait que la première exclut l'adhésion à l'Internationale Communiste, alors que le second la réclame. Mais les réserves contenues dans la motion Longuet-Faure sont telles qu'elles rendent l'adhésion impossible, et éliminent par conséquent le mince diaphragme séparant les deux courants. D'ailleurs, la droite se déclare décidée à agir en vue de l'unité internationale des partis socialistes -autonomes-, c'est-à-dire libres d'-ingérences extérieures-, et les centristes annoncent que, tout en restant dans le cadre du Komintern, ils continueront -à maintenir [le] contact avec toutes les organisations socialistes ayant quitté la II^e Internationale, afin de réaliser, au plus vite, l'unité mondiale du socialisme au sein de la III^e Internationale. Sur les questions de fond, en tout cas, les deux ailes se distinguent par de simples nuances. Elles sont, en réalité, les deux faces d'une même médaille.

Structure du parti. La motion Blum-Bracke reconnaît la nécessité de la centralisation, mais, ajoute-t-elle, non poussée -jusqu'au point où l'autonomie des groupes locaux et [pouvait-on imaginer autre chose?] l'initiative du groupe parlementaire se trouveraient totalement anéanties et où on priverait les minorités -du droit d'agir, en supprimant la représentation proportionnelle; du droit de penser, en supprimant la liberté de discussion; ou même du droit de vivre à l'intérieur du Parti, en organisant les exclusions en masse et les épurations périodiques. Elle repousse en outre sans appel la constitution -à côté et au-dessus des organismes publics du Parti, des organismes clandestins, et, par conséquent, irresponsables, qui les contrôlent. La motion Longuet-Faure, après avoir déclaré que les 21 Points, étant -un système de conditions impérieuses et identiques pour tous les pays-ne

⁽¹²⁾ Le texte de la motion politique des Reconstructeurs se trouve dans le *Compte rendu sténographique* du Congrès de Strasbourg, Paris 1920, pp. 536-538. Les propositions d'amendement Blum se trouvent pp. 539-542.

facilitent pas l'adhésion au Komintern, qu'ils sont -contraires à l'intérêt autant qu'à la tradition du mouvement socialiste français et d'une application impossible ou néfaste, entre beaucoup plus dans le détail. Avant tout, s'il lui apparaît -légitime que l'Internationale impose à toutes ses sections des directives générales d'action en vue d'aboutir à un maximum de rendement révolutionnaire et à la constitution, si possible, d'un front unique de combat contre le capitalisme mondial, elle affirme toutefois que le Parti -ne saurait tolérer qu'on exige de lui une constitution et un règlement qui ne sauraient être les mêmes dans tous les pays et qu'il doit. en toute liberté, et dans la pleinitude de sa souveraineté, être seul à déterminer. Comme on voit, nous sommes aux origines du polycentrisme : les partis -communistes- sont des entités libres et souveraines! En second lieu, la motion repousse: l'organisation clandestine, parce qu'elle serait un doublon du parti ; l'expulsion de qui que ce soit pour son passé; le changement de nom du parti; les 20e et 21e conditions, qui sont jugées -inacceptables parce que portant atteinte, d'une part, à son autonomie, et de nature d'autre part à provoquer la division complète: évidemment, on est pour l'unité à tout prix! Enfin, on revendique la «nécessaire autonomie des fédérations vis-à-vis des organes centraux et, fidèles à la mémoire et à l'enseignement de Jaurès, on demande que les fractions conservent tous leurs droits et soient représentées proportionnellement dans la direction. La droite, du moins veut l'autonomie pour conserver au parti son caractère de *-parti* populaire ; les centristes, au contraire, la revendiquent tout en disant vouloir un parti à la hauteur de sa nature d'-organisme de combat vigoureux et discipliné, qui ne doit pas hésiter à employer contre la bourgeoisie et les gouvernements capitalistes tous les moyens que commanderont les situations et les circonstances!

Objectif du parti. Les Blum-Bracke affirment la nécessité de la -prise du pouvoir-(habituelle formule social-démocrate, bonne pour tous les usages) et n'hésitent pas à ajouter : avec tous les moyens, légaux ou violents. Cette nécessité, ont-ils le toupet de déclarer, doit être proclamée ouvertement contre toute tentative de déviation théorique ou de collaboration pratique avec la bourgeoisie. Mais ils n'oublient pas, avant tout, que dans les conditions générales de la France, «le pouvoir ne saurait être conquis et conservé par des mouvements de masse du prolétariat inorganique [quelque chose comme le Lumpenproletariat et, en général, les ouvriers incultes des Indépendants allemands et de ... Lévi] mais seulement par l'action consciente des travailleurs organisés; donc, oui à la révolution, mais avec la bénédiction des vestales de la -culture- et des bonzes de la CGT. En second lieu ils affirment que la révolution ne peut vaincre -que dans la mesure où l'état d'évolution de la société capitaliste et l'ensemble des circonstances économiques permettent la transformation du régime de la propriété; c'est l'habituel argument des réformistes, qui anéantit la révolution après l'avoir proclamée nécessaire : on trouvera toujours des experts prêts à déclarer que ces conditions et ces circonstances n'existent pas. Enfin ils rappellent qu'une règle invariable depuis près d'un demi-siècle veut qu'on reconnaisse une valeur révolutionnaire à toutes les formes d'activité immédiate du prolétariat préparant, dans les cadres de la société actuelle, la formation de la société future ; pourquoi , s'évenuer à rechercher des voies nouvelles, le réformisme lui-même — les collègues italiens des Blum-Bracke le diront aussi — est révolutionnaire! A leur tour les Longuet-Faure s'en tirent avec la proclamation rhétorique selon laquelle en debors de la prise du pouvoir par la classe ouvrière et paysanne [prise du pouvoir, comment? Paysans, lesquels? Mystère!] il ne saurait y avoir pour le monde du travail que duperie et continuation d'une servitude qui doit, coûte que coûte, finir.

Dictature et terreur. La droite admet que le prolétariat et son parti ont le devoir. après avoir conquis le pouvoir, de gouverner dictatorialement sans chercher une consécration ou un appui dans les formes politiques abolies ; mais ils doivent le faire sous les réserves formelles suivantes : a) que la dictature soit exercée par un Parti dont l'organisation repose effectivement [...] sur la souveraineté populaire [!!] et que par conséquent, la réalité du pouvoir appartienne impersonnellement au Prolétariat lui-même, au lieu de se concentrer dans les mains d'un comité public ou occulte : oui, donc, à la dictature, mais une dictature métaphysique!b) qu'une prise du pouvoir impatiente et prématurée ne laisse pas un intervalle de temps démesuré entre la saisie du pouvoir politique et la transformation socialiste : c'est la vieille théorie de la dictature à durée déterminée, la plus courte possible par décret! c) «que le recours à la violence et, à plus forte raison, l'application de la terreur, toujours combattue par la doctrine socialiste [!!] n'apparaissent que comme l'extrême moyen de salut de la Révolution menacée. au lieu d'être affirmés systématiquement comme l'instrument normal et inévitable du pouvoir prolétarien . Le centre de Longuet explique mieux encore l'idée de révolution... organique ; en effet, dit-il, au lendemain de la prise du pouvoir, et pendant toute la durée de la période transitoire qui ira de cette prise du pouvoir à la réalisation même du socialisme, la dictature impersonnelle [encore!] du prolétariat devra s'exercer en toute souveraineté. Cette dictature devra être exercée par le prolétariat organisé, c'est-à-dire par les mandataires qualifiés des syndicats et des coopératives, en collaboration étroite [mais seulement en collaboration] avec le Parti Socialiste [...] et aussi, éventuellement, par les Conseils d'ouvriers et de paysans; on liquide ainsi la fonction du parti et on la délègue aux organisations économiques immédiates.

Parti et syndicats. Blum et Cie admettent que l'action des deux organismes doit être «coordonnée», mais ils précisent que cela doit se produire à l'exclusion de «toute entreprise directe ou déguisée contre l'autonomie du mouvement syndical [comme on le voit, nous sommes dans le royaume des mille autonomies!] et de toute tentative de scission — ce qui serait juste si on ne présentait pas la scission, toujours et par principe, comme «une guerre fraticide entre travailleurs». Longuet et Cie font écho à Blum: ils considèrent «comme indispensable une entente permanente entre la CGT et le Parti. Respectueux de l'autonomie de la CGT [le Parti] affirme qu'aucune des deux organisations ne saurait être subordonnée à l'autre, en quelque mesure que ce soit. En outre «les syndicats sont seuls qualifiés [...] pour dire s'ils entendent rompre avec l'Internationale syndicale d'Amsterdam; le Parti ne saurait s'immiscer dans un débat de cette nature».

Tactique parlementaire. Pour le centre, tant qu'on n'a pas le pouvoir, ·la bataille électorale [est] une des formes de la lutte de classe ou [doit] en être, en tout cas une manifestation ; naturellement les élus du parti doivent ·faire œuvre d'opposition, irréductible aux gouvernements et on exclut toute participation au gouvernement, même dans des circonstances exceptionnelles. Toutefois l'opposition doit être ·constructive (quitte à ne plus être irréductible?). La droite n'a pas besoin de s'étendre sur le sujet : ·elle est pour le parlementarisme, mais cela ne l'empêche pas d'accepter la révolution...

Question nationale et coloniale. Selon la motion Blum, il est sans doute du devoir des socialistes d'agir en faveur des peuples coloniaux opprimés, à condition toutefois de ne pas -confondre le mouvement de révolte des peuples opprimés avec le travail de libération prolétarienne et de repousser toute propagande qui

tendrait à fausser la lutte de classe et à déchaîner une guerre de races également contraire [aux] principes de fraternité et à [la] volonté de paix du parti. Plus jésuite, le centre -s'affirme [cela coûte si peu] l'ami de tous les peuples opprimés et en particuliers des indigènes des colonies françaises. Il se déclare prêt à servir, par tous les moyens, sauf par la guerre, l'action émancipatrice de ces populations à qui il reconnaît comme sacré le droit de disposer librement d'elles-mêmes.

Question agraire. La motion de droite assigne au parti la tâche de «défendre la petite propriété. Celle du centre est plus explicite : «contrairement aux calomnies répandues dans les campagnes, le Parti déclare que le socialisme au pouvoir respectera la petite propriété paysanne créée et mise en valeur par le travail de ceux qui la détiennent. [...] Le socialisme ne saurait y toucher et il n'y touchera pas, mais se contentera de nationaliser «au profit de la nation» [socialisme et... nation!] seulement les grandes propriétés.

Guerre. Le centre préfère survoler cette épineuse question. La droite se déclare pacifiste à outrance ; si cependant la guerre devait éclater, -le devoir international et le devoir national pourraient concorder pour les travailleurs.

La convergence fondamentale entre les deux textes illustre le mécanisme particulier grâce auquel, tandis que l'opportunisme centriste se montrait capable de concilier de façon particulièrement raffinée (13) la phraséologie révolution naire de ses proclamations avec la réalité quotidienne d'une pratique réformiste, la droite social-démocrate, elle, accomplissait l'opération en apparence inverse de concilier la réalité quotidienne d'une pratique ultra-réformiste et social-chauvine — directement ou par l'intermédiaire des Blum ou des Bracke — avec la phraséologie révolutionnaire des meetings dominicaux. Et si la droite du mouvement socialiste français y parvenait sans peine, le centre-gauche de son côté réussissait facilement à raviver et à accentuer le patrimoine commun à tout le parti, d'origine et de nature jauressiennes dans la meilleure des hypothèses, avec des fleuves de rhétorique non tant probolchévique que prosoviétique (14). On comprend ainsi que, né en absorbant la majorité d'un parti comme la SFIO, qui dix mois seulement auparavant, à Strasbourg, avait donné la victoire au longuettisme, le PCF ait hérité ses traditions invétérées : le parlementarisme ; l'éclectisme tactique, caché sous le paravent d'une -souplesse- rendue nécessaire par les -conditions particulières- de la France; l'opportunisme même pas dissimulé dans des questions vitales en France plus qu'ailleurs comme la question agraire, la question nationale et coloniale et celle de l'attitude envers son propre impérialisme, avec son armée, ses

⁽¹³⁾ Lénine -Au camarade Loriot et à tous les amis français qui ont adhéré à la IIIe Internationale-, 28.10.1919 (in Oeuvres, XXX, pp. 80-81). Dans l'article -Zimmerwald et Kienthal-, du 10.6.1916, Zinoviev écrivait du groupe Longuet-Pressemane qu'il était composé des -kautskystes français du plus mauvais genre (cf. Lénine-Zinoviev, Contre le courant, Paris, 1921). Et Trotsky, en été 1919, observait que dans une France devenue le pilier de la contre-révolution mondiale, la droite social-démocrate représentait -une force plus réactionnaire que le cléricalisme-, mais que -Renaudel est impensable sans Longuet-, c'est-à-dire sans son art de cacher son propre rôle de soutien de l'inviolabilité de l'ordre bourgeois -derrière le rituel et la liturgie du culte du socialisme et même de l'internationalisme (-Lettre à nos camarades français-, septembre 1919, dans The first five years, I, pp. 89-90; voir également l'article Jean Longuet, du 18.12.1919, ibidem, pp. 104-111 et dans la question parlementaire dans l'Internationale Communiste, Editions Programme Communiste, 1967, pp. 13-17). Sur la nécessité, toujours réaffirmé par Lénine, d'une lutte implacable contre le centrisme, surtout en France, voir aussi le Salut aux communistes italiens, français et allemands- du 10.10.1919, et les -Notes d'un publiciste- du 14.2.1920 (in Oeurres, XXX, pp. 46-57 et 364-374), ainsi que la -Lettre aux ouvriers allemands et français au sujet des débats concernant le II° Congrès de l'I.C. - du 24.9.1920 (Oeutres, XXXI, pp. 289 291) et Boniments sur la liberté du 11.12.1920 (Ibid, pp. 406 410).

alliance de paix et de guerre, sa diplomatie cyniquement prévaricatrice, ses exigences exorbitantes vis à vis non seulement des vaincus mais même des vainqueurs de deuxième et troisième catégorie du conflit impérialiste et des avortons d'Etats nationaux nés de la monstrueuse paix de Versailles ; etc.

C'est contre ces éceuils dérivant de tout un passé, proche et lointain, que devaient se briser dans les mois et les années suivantes les efforts de la direction bolchévique du Komintern pour transformer un parti qui -contenait encore des éléments centristes et semi-centristes et dont les militants, la presse, le groupe parlementaire perpétuaient les anciennes traditions (15), en un organisme qui fût à la hauteur des bases théoriques et programmatiques et des conditions d'admission de l'Internationale Communiste. Cachin et Frossard eux-mêmes (16). dans les mois suivant leur retour de Moscou, avaient proclamé à qui mieux mieux. l'un, que les Conditions d'admission se réduisaient en réalité à une seule : -rompre résolument avec la collaboration de classes, agir en socialistes, pour préparer la révolution imminente : le reste est une question de forme, c'est-à-dire une question secondaire : l'autre, qu'il considérerait comme -une indignité et un désbonneurl'expulsion d'hommes comme Longuet. L'un et l'autre avaient fait appel aux -conditions particulières de la France pour invoquer une atténuation des 21 Points et conserver le plus possible l'-unité- du parti. Mais précisément, ce -particularisme- était, tout comme la crainte de la scission, le -point commun- aux reconstructeurs et à la droite dans tous les pays, comme l'écrivait justement Le Phare (17) commentant les délibérations du II e Congrès mondial. Notre courant avait montré à Moscou et continuera à montrer en Italie que cela revenait à exiger l'indépendance du parti national vis-à-vis de l'Exécutif international, à-vouloir avoir dans l'Internationale Communiste la même liberté de trabir qu'ils avaient dans la IIe Internationale. Ayant survécu par une espèce de résistance passive aux efforts incessants pour les déraciner ou, du moins, les neutraliser, les traditions héritées du vieux parti célèbreront leur seconde jeunesse dans les années trente. On verra

⁽¹⁴⁾ On a vu dans le deuxième volume de cette Histoire que les déclarations par lesquelles à Moscou Cachin et Frossard s'étaient engagés à défendre, de retour en France, les bases programmatiques du IIe Congrès, étaient fondamentalement équivoques et que le sérieux de leur -conversion- au communisme révolutionnaire était durement contesté par les délégués, et pas seulement par les délégués français. Il faut ajouter que les meetings et les articles des deux pélérins à leur retour en France n'allèrent jamais au delà des proclamations d'enthousiasme envers l'œuvre accomplie par les bolchéviks en Russie affaiblies par l'affirmation qu'il ne s'agissait pas d'un modèle au sens strict pour l'Occident, selon les termes du discours de Frossard le 12 août (L'Humanité du 14.8.1920) : -Camarades ouvriers, il n'est pas question de vous demander de faire la révolution demain, ni, si vous la faites, de copier servilement les soviets russes. Il s'agit aujourd'hui d'affirmer, autrement que par des mots, notre solidarité à l'égard du prolétariat de Russie. En réalité, dans les discours, dans les articles et en général dans les écrit des deux dissidents de la Reconstruction, rien ne permet, durant ces quelques mois, de les distinguer substanciellement des longuettistes (et donc également des droitiers à la Blum) - ni sur le fond, quant à leur manière respective d'entendre la révolution et le socialisme, ni dans la forme, quant à leur style de pensée et d'action- (Kriegel, op. cit. p. 347).

⁽¹⁵⁾ Zinoviev au IIIe Congrès (Protokoll. op. cit., p. 195).

⁽¹⁶⁾ Respectivement dans *L'Humanité* du 9.9. et du 15.11. L'un et l'autre avaient en outre insisté pour considérer comme -authentiques- seulement 9 ou 10 des 21 conditions.

⁽¹⁷⁾ Cité dans J. Humbert-Droz, L'Internazionale Comunista fra Lenin e Stalin, Milan. 1974. p. 47. L'auteur avait voté nos thèses sur le parlementarisme au II^e Congrès de l'I.C., et s'était également prononcé en faveur de l'ajout de Bordiga aux Conditions d'admission. Puis... il changea d'avis et passa au stalinisme et enfin à la social-démocratie.

alors que tandis qu'en 1920-1930, la dégénérescence progressive du Komintern avait reçu sinon une impulsion directe, du mois une inspiration surtout des tournants tactiques du VKPD, la palme de la victoire finale de l'opportunisme sur l'Internationale de Lénine, l'Oscar de sa métamorphose dans le sens du front populaire et du social-chauvinisme à la énième puissance, revenait de droit au parti français. Et cette victoire, la transformation du Komintern en une espèce de SFIO mondiale, était en même temps une revanche longtemps et patiemment attendue après les nombreuses humiliations périodiques subies de la part de l'EKKI (18).

Mais, pour favoriser l'accouchement du PCF à la fin de 1920, n'y avait-il pas d'autres forces qui, ne s'étant pas compromises avec la politique de guerre du parti socialiste, et l'ayant même combattue sans fléchir, pouvaient à bon droit incarner et défendre, contre les misères du passé, les certitudes lumineuses du futur ? Des forces susceptibles d'être le pilier du nouveau parti, de soutenir la direction de l'Internationale dans son effort pour appliquer avec la plus grande rigueur les 21 conditions et en général les Thèses du II e Congrès, au lieu de seconder sa tendance (qui se dessinait dès ce moment) à les rendre plus souples et plus accomodantes pour les mêmes raisons qui avaient inspiré ses interventions en Allemagne vis-à-vis des Indépendants ? On ne peut répondre à cette question sans s'interroger sur les origines et sur la formation politique des hommes auxquels on doit la constitution, le 8 mai 1919, du -Comité pour l'adhésion à la III e Internationale- (dit plus briévement, -Comité de la III e Internationale-) — les Loriot, les Monatte, les Cartier, les Rosmer, les Monmousseau, les Souvarine, les Péricat, les Louise Saumonneau, etc. — et ceux qui se rassemblaient autour de lui.

Indiscutablement, ces militants avaient derrière eux un passé glorieux de lutte pour la défense des traditions classistes et internationalistes du mouvement ouvrier contre le social-chauvinisme et la politique d'union sacrée du parti et des syndicats officiels. Une lutte qui remontait plus loin encore que la création, en août 1915, du «Comité pour la reprise des relations internationales», fondé en étroite liaison avec Trotsky et le groupe d'exilés russes réunis sous le drapeau du Nashe Slovo et dans le sillage de la majorité de Zimmerwald et Kienthal, même si ce n'était pas sur le front d'extrême-gauche incarné par Lénine. Ils avaient été les seuls à affronter les rigueurs du régime de guerre, les seuls à saluer avec un enthousiasme sans réserves la révolution d'Octobre et, dès la constitution du nouveau Comité, à adhérer de tout cœur à l'Internationale Communiste. Dans la Vie Ouvrière de Monatte et Rosmer, puis dans le Bulletin communiste (dont le premier numéro est du 1^{er} mars 1920), ils avaient été les interprètes en France de l'élan du prolétariat vers Moscou, les porte-parole de la direction bolchévique de l'Internationale auprès de la classe ouvrière française, l'âme de la bataille polémique contre l'opportunisme social-démocrate de droite ou du centre. Les voix recueillies par la motion Loriot à Strasbourg — 1621 contre les 2299 de la motion Longuet et les 737 de la motion Blum — témoignent de l'influence ou, du moins, de la sympathie dont bénéficiait le Comité dans les fédérations les plus importantes et à base le plus franchement prolétarienne, avant tout celle de la Seine — nous disons -sympathie-, pour souligner la nature essentiellement instinctive et émotive de

⁽¹⁸⁾ En 1927, le «crétinisme parlementaire» et le -respect de la légalité- qui caractérisaient le PCF avaient encore le pouvoir de scandaliser un...Togliatti (cf. son rapport à Humbert-Droz, du 29.6.1927, dans Humbert-Droz, *Il contrasto fra l'Internazionale et il PCI, 1922-1928*, Milan, 1969, p. 249). Dix ans plus tard, les Togliatti-Ercoli ne feront jamais assez pour se racheter du crime historique de ne pas avoir exercé *à la énième puissance* ces deux vertus souveraines de tout bon démocrate.

l'élan qui portait les prolétaires vers ce qui apparaissait comme le drapeau de la lutte intransigeante de classe et la préparation à la conquête révolutionnaire du pouvoir. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si, en mai 1920, devant la gigantesque grève des cheminots qui avait éclaté sur la lancée de la puissante vague d'agitations syndicales et politiques de mai juin 1919 et du décret de 1920, la répression policière et judiciaire de l'Etat bourgeois s'était abattue essentiellement sur ses meilleurs représentants. C'était un clair hommage non seulement à leur rôle de porte-parole en France de l'ennemi nº1 de l'époque, le bolchévisme, mais aussi au réseau serré de contacts qu'ils avaient établis avec la classe ouvrière en cinq années de dures batailles. Ce n'est pas un hasard si, en août, était finalement sorti de leur prison un appel à la scission libératrice, qui mettrait les contre-révolutionnaires du Parti à la place qui leur revient : dans le camp de la bourgeoisie (19). Comment se fait-il donc qu'un novau de militants au passé si lumineux, et avant des liens si étendus et ramifiés avec une classe ouvrière qui était en mouvement depuis des années, n'ait pas été capable, ni sur le plan de la consistance objective et de la force organisée, ni surtout sur celui de la rigueur théorique et de la fermeté politique, de constituer le levier principal de la formation du PCF et d'entraîner à sa suite les meilleurs éléments du vieux parti et du prolétariat français en général, au lieu de se laisser entraîner sinon par les pires, du moins par une majorité incertaine et réticente? Comment se fait-il qu'il n'ait pas pesé de façon déterminante sur la scission de Tours, au lieu de laisser le groupe équivoque de -centre-gauche- des Cachin Frossard en établir les limites?

En décembre 1916, écrivant sa Lettre ouverte à Boris Souvarine pour critiquer les incertitudes et les ambiguités du centre de Zimmerwald. Lénine exhortait les camarades du «Comité pour la reprise des relations internationales» à ne pas se laisser paralyser par l'épouvantail avec lequel les chefs socialistes cherchent à épouvanter les autres, et dont ils ont si peur eux-mêmes — l'épouvantail de la scission — et à reconnaître que, bon gré mal gré, internationalement, la scission était déjà un fait accompli. Quant à l'objection selon laquelle il ne servirait à rien de créer aujourd'hui une Internatioanle nouvelle [...] dont l'action serait frappée de stérilité en raison de sa faiblesse numérique, il répondait en posant sans ambages la question de fond : La faiblesse numérique ? Mais depuis quand les révolutionnaires font ils dépendre leur politique du fait qu'ils sont en minorité ou en majorité?. N'est-il pas vrai qu'on peut, aujourd'hui constituer • au maximum 1/10,000 ou même seulement 1/100,000 de [la] classe, et demain entraîner à sa suite «les masses, des millions et des dizaines de millions d'individus parce que (même les révolutions bourgoises le montrent) on représente -véritablement les intérêts de ces masses parce qu'on a foi en la Révolution future, parce qu'on est prêts] à la servir avec courage (20)?

⁽¹⁹⁾ Article signé (de façon très transparente) Varine, dans le nº du 20 août de l'Humanité et cité dans G. Walter, Histoire du Parti Communiste français, Paris, 1948, p. 33.

⁽²⁰⁾ Lénine, -Lettre ouverte à Boris Souvarine-, Oeuvres, XXIII, pp. 215 à 225. Souvarine était alors beaucoup plus proche des -minoritaires- ou longuettistes que de la majorité des zimmer-waldiens. Toutefois Lénine dirige ses coups également contre ces derniers; en effet ceux-ci hésitaient à revendiquer une nouvelle Internationale qu'ils considéraient comme prématurée et refusaient de pousser l'opposition classiste et intransigeante à la guerre jusqu'au -défaitisme révolutionnaire-, soit parce que la formule se serait prêtée à des spéculations de la propagande belliciste (comme le soutient encore A. Rosmer dans le premier volume du Mouvement ouvrier pendant la guerre, Paris, 1936, pp. 478-479), soit parce que, comme l'expliqua Loriot, au Congrès de Strasbourg (op. cit. p. 432), tout en n'étant pas -contre la défaite-, -la révolution prolétarienne qui en serait issue presque fatalement nous semblait être achetée trop cher, par le sang de vingt millions de travailleurs-!

Tel avait été le secret d'Octobre : la capacité d'un petit groupe de révolutionnaires à rester seuls contre tous, à défendre les intérêts réels des masses dans les moments décisifs, pour pouvoir les avoir avec eux, plusieurs années plus tard peu importe, le jour du règlement de compte final. Les Spartakistes s'étaient rendu compte trop tard de la nécessité de traduire la lutte implacable contre le socialchauvinisme par une coupure organisative irrévocable avec le SPD puis l'USPD : trop tard, et pourtant ils s'étaient trouvés à la tête d'une immense armée prolétarienne. En France, où la SFIO n'avait pas seulement pratiqué la politique de l'union sacrée, mais avait envoyé trois de ses militants, choisis parmi les plus représentatifs, à des postes clef des ministères de guerre, la rupture non seulement programmatique, mais organisative avec les vieilles organisations devenues ouvertement anti-ouvrières et, de toute façon discréditées aux yeux des travailleurs, était une condition sine qua non de la conquête d'une influence réelle sur les masses. La scission devait être faite à temps et comme un bien, non subie tardivement et comme un mal, même nécessaire. Les membres du comité n'avaient pas eu la force d'agir selon ces directives.

Le but des membres du comité —avait tenu à préciser Loriot au moment de sa fondation — est de faire de la propagande dans tous les partis révolutionnaires [lesquels s'il vous plait?] en faveur de la nouvelle Internationale. Ils doivent donc rester membres des groupes dont ils font partie. C'était la théorisation de l'état de fait qui empêchait des militants pourtant généreux et résolus à se présenter aux masses en tant que direction non seulement programmatique, mais organisée, et non seulement future, mais présente. Malgré tout, l'épouvantail de la scissionjouait encore. Il ne coûtait rien et même il était utile aux Longuet et aux Renaudel d'accorder à l'extrême-gauche le droit de militer dans le parti et d'être représentée dans son organe suprême de direction pudiquement appelé -commission administrative permanente : à Strasbourg Louise Saumonneau et Loriot — qui était en outre le trésorier du parti — furent appelés à en faire partie. C'était un moyen de priver l'extrême gauche de son autorité. La CGT pouvait se permettre d'agir de même, du moins après la fin de la guerre, vis-à-vis de son opposition, les membres du comité de défense syndicaliste qui étaient en même temps membres du Comité pour la III e Internationale. Ce n'était pas elle (ni la SFIO) qui faisait les frais de l'unité maintenue à tout prix, c'était l'extrême-gauche détestée.

Dans une page d'une extraordinaire vigueur, le 20 novembre 1919, Trotsky écrivait : Le prolétariat français jouit d'un glorieux passé révolutionnaire. La nature et l'histoire l'on doté d'un superbe tempérament guerrier. Mais, en même temps, il a connu beaucoup de défaites, de désillusions, de perfidies et de trabisons. Avant la guerre, l'unité du parti socialiste et l'organisation syndicaliste constituait son ultime espoir. L'anéantissement de cette espérance a eu des conséquences désastreuses sur la conscience des ouvriers les plus avancés et le mouvement prolétarien en France s'en est trouvé pour longtemps paralysé. Aujourd'hui que des masses nouvelles et encore politiquement inexpérimentées menacent les confins de la société bourgeoise, la disproportion entre la vieille organisation et les tâches objectives du mouvement apparaît de plus en plus clairement. D'où non seulement la probabilité, mais encore le caractère inéluctable de puissants mouvements de masses qui risquent de se déclencher avant que la nouvelle organisation soit prête à les diriger. (comme cela devait tragiquement se produire l'hiver et le printemps suivants). Et Trotsky ajoutait: "Quels que soient les motifs invoqués pour préserver l'-unité, les masses révolutionnaires ne comprendraient pas pourquoi les hommes qui les appellent à la révolution continueraient à s'asseoir à la même table que

ceux qui les ont dupés, et en particulier que ces individus qui les ont bonteusement et cyniquement trabis pendant la guerre. Les masses révolutionnaires estiment à son juste prix l'unité dans la lutte, mais elles ne comprendraient que mal le maintien de l'unité entre les combattants révolutionnaires et la clique de Jouhaux-Merrheim et Renaudel-Longuet (21). Chaque jour de plus passé dans ce lien objectif (personne ne pourra jamais accuser les militants des divers Comités d'après guerre d'avoir voulu le maintenir à tout prix) était beaucoup plus qu'un jour perdu pour la cause de la préparation révolutionnaire dans l'immédiat, de la révolution et de la dictature prolétarienne dans l'avenir. Malheureusement, ces jour-là furent trop nombreux.

Ceci s'explique également par la nature composite — théoriquement et donc aussi politiquement — des zimmerwaldiens de l'époque de la guerre et des partisans de la IIIe Internationale de l'immédiat après guerre. Alignées sur le même front de lutte contre le social-chauvinisme, l'aile de formation socialiste marxiste à la Loriot-Cachin, l'aile syndicaliste révolutionnaire à la Monatte-Rosmer, l'aile libertaire à la Péricat, conservaient encore toutes leurs divergences. Elles pouvaient les estomper dans la mesure où il s'établissait entre elles une sorte de division naturelle du travail. La première travaillait en effet essentiellement à l'intérieur de la SFIO. Les deux autres développaient une intense activité surtout au sein de la CGT et, en particulier, de la Fédération des Métaux, et jouaient un rôle de premier plan dans les mouvements de grève et dans les premières manifestations de résistance à la politique de conciliation entre les classes, tant à travers des organismes plus ou moins éphémères nés en opposition aux bonzeries dominantes et à leur chef suprême Léon Jouhaux, qu'à travers le combatif organe La Vie Ouvrière qui défendait les traditions syndicalistes de la puissante confédération. Mais ces divergences, elles ne pouvaient les supprimer, surtout vis-à-vis d'événements internationaux ou même nationaux d'une importance cruciale. Ainsi la révolution d'Octobre avait suscité, comme c'était inévitable, des electures profondément différentes du régime dictatorial russe et même de l'Etat et la révolution de Lénine (22) et donc également du bolchévisme : celle du courant socialiste était davantage conforme à la vision de Lénine, même si elle n'était pas toujours homogène; celle du courant anarcho-syndicaliste était fondamentalement ouvriériste, conseilliste ou même libertaire. Il était naturel que cette divergence de fond soit réapparue plus tard face à la constitution de la III e Internationale au printemps de 1919, mais il est significatif que loin de rester circonscrite à des discussions internes et à des prises de position personnelles, elle ait eu des conséquences organisatives au sein même du «Comité pour la IIIe Internationale» : à côté d'un Rosmer qui adhère sans réserves à la nouvelle Internationale, et donc aussi au PCF, il y a un Monatte ou un Monmousseau qui s'y décident seulement en 1922, une Louise Saumonneau qui retourne dans le sein de la majorité longuettiste au printemps de 1920, un Péricat qui, au lendemain dela fondation du Comité. constitue avec d'autres syndicalistes révolutionnaires et libertaires un Parti Communiste, section française de la Troisième Internationale-bien plus inspiré du mot -Ni Dieu ni maître- (et ajoutons-nous, surtout -ni Etat-!) que des thèses constitutives du Komintern. Soit dit en passant, ce -Parti- se scinde dès décembre 1919 en deux ailes; l'une qui conserve le nom original et collabore avec le Comité pour

⁽²¹⁾ L. Trotsky, -Le socialisme français à la veille de la révolution-, dans *The first five years...*, op. cit., pp. 93 et 95, et dans *Le mouvement communiste en France*, Paris, 1967, pp. 56-57 et 59.

⁽²²⁾ Cette interprétation ouvriériste et tendanciellement libertaire est à nouveau revendiquée par Rosmer dans *Moscon sous Lénine*, Paris, 1953.

s'en détacher peu de temps avant le Congrès de Tours; l'autre qui prend le nom de de -Fédération communiste des Soviets- et qui s'en va de son côté. Il s'agit de formations -microscopiques-, c'est vrai, toujours est-il que la scission soustrait en 1920 au groupe des anciens zimmerwaldiens une partie de ses membres les plus actifs et les plus batailleurs, avant tout Péricat lui-même. Et le fait que ce soient les transfuges qui, tout en se proclamant -communistes intégraux, se présentent comme étant avant tout -des libertaires, anti-Etat, fédéralistes, ennemis du collectivisme centralisateur (23), n'empêche pas qu'un courant essentiellement ouvriériste, conseilliste et fédéraliste subsiste également dans le faible groupe qui confluera dans le PCF à Tours, pour n'y rester d'ailleurs que le temps d'une brève saison.

L'hétérogénéité idéologique du mouvement ne s'arrêtait pas là. Au premier Congrès de la III^e Internationale, en mars 1919, aucun délégué français n'avait pu intervenir. On y trouvait par contre le «groupe communiste français», fondé à Moscou à l'automne 1918 par Pascal Guilbeaux et Sadoul ; or si ce groupe avait le privilège d'être en contact étroit avec les bolchéviks, il portait à la puissance n les tares individualistes qui reviennent malheureusement régulièrement dans les groupes d'exilés ; il était déchiré par des divergences de formation politique et de plus par des oppositions personnelles. (24).

En décembre 1919, d'autre part, s'approchèrent du Comité de la IIIe Internationale, en revendiquant à ses côtés la place que «la discipline supérieure du progrèsassignait à leur mission d'«éclairer et régulariser», les intellectuels du groupe Clarté, fondé quelques mois plus tôt par Barbusse avec l'ambition, et même la certitude de jeter «les bases d'une organisation universelle», cette «Internationale de la pensée que depuis si longtemps invoquent tous les esprits libres de l'univers». Ce groupe voyait dans le socialisme «l'expression la plus adéquate, la plus lucide et la plus coordonnée des principes républicains» et dans «la doctrine politique» de la IIIe Internationale, celle qui, «lui paraît approcher le plus de l'idéal social». Il n'hésitait pas à lancer des proclamations dignes en tous points de la «révolte de la Raisonqu'il souhaitait, telle celle-ci: «Toute l'organisation collective des hommes doit se ramener à l'homme, se vivifier de la vie individuelle, et dans la plus grande mesure possible, respecter l'autonomie individuelle (25). Superbe carte de visite, soit dit entre parenthèse, pour de futurs bardes et aides bourreaux du stalinisme!

Le nœud de la question est que, face à tous ces groupes et groupuscules bigarrés, le courant socialiste du «Comité» n'était pas en mesure d'opposer à la

⁽²³⁾ La citation est tirée du nº du 28 août 1920 de Communisme. Elle est tardive, donc, mais typique de l'orientation générale du groupe. D'ailleurs, le petit noyau de militants dudit -l'arti communiste- qui adhéra au PCF à Tours sur la base de la motion Heine-Leroy pour -l'adhésion sans réserve à la III^e Internationale- engendrera en septembre 1922 un -comité de défense communiste dans la Fédération de la Seine-qui se déclarera favorable aux thèses absentionnistes présentée par notre courant au II^e Congrès, mais s'affirmait en même temps -fédéraliste et soviétiste et proposait -l'adoption du soviétisme et de la -démocratie ouvrière dans le programme du parti. On trouvera quelques documents sur ce groupe dans Origines et débuts..., op. cit., pp. 579-590.

⁽²⁴⁾ Victor Serge, qui eut l'occasion de le connaître à fond en 1921, l'appelle -un petit nid de vipères- (Mémoires d'un révolutionnaire, Paris, 1978).

⁽²⁵⁾ Citations tirées d'H. Barbusse, La lueur dans l'abîme (ce que veut le groupe Clarté), Paris, 1920, pp. 133, 119, 72 et d'une lettre de Barbusse à Humbert-Droz du 6 septembre 1919, dans Archives de Jules Humbert-Droz I, Origines et débuts des partis communistes des pays latins, 1919-1923, Dordrecht, 1970, p. 3.

confusion dominante des positions théoriques et programmatiques claires et organiquement développées. Dans toute la période qui va jusqu'à novembre 1920, nous ne connaissons pas un seul article (à part ceux tirés de publications de l'I.C.) où les grandes questions soulevées par la révolution bolchévique et par la naissance de la IIIe Internationale au sein de la classe ouvrière française comme au sein d'un organisme qui, comme le «Comité», en reflétait bon gré mal gré l'état d'esprit, soient affrontées et agitées sur un plan qui dépasse le niveau de la polémique, de la référence immédiate. Ce qui prévaut, c'est la tendance à éluder les points controversés au lieu de les prendre courageusement de front. Ce silence déjà grave dans le parti allemand (qui toutefois reposait sur des bases doctinales non négligeables) était catastrophique pour le processus de gestation du PCF, qui devait naître sur des bases théoriques marxistes fragiles ou mêmes nulles (26). En marge du Congrès de Strasbourg, Henriette Roland-Holst avait observé que le processus de sélection d'un groupe communiste en était à peine à ses débuts : ce qui l'unissait, ce n'était pas tant une stratégie positive pour l'avenir, que l'opposition aux politiques passées et la haine envers les social-patriotes (27). En dehors de ce lien négatif, chacun voyait les choses à sa façon : Pour Loriot — a écrit justement un historien — le bolchévisme était un "marxisme en action"; pour Monatte et Souvarine [Rosmer?], il était une version up to date du syndicalisme révolutionnaire ; pour Péricat et Chauvalon, anarchie (athée, fédéraliste et antiparlementaire); pour Lefebvre, Vaillant-Couturier et Barbusse, pacifisme révolutionnaire, internationalisme éclairé et démocratie directe, bref, avant-garde (28). Et si c'était vrai au début de 1920, ce l'était tout autant, et peut-être plus encore, à la fin de l'année.

Comme pour rendre encore plus difficile ce processus de gestation, la classe dominante française prend prétexte du dernier grand épisode de lutte de classe de l'après guerre en France, la grève des cheminots et la grève générale de mai 1920, pour arrêter le principaux représentants du Comité et les garder à l'ombre jusqu'au printemps suivant. Ce ne fut pas non plus un événement extérieur, ni une coıncidence fortuite, Ce ne fut pas un événement extérieur, parce que l'absence de Loriot, des Souvarine et autres à Tours, bien que grave, n'aurait pas été aussi désastreuse et n'aurait pas laissé dans les mains de Cachin-Frossard toutes les clés de l'avenir immédiat, sans l'isolement et l'absence de forces de rechange-dans laquelle l'obsession de l'-unité- et l'-épouvantail de la scission- avaient acculé l'extrême-gauche. Ce ne fut pas une coïncidence fortuite, parce que la débâcle finale du mouvement de grève confirmait le dramatique présage de Trotsky, à savoir qu'il était inévitable que de puissants mouvements sociaux se développent avant que la nouvelle organisation soit en mesure d'en prendre la direction ; et donc que l'organisation officielle en prenne les rênes avec la complicité objective (dérivant d'une faiblesse, non plus d'un propos délibéré) de la minorité syndicaliste-révolutionnaire et, avec la tactique suicidaire des -vagues successives-, les livre désarmés à la brutalité de la répression gouvernementale.

⁽²⁶⁾ On peut en effet se demander quelles traces avait bien pu laisser derrière lui en France le filon -collectiviste- de Lafargue et de Guesde (celui de la meilleure époque, bien sûr), le seul qui pût se vanter d'avoir des racines marxistes. Et de ce point de vue il n'est pas étonnant que, malgré l'active propagande en faveur de la gauche de Zimmerwald développée par Inessa Armand en 1916-1917, les thèses de Lénine sur la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile n'aient jamais pris en terre française.

⁽²⁷⁾ Jugements cités dans R. Wohl, op. cit., p. 157.

⁽²⁸⁾ R. Wohl, op. cit., p. 202.

Enfin, comble de malheur, la tragique disparition de Lefebvre, Lepetit et Vergeat en cours de leur voyage de retour de Moscou, priva le Comité de la III enternationale de trois jeunes militants qui, au II e Congrès, s'étaient battus vigoureusement contre une tolérance excessive à l'égard des pélerins officiels de la SFIO et qui, bien que de formation idéologique non homogène et récemment acquis au communisme, promettaient de porter le même esprit d'opposition inconciliable à l'opportunisme de toutes les nuances dans le débat du Congrès de Tours, puis dans le parti lui-même.

Le noyau de gauche qui était le seul, de par son passé, à pouvoir échapper aux perpétuelles oscillations (pour ne pas dire pis) des centristes repentis se présentait donc, à la veille du Congrès national, comme composite idéologiquement. faible numériquement, et décapité de ses meilleurs éléments. Dans ces conditions, l'Internationale se trouva placée devant un dilemme : ou bien renvoyé sine die la constitution de la section française, ou bien élargir les frontières des 21 points et accueillir (bien entendu à certaines conditions) une partie au moins des -reconstructeurs- en renvoyant à des jours meilleurs et à la fermeté d'une direction extérieure la tâche de les discipliner, de les sélectionner et éventuellement de s'en défaire. Persuadée que l'imminence de situations jugées comme prérévolutionnaires ne lui laissait pas le choix, l'I.C. prit la seconde voie. Dans un premier temps, elle céda même (suscitant les protestations des éléments d'extrêmegauche) à la tentation d'ouvrir la porte jusqu'aux Longuet et Cie; elle ne la referma qu'in extremis après avoir ainsi contribué à isoler les membres du Comité, et donc à les affaiblir encore plus vis-à-vis de la masse des démissionnaires du Comité pour la reconstruction - les éléments entourant Cachin-Frossard. C'est ainsi que ces derniers, jouissant d'une influence écrasante dans les organes directeurs du nouveau parti, pourront donner à toute l'organisation l'empreinte typique de traditions et d'inerties dont nous avons cherché à mettre en relief les déterminations matérielles, et donc aussi la ténacité.

De là l'-accord- conclu par Zinoviev avec Renoult à Halle en octobre, et qui donnait aux articles 20 et 21 des conditions d'admission une interprétation extensive qui permettait dans la pratique à des -opportunistes notoires-, comme ceux du centre cités à l'article 7 des conditions, d'adhérer à l'I.C. et à sa section nationale française à condition qu'ils acceptent les décisions du parti et les thèses et conditions de l'Internationale (29). C'était entamer les bases de principes qui, comme l'avait noté au II e Congrès le délégué de la Fraction communiste abstentionniste, permettaient seules de fonder le fonctionnement organique du parti, et donc une discipline saine, rigoureuse et non formelle. La seule méthode claire et universellement valable était de placer l'ensemble des militants (et chacun d'entre eux) face à un corps unitaire d'-articles- de statuts copiés point par point sur les postulats théoriques et programmatiques du communisme, donc établis une fois

⁽²⁹⁾ Selon le nº 14, novembre 1920, de Le Phare, l'accord- prévoyait essentiellement que l'exception prévue à l'article 20, en ce qui concerne l'exclusion des centristes - s'appliquera à Longuet, Paul Faure et aux membres de leur groupe, si, après le vote du prochain Congrès, ils restent dans le Parti et en acceptent les décisions ainsi que les thèses et les conditions de l'Internationale Communiste; que -la question des deux tiers (voir article 20) doit s'entendre ainsi : la majorité composée du Comité de la IIF Internationale et des éléments qui défendent déjà l'adhésion et les conditions s'assurera une majorité minima des deux tiers dans tous les organisme directeurs du Parti et l'Humanité. Un tiers au maximum pourra être concédé à la minorité pourvu qu'elle accepte en principe les thèses et les conditions ; que -les délégués de la minorité au prochain congrès ne seront pas exclus s'ils se soumettent à la décision du Parti- (cf. an. 21).

pour toutes, impératifs pour tous sans exception, et non modifiables. La méthodes adoptée en l'occurence par l'I.C. fut au contraire une méthode éclectique (mais lourde d'implications opportunistes), qui faisait de ce même ensemble d'articles et de postulats l'enjeu d'une **négociation**, inspirée certes du critère -à prendre ou à laisser-, mais, comme toute négociation, de la recherche d'un point de rencontre à mi-chemin entre des exigences et des directives contradictoires : c'était le prélude d'une méthode qui ensuite, hélas, deviendra la pratique -institutionnalisée- d'un Komintern qui avait oublié ses principes constitutifs, face à des groupes ou des fractions plus que douteux politiquement.

A chaque fois, le résultat sera d'estomper les positions de principe de l'I.C., en donnant au centrisme un certificat tout à fait immérité de cohérence et de rigueur, et en suscitant une déception et même un dégoût plus que compréhensibles chez les prolétaires d'avant-garde pressés de voir définir enfin un -cours nouveau-étranger aux manœuvres de type parlementaire et boutiquier d'un passé qu'on espérait enterré pour toujours.

De cette méthode dérive également la lettre adressée le même mois d'octobre aux -camarades français-, lettre où le Président de l'Internationale minimisait la valeur des 21 points, et se contentait de demander qu'on -applique un revolver sur la poitrine du groupe Longuet- en exigeant qu'il réponde à la question de savoir s'il voulait -faire ce qu'avaient fait en Allemagne Hilferding, Crispien et Dittmann-, ou si, au contraire, il accepterait et appliquerait consciencieusement les directives de l'Internationale et du parti. Bref, de lui demander s'il était disposé à... cesser d'être lui-même (30). Comme nous le verrons, c'est seulement après avoir reçu une réponse totalement négative, que du -revolver- pointé sur la poitrine des centristes français partira la lettre enjoignant aux délégués du Congrès de Tours de repousser le -compromis fatal- implicite dans la motion Longuet. Ce geste était, il est vrai, une réparation salutaire, mais il ne dissipait pas le doute plusieurs fois exprimé par notre courant: le dommage produit par de telles manœuvres de haute diplomatie n'était-il pas, en réalité, bien plus grand que les avantages obtenus en lançant des ponts pour les détruire ensuite?

L'enchevêtrement de tous ces facteurs ne pouvait pas ne pas se refléter dans la préparation du congrès extraordinaire convoqué à Tours pour la fin décembre ; ils poussaient tous à arrondir les angles et à réduire au minimum les occasions de rupture au sein du vieux parti. Cela apparaît déjà dans la motion d'adhésion à la IIIe Internationale, -rédigée, décidée et approuvée par le Comité de la IIIe Internationale et par la fraction Cachin-Frossard, démissionnaire du Comité pour la reconstruction de l'Internationale, et parue dans le n° 40, du 4 novembre 1920, du Bulletin Communiste, pp. 8-14. Elle contient une exposition générale des points suivants :

I) la prise du pouvoir par le prolétariat et la dictature prolétarienne ; II) le parti communiste et la révolution prolétarienne ; III) le parlementarisme ; IV) le parti et les syndicats ; V) la solidarité internationale ; VI) la question agraire ; VII) l'organisation des femmes et des jeunes ; cette partie coïncide en tous points avec les thèses du Komintern. Mais elle contient aussi un chapitre final sur les conditions d'admission, qui se ressent de la nécessité d'aller au devant des -démissionnaires- ; et c'est là précisément que saute aux yeux la fragilité des bases sur lesquelles le parti va naître.

⁽³⁰⁾ La version allemande de la lettre de Zinoviev se trouve dans le nº 45 du 3 décembre 1920, de la revue *Kommunismus*, de Vienne, pp. 1630-1634.

Avant tout (31), avec une formule qui rappelle les traditions fédéralistes de la II^e Internationale qui sont loin d'être dépassées, on affirme: -S'il est vrai que chaque parti est, dans son propre pays, le meilleur juge de la situation intérieure de ce pays, et des possibilités d'action de son prolétariat, qu'il est de ce fait le plus qualifié pour former le jugement de l'Internationale Communiste sur ce point, il est non moins vrai [comme on le voit, les deux questions sont mises sur le même plan] que chaque parti n'est qu'une des unités des forces prolétariennes mondiales étroitement solidaires que l'Internationale doit diriger si elle veut être autre chose qu'un simple appareil enregistreur. A la garantie que toute décision n'est prise qu'en connaissance de cause doit nécessairement correspondre la garantie du respect et de l'exécution des décisions prises.

Ensuite, à ce rapport d'égalité entre... puissances, souveraines chacune dans sa propre sphère et convergeant seulement grâce à un accord donnant-donnant (l'un donnant son avis sur la situation et sur les possibilités d'y agir, l'autre la décision sur ce qu'il convient de faire sur cette base) correspond un rapport analogue entre parti et syndicats, où il n'est pas difficile de reconnaître l'écho de positions traditionnelles du socialisme, notamment français, et de l'anarcho-syndicalisme:

Le parti groupe les militants de toutes les organisations prolétariennes qui acceptent ses vues théoriques et ses conclusions pratiques. Tous, obéissant à sa discipline, soumis à son contrôle, propagent ses idées dans les milieux où s'exercent leur activité et leur influence. Et lorsque la majorité, dans ces organisations, est conquise au communisme, il y a entre elles et le parti coordination d'action et non assujettissement d'une organisation à une autre.

Enfin, on établit qu'à dater du Congrès, le parti se nommera -Parti Socialiste Section Française de l'Internationale Communiste-. Il fera valoir, auprès du Comité exécutif de l'Internationale Communiste, les raisons qui militent pour -l'acceptation provisoire de ce titre-. Il s'agit là clairement d'une concession aux nostalgies unitaires des centristes repentis, et d'un signe évident des doutes qui subsistent sur la nécessité d'une rupture nette et sans équivoque avec le passé ; d'ailleurs, la question — si banale en apparence — du nom du parti fut alors également un des chevaux de bataille du maximalisme italien. Il y a d'autre part une clause qui, reprenant les termes de l'accord Renoult, déclare: -Le parti considère que les exceptions prévues à l'article 20 des conditions "en ce qui concerne les représentants de la tendance centriste nommés à l'article 7" doivent s'appliquer au Parti

⁽³¹⁾ Il faut dire, à la vérité, que le texte originaire de la résolution, rédigée par Souvarine, était plus net et rigoureux et que, dans toute la période qui précède le congrès de Tours, le Bulletin Communiste ne cessa, surtout dans les n°5, 37, 46, 47, 48 de mettre en garde l'Exécutif de Moscou lui-même contre l'illusion selon laquelle des propositions comme celles contenues dans la lettre de Zinoviev de la fin octobre pouvaient être acceptées par le groupe Longuet. Il insista même pour que l'on considère l'inévitable scission comme un événement salutaire. Malheureusement le sujet ne fut développé comme il le méritait : Souvarine était essentiellement un polémiste, et la veine -théorique- de Loriot, vive et florissante pendant la guerre, semblait s'être tarie. Une seule remarque en marge du paragraphe de la résolution concernant la question agraire :

correct dans l'ensemble, celui-ci tend à mettre *presque* sur le même plan les petits paysans propriétaires ou locataires et les salariés agricoles, ce qui était particulièrement dangereux en France où, par tradition, la SFIO et les courants socialistes en général courtisaient les -cultivateurs directs-; d'autre part, ce paragraphe parle toujours de *propriété* et non d'*exploitation paysanne*, en laissant ainsi supposer que la nationalisation de la terre — de *toute* la terre — (laissant subsister dans un premier temps, et dans certaines limites, l'usufruit privé de la petite exploitation agricole) n'appartenait pas au programme immédiat de la dictature du prolétariat. Il s'agit sans aucun doute de formulations *imprécises*, non d'intentions délibérées; l'avenir montrera cependant la tenacité, même au sein du PCF, de la tradition -populaire-, et donc également paysanne, du socialisme français.

français dans les circonstances présentes. Ces exceptions valent également pour les délégués au Congrès, visés à l'article 21, qui déclareront s'incliner devant les décisions du Parti.

Le PCF est donc à la veille de naître dans une atmosphère d'exceptions. invoquées au nom de la situation contingente : ceci constituera son point fort dans ses relations futures avec l'I.C. Quelques mois après son II e Congrès, on assiste donc à une première renonciation de celle-ci, et à une renonciation de portée internationale, car elle concerne les principes. C'est pour cela précisément que la réaction de notre courant fut immédiate et extrémement énergique. Le n° 32 (23 décembre 1920) de *Il Soviet* comporte un article intitulé Les socialistes français et la Troisième Internationale, qui, tenant compte également de la brève introduction de la résolution parue dans le Bulletin Communiste, affirme entre autres : - Dans le Bulletin Communiste, organe du Comité de la IIIe Internationale. nous avons pu lire la motion d'adhésion à la III^e Internationale votée par le Comité et par les démissionnaires de la fraction pour la reconstruction de l'Internationale Dans le chapeau aui précède la motion, on affirme que celle-ci est le résumé des thèses de la IIIe Internationale et leuradaptation à la situation française. Dès au'on lit une formule de ce genre, il faut tout de suite être sur ses gardes, parce que cela veut dire qu'il y a anguille sous roche. Les thèses du IIe Congrès de l'Internationale n'ont bas besoin d'adaptation; l'adaptation est le synonyme de la confusion, de décisions peu nettes et équivoques. Îl n'est pas besoin d'une longue étude pour rechercher où est l'adaptation, c'est-à-dire le mal; elle n'est sûrement pas dans une des questions fondamentales qui intéressent l'action de l'Internationale, mais aui sont pour l'instant au stade du pur examen théorique.

·L'habitude démocratique, qui a infesté comme la peste les membres des partis socialistes, est si accoutumée aux fictions, aux glissements habiles, qu'elle ne permettra jamais de trouver un seul élément naïf et bonnête aui veuille auitter dignement l'Internationale à cause d'une divergence profonde dans les principes doctrinaux aui la guident. Une scission saine et régulière sur ces principes ne pourra pas se produire. Tous ceux qui divergent de l'Internationale sur les princibes se gardent bien de le dire de façon explicite, et en font encore moins une question d'incompatibilité de communauté de vie. Celui qui aujourd'bui veut savoir où est le hic dans les motions aui sont présentées et discutées dans les différents partis, doit aller tout droit examiner la partie qui concerne le mode d'adbésion à la IIIe Internationale, le mode d'acceptation des 21 conditions posées par elle aux partis qui veulent y adbérer. La motion française, en effet, qui file sans problème à travers toutes les autres thèses de l'Internationale, bute et trébuche précisément à l'endroit où butent et trébuchent tous ceux, à quelques pays qu'ils addartiennent, aui ne sont das cords et âmes avec l'Internationale Communiste, mais font de l'adhésion à celle-ci une question d'opportunité sans avoir la sincérité, qui serait antidémocratique, de l'avouer. Chacun de ces opportunistes (il vaut mieux leur donner le nom qu'ils méritent) soutient qu'il faut accepter les fameux 21 points, mais ajoute que dans son pays il existe des conditions particulières qui font qu'ils doivent être appliqués avec certaines exceptions, comme disent les Français, avec... une certaine souplesse d'interprétation, comme disent les Italiens, les Suisses et ainsi de suite. Si nous considérons que les critiques qui sont faites aux délibérations de Moscou sont les mêmes partout, si partout on aboutit aux mêmes revendications, alors il faut convenir que ces conditions, que chacun de ces éléments appelle particulières pour son propre parti, n'existent pas, puisqu'elles se reproduisent telles quelles pour tous les partis. Plutôt qu'une diversité des conditions des différents pays, qui sont au contraire très uniformes, il existe une diversité d'appréciation de celles-ci, que certains analysent conformément aux critères de l'Internationale, et d'autres non, maisavec des critères uniformes entre eux. Les camarades français disent : "S'il est vrai que chaque parti est, dans son propre pays, le meilleur juge de la situation intérieure de ce pays et des possibilités d'action de son prolétariat, qu'il est de ce fait le plus qualifié pour former le jugement de l'Internationale Communiste sur ce point, il est non moins vrai que chaque parti, etc." Il n'y a là rien de différent de ce qu'affirmaient nos serratiens "unitaires".

Les critères sur lesquels se fonde cet article sont aussi valables aujourd'hui qu'autrefois : ayant fait faire aux principes de 1920 un tournant à 180°, n'a-t-on pas découvert que le communisme doit être... polycentriste et qu'on doit y arriver par autant de voies qu'il y a de pays sur cette terre ? Ayant donc établi que les conditions particulières des différents pays sont invoquées à seule fin d'échapper aux exigences d'un programme impératif pour tous et n'admettant pas d'exceptions, pour accepter les postulats d'un programme que l'on prétend ouvert à toutes les variations possibles, mais qui dans les faits se réduit à une synthèse des principes éternels de la démocratie, l'article affronte le problème de l'adhésion au Komintern d'un point de vue de principe, et il est important de le citer intégralement pour montrer à quel point notre conception du *-parti mondial unique de la révolution prolétarienne* était aux antipodes de celle en vigueur généralement dans les partis -européens nés en 1919-1920 :

Cette affirmation n'est nullement exacte, mais est seulement un postulat gratuit. Il n'est aucunement démontré que le parti d'un pays donné, ou mieux une fraction de ce parti, fût elle majoritaire, est le meilleur juge de la possibilté d'action de son prolétariat. Il est au contraire parfaitement admissible qu'un comité international rassemblant les esprits les plus élévés du mouvement ouvrier, et appelé de par sa fonction même à avoir une vue d'ensemble sur ce mouvement dans le monde entier, puisse voir mieux que cette fraction de parti, surtout, comme c'est le cas actuellement, lorsque ce comité est en parfait accord avec une autre fraction de ce même parti.

Nous ne voulons pas soulever la question des rapports entre les différents partis et l'Internationale, rapports qui doivent à tout prix devenir tout à fait identiques à ceux existant actuellement entre les différentes sections et le parti. Que diraient les camarades français et nos unitaires si une section du parti, ou voulant adhérer au parti, raisonnait à leur manière ? Peut-être qu'il y a une différence du seul fait que l'Internationale a à sa tête les camarades russes ? Quel internationalisme que celui de certains communistes!

-La phrase des camarades français est équivoque dans la mesure où elle fait allusion à l'appréciation de la possibilité d'action des différents prolétariats. Jusqu'à présent la III^e Internationale n'a pas encore donné d'ordres d'action, parce qu'elle n'a pas encore atteint le degré de perfection dans son fonctionnement qu'elle devra nécessairement atteindre pour coordonner les mouvements du prolétariat. Pour l'instant elle n'a tracé que des directives de caractère général sur les différentes questions, en commençant par établir de quelle manière doivent s'organiser et se forger ses différents éléments qui doivent guider l'action révolutionnaire du prolétariat, c'est-à-dire les différents partis communistes.

Nous espérons que ce premier pas sera bientôt suivi d'un second : celui de l'unification au prochain Congrès des différents partis en un seul parti ayant un seul programme, une seule carte, de façon à donner à chaque membre, même par ses formes extérieures, la sensation matérielle qu'il fait partie d'un seul organisme, auquel il est lié par les exigences programmatiques et disciplinaires les plus

étroites et les plus rigoureuses. Ces camarades français, si semblables à certains de nos camarades italiens, candidats opportunistes à la III^e Internationale, c'est-à-dire les opportunistes de la pire espèce, habitués aux partis-auberges espagnoles, où il y a de la place pour toutes sortes de gens, voudraient continuer le même jeu avec la III^e Internationale.

Ils s'accrochent aux exceptions prévues aux articles 7 et 20 des 21 points, exceptions que l'on a voulu sanctionner par quelques rares cas, mais qui doivent rester rigoureusement et strictement des exceptions. Si on élargit ainsi la brèche, les exceptions seront telles et si nombreuses qu'elles finiront par devenir la règle. En effet, les camarades français, non contents des exceptions prévues, demandent que les exceptions soient étendues aux délégués du congrès, dont l'article 21 réclame résolument l'expulsion. Les camarades français et italiens qui se préoccupent aujourd'hui de conserver dans les rangs de l'armée qui doit combattre pour la révolution des soldats qui ne peuvent pas être de bons soldats, parce qu'ils n'acceptent pas la forme de lutte qu'on voudrait leur imposer, ne semblent pas se préoccuper de cette éventualité du seul fait qu'elle ne leur semble pas imminente. Par leur attitude, ils ne nous donnent pas de garantie que, lorsque la bataille sera engagée, ils abandonneront leurs camarades au lieu de continuer l'alliance avec eux et de les suivre dans les rangs ennemis où ceux-ci ne pourront pas ne pas aller.

Les camarades français non plus ne veulent pas changer le nom du parti et ils ont adopté la dénomination suivante : "Parti socialiste, section française de l'Internationale... Communiste". Comme on le voit, la question de nom a elle aussi des exigences tellement locales, au elles sont les mêmes dans les différents pays. Sur la question du nom, nous répétons à ceux qui disent qu'elle n'a pas beaucoup d'importance qu'ils ne doivent pas tergiverser; aux autres qui en reconnaissent l'importance, dans la mesure où ils conviennent que les mots de socialiste et de communiste ont désormais des sens profondément différents, nous répétons que leur proposition de les associer est une confession implicite au'ils ne se sentent pas communistes, ou sont du moins des esprits vacillants. Qu'ils s'en aillent donc ailleurs. La IIIe Internationale n'a pas besoin d'eux. Mais à propos des revendications des Français, comme de celles des Italiens, etc., il faut souligner que toutes ces brebis galeuses se tournent avec confiance vers le Comité Exécutif de l'Internationale et espèrent en lui, en spéculant sur la plus que juste décision du IIe Congrès. qui établissait qu'entre deux congrès le Comité exécutif devait prendre des décisions avec une autorité égale à celle du congrès lui même. Pour un organe de combat comme doit l'être la IIIe Internationale, ce serait une grave erreur de ne pas en décider ainsi. La difficulté de réunir les congrès et les conditions bistoriques si variées et changeantes lui enlèveraient toute efficacité, si elle n'assurait pas la continuité de se fonction en confiant cette tâche au Comité exécutif, mais ainsi le Congrès n'a pas cru ou pas voulu établir que ce comité puisse défaire par ses décisions ce que le Congrès lui-même avait décidé.

Les décisions du Congrès de l'Internationale ne sont pas un absolu dans le domaine pratique, elles ne sont pas des affirmations abstraites de principe, elles veulent être et sont les directives tactiques correspondant à la situation historique actuelle. Lorsque celle-ci changera, les directives changeront également, et jusqu'à ce que se tienne un nouveau congrès, c'est le Comité exécutif qui y pourvoira, et toute l'Internationale lui obéira avec discipline. Mais aujourd'hui, le comité décide et agit dans une situation identique à celle du congrès : il n'a donc rien à changer, à modifier, à adoucir, à atténuer, en particulier en ce qui concerne les conditions d'admission, où il doit seulement exécuter, et fidèlement. S'il agissait autrement il ferait une action indisciplinée et désagrégatrice, il ferait une action vexatoire et

serait aussi coupable que ceux qui invoquent par indiscipline son intervention et son action. Il est bon de s'expliquer clairement sur ce point pour ne pas tomber dans des malentendus désagréables. Le camarade Lénine nous a appris que le camarade Zinoviev avait quelque peu bésité en une beure bistorique très grave. Nous ne voudrions pas que celui-ci retombe à nouveau aujourd'hui dans quelque faiblesse, et pour la corriger nous faisons appel à l'inexorable intransigeance du camarade Lénine, qui a été l'admirable force du parti dans les moments suprêmes.

-Un groupe de camarades français (32) a proposé certains amendements à la motion dont nous nous occupons, amendements qui corrigent les contorsions et les hésitations équivoques et qui proposent d'adhérer à la III^e Internationale comme il le faut, c'est-à-dire sans réserves, sans réticences et sans exceptions. Peut-être aurait-il été préférable que, comme la fait la fraction communiste italienne, ils proposent tout simplement une motion de leur côté, de façon à ce que leur action apparaisse plus nette; mais même sans cela, c'est seulement à eux que notre fraction communiste peut manifester sa plus complète solidarité.

De toutes façons, les jeux étaient déjà faits. Les -démissionnaires du Comité pour la reconstruction de l'Internationale- étaient restés seuls à défendre la thèse de l'adhésion à l'Internationale de la tribune du Congrès. Dans ces conditions, Tours ne pouvait être le théâtre que d'une scission imparfaite : repoussée jusqu'à la fin par ceux qui auraient dû la vouloir fermement ; voulue par ceux qui auraient dû être mis en situation de la subir ; une scission qui, pour les premiers et pour une bonne partie des militants qui les suivaient, n'était pas fondée sur une claire délimitation théorique et politique, et n'était donc pas susceptible de se traduire par une orientation positive profondément différente du passé dans l'attitude, dans l'action pratique, dans l'organisation du parti. Nous ne pouvons nous arrêter ici sur le détail d'un congrès destiné, bien plus qu'à faire la lumière, à rééditer les ambiguités et à perpétuer les inerties d'une tradition profondément enracinée. Du reste, nous l'avons déjà fait ailleurs (33). Nous nous bornerons aux indications suivantes.

A Livourne les communistes seront à l'offensive; prêts à rompre irrévocablement non seulement avec la droite, mais avec le centre maximaliste, ils ne subordonneront pas à des considérations de majorité ou de minorité l'acceptation d'une rupture déjà consommée dans les faits, et tireront de cette acceptation non de la faiblesse, mais de la force, A Tours, au contraire, les -fondateurs- du parti révolutionnaire de classe restent jusqu'au bout sur la défensive : face suntout à un Blum qui, avec une subtibilité avocassière plus que dialecticienne, escamote l'opposition entre le réformisme et le communisme pour placer la question sur le terrain du choix entre deux -différentes conceptions révolutionnaires-, ils en sont réduits à se justifier. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si à Livourne ce sont les communistes qui quittent -la vieille maison commune-, et à Tours au contraire la droite et le centre ensemble, qui sont les seuls qui se rangent en toute cohérence et conscience sur la ligne de principes reconnus comme -essentiels et invariables (34) et de normes tactiques et organisatrices conformes à ces principes. Et c'est

⁽³²⁾ Allusion à la motion Heine-Leroy. Evidemment, *Il Soviet* ignorait l'-idéologie-spécifique du groupe dont elle émanait.

⁽³³⁾ Cf. Enseignements de la scission de Tours- et -A propos du cinquantenaire des scissions de Tours et de Livourne-, dans *Programme Communiste* n° 31, avril-juin 1965, et 55, avril-juin 1972. D'ailleurs, Blum et Longuet ne font que développer — le premier surtout avec une habileté et une -finesse- remarquables — les thèmes de leurs motions respectives, déjà illustrés ci-dessus.

⁽³⁴⁾ Cf. Le Congrès de Tours, op. cit., p. 105.

dans la même logique qu'à Livourne naît un parti communiste minoritaire et à Tours un parti hypertrophié, avec une base démocratique et une structure informe.

A Halle et à Berlin, d'autre part, l'adhésion de la gauche indépendante au KPD s'était produite dans une espèce de consigne du silence sur les questions de fond du mouvement communiste : les 21 conditions et les thèses des deux premiers congrès de l'I.C. avaient été acceptées en bloc et parlaient d'elles mêmes, sans besoin de commentaires. A Tours, l'aile gauche de la reconstruction ne défend ni les documents du Komintern, ni la motion pourtant rédigée de concert avec les hommes du Comité de la IIIe Internationale, mais l'interprétation personnelle, et surtout tricolore, que Cachin et Frossard croient devoir en donner, parce qu'elle est la seule à laquelle ils se sentent liés. Quel est, en substance, le leit motiv des discours de Blum comme de Longuet? C'est l'opposition entre un patrimoine socialiste français immuable (mais librement accepté!) et quelque chose de nouveau et d'étranger : le bolchévisme. Et quel est le souci dominant des discours de Cachin et de Frossard ? C'est de démontrer au contraire qu'il y a une continuité entre le socialisme français de toujours et le bolchévisme d'aujourd'hui tels qu'ils l'entendent, eux. Cachin — futur directeur de l'Humanité le proclame pro domo sua (·lorsque nous affirmons avec la révolution russe que le prolétariat doit considérer la nécessité, pour lui urgente, d'en arriver à la préparation pratique de sa révolution, j'entends que nous restons dans la plus puretradition socialiste de ce pays-), et il le proclame sans qu'on le lui demande, pour les révolutionnaires russes (-laissez-moi vous dire, une fois de plus, combien ces hommes, dont un très grand nombre ont reçu leur éducation révolutionnaire ici [!!!] sont attachés à l'esprit et à la tradition d'action de la révolution française.).

Frossard — futur secrétaire du PCF — commence son discours ainsi : Si j'avais le sentiment que notre politique de demain est en rupture avec la tradition socialiste nationale et internationale, je ne serais pas à cette tribune ; et il le termine par une citation imagée de Jaurès -dont je peux bien dire qu'il restera notre patrimoine commun. Il n'existe pour personne à Tours de patrimoine marxiste, même dans le mince filon qui va de Lafargue au premier Guesde : évidemment, ce patrimoine n'est pas made in France! Curieusement, en 1920, le recours à Jaurès comme à un alpha et omega sert à Frossard également pour objecter aux réformistes que -le respect de la tradition socialiste ne peut en aucune façon nous condamner à nous raidir dans l'immobilité du dogme ; quelques deux ans plus tard, cela lui servira d'argument contre l'Internationale!

C'est au nom de son propre pays, d'autre part, que Cachin, s'il se refuse à donner un chèque en blanc à la bourgeoisie pour sa politique de guerre, souhaite •voir l'unanimité des représentants de ce pays attester qu'ils ne confondront jamais défense de l'oligarchie capitaliste et défense nationale. Et c'est au nom de ses traditions que Frossard, •fier de [son] passé, parce que c'est le passé d'un militant sans tache et persuader de paraphraser... Trotsky en parlant d'une •défense nationale bonnête opposée à la défense pourrie et fallacieuse des oligarchies dominantes, explique que la phrase de Marx sur les prolétaires qui n'ont pas de patrie a été interprétée à l'envers : •ce que Marx voulait dire, c'est que la patrie des prolétaires leur est volée par la bourgeoisie capitaliste et qu'ils ont à la lui faire restituer. Un joyau perdu et à récupérer, vraiment, et il affirme que lui et ses compères n'ont aucune intention de •retomber dans cet antipatriotisme grossier, imbécile et meutrier de l'avant-guerre. Corollaire digne d'un eurocommuniste avant la lettre : •Ce que nous voulons sauver, ce ne sont pas seulement [une bagatelle en effet!] les possibilités d'affranchissement de notre classe, c'est toute

une civilisation qui résulte des siècles de labeur et de sacrifices dont le socialisme entend que puissent bénéficier tous les hommes dans un monde nouveau qui aura réalisé la souveraineté du travail. Notre défense nationale, je la résume d'un mot : c'est la paix! (35).

Il est clair que la voie de la fidélité à la tradition socialiste, y compris la défense de la patrie dans sa nouvelle version, était en même temps celle de l'unité, au moins avec les -reconstructeurs-. On sait que, dans un congrès qui s'était ouvert sous le signe de la grande amitié, le tournant arriva, comme c'était inévitable, de l'extérieur et contre les meilleurs intentions de l'extrême-gauche, c'est-à-dire avec le télégramme daté de Riga le 24 décembre, dans lequel le Comité exécutif de l'I.C., ayant pris acte des différentes motions présentées en vue du congrès. concluait ainsi : Les thèses approuvées par le IIe Congrès de l'Internationale Communiste admettent certaines exceptions en faveur de réformistes qui se soumettront maintenant aux décisions de l'Internationale Communiste et renonceront à leur opportunisme d'autre fois. Le projet de résolution signé par Longuet et Paul Faure montre que Longuet et son groupe n'ont aucune envie de faire exception dans le camp des réformistes. Ils ont été et restent des agents déterminés de l'influence bourgeoise sur le prolétariat. Ce qui est le plus remarquable dans leur résolution, c'est moins ce qu'ils disent, que ce qu'ils taisent. De la révolution mondiale, du système soviétique, Longuet et ses amis préfèrent ou bien ne rien dire du tout, ou bien dire les plus banales ambiguïtés.

"L'I.C. ne peut rien avoir de commun avec les auteurs de pareilles résolutions. Le plus mauvais service qu'on puisse rendre dans les circonstances actuelles au prolétariat français est d'imaginer on ne sait quel compromis embrouillé qui sera ensuite un véritable boulet pour notre Parti. Nous sommes profondément convaincus, chers camarades, que la majorité des ouvriers conscients de France n'admettra pas un compromis aussi ruineux avec les réformistes et qu'elle créera enfin à Tours le vrai Parti communiste un et puissant, libéré des éléments réformistes et semi-réformistes. C'est en ce sens que nous saluons votre congrès et que nous lui souhaitons le succès. Vive le parti communiste de France, vive le prolétariat français!

L'effet du «coup de revolver» est immédiat : pratiquement si ce n'est formellement, droite et centre font bloc. Et il caractéristique que ce soit l'extrême-gauche qui, loin d'en prendre acte comme d'une conséquence nécessaire et bénéfique pour l'avenir, s'évertue à recoudre le tissu qui a été brusquement déchiré : Daniel Renoult offre une interprétation bienveillante de la phrase qui définit Longuet et Cie comme des agents de l'influence bourgeoise sur le prolétariat, en expliquant que -elle veut simplement dire, dans la pensée de celui qui l'a écrite, qu'une certaine politique trop timide, trop hésitante, à ses yeux, est de nature à aider indirectement et sans que le défenseur de cette politique le veuille à la prolongation du régime capitaliste. Frossard, qui s'était déjà prononcé contre toute expulsion, n'hésite pas à se déclarer en désaccord avec Zinoviev, et il ajoute : - Quand nous avons voté l'adhésion de notre Parti à la III^e Internationale, nous n'avons pas entendu renoncer pour jamais à tout esprit critique, à toute liberté de discussion, et sur les textes et sur les bommes nous entendons conserver notre droit de libre examen, comme il convient à un grand parti de libre pensée. Et de lancer un appel affligé aux «camarades de la Reconstruction»: «Restez avec nous! Je le proclame: vous êtes autant que nous de bons ouvriers du socialisme international. Restez

⁽³⁵⁾ Pour les citations des discours de Cachin et Frossard, cf. *ibidem*, pp. 59-60, 62, 143, 193-4, 181-183.

avec nous, 6 vous avec qui j'ai lutté dans les conditions les plus difficiles. Restez avec nous pour l'avenir du Socialisme International!

A Longuet, qui demande qu'on lui dise franchement si on le considère vraiment comme un agent de la bourgeoisie, Cachin répond qu'il n'y a pas lieu de s'offus-quer des -expressions brutales et des -violences verbales familières aux bolchéviks: lui aussi, dans un premier temps, en a été blessé, puis il s'y est habitué. D'autre part, -les Russes ont eu le grand mérite d'agir, le mérite suprême de ne songer qu'au triomphe de la révolution mondiale qui vous libérera comme elle les a libérés [...] Nous approchons d'événements décisifs, chez nous et dans toute l'Europe, et c'est parce que qu'on vous aurait envoyé une lettre où quelques mots vous auraient blessés, que vous refuseriez de vous joindre au gros de l'armée socialiste révolutionnaire mondiale?

Mais les centristes sont inébranlables. La droite ayant retiré sa motion, celle pour la III e Internationale obtient 3208 voix contre 1022 pour la motion Longuet et 60 pour une motion de... centre-droite signée Pressemane. Le congrès est alors appelé à se prononcer sur deux motions rédigées au dernier moment en réponse à la lettre de l'Exécutif du Komintern. Celle présentée par Daniel Renoult (36) pour l'extrême-gauche dit ceci : Le Congrès ayant pris connaissance de la déclaration du camarade Zinoviev et de la critique qu'elle dirige dans les termes ardents de la polémique doctrinale contre la politique de la droite et celles de la fraction dite centriste [...], déclare que la motion d'adhésion signée par le comité français de la IIIe Internationale, approuvée par le conseil exécutif de la IIIe Internationale, légifère pour l'avenir, 'n'impose aucune exclusion pour le passé et précise, de la manière la plus formelle, que les exclusions prévues à l'article 7 et à l'article 20 des conditions de Moscou ne peuvent s'appliquer à aucun membre du Parti acceptant, dans son principe, la décision du présent congrès et conformant son action publique à la discipline commune. Celle présentée par Mistral pour les longuettistes dit sèchement : Le Congrès, en présence du télégramme du comité exécutif de la III^e Internationale, déclare se refuser à procéder aux exclusions demandées par ce télégramme et proclame sa volonté de maintenir l'unité actuelle dans le Parti. Mise aux voix, la première motion en obtient 3247, la seconde 1398; il y a 143 abstentions, et 29 absents. Ensemble, la droite et le centre quittent la salle pour continuer ailleurs les travaux du congrès socialiste. La scission a eu lieu. Lors du calcul final on verra que 89 fédérations sur 96 et 110.000 membres sur 179.800 étaient passés de l'ancien parti au nouveau.

Observant que les débats du congrès de Tours et la campagne qui avait précédé n'avaient pas fait la lumière sur la nécessité d'une rupture radicale et complète avec le passé et en particulier avaient laissé intactes les ambiguïtés en matière de défense nationale- dans lesquelles s'était toujours débattu le centrisme (et qui étaient d'ailleurs son fon!) Le Phare écrivait dans son numéro 16 en 1921, et c'était aussi le jugement de notre courant : -La décision de Tours, si réjouissante qu'elle soit, ne saurait nous illusionner. Le Parti socialiste français adhère à l'Internationale Communiste, il a affirmé clairement sa sympathie pour les principes qui guident la révolution russe, mais il n'est pas devenu, par la décision de Tours, un parti communiste. Tours est non pas un point d'arrivée, mais un début qui marque la voie dans laquelle le barti devra évoluer, se purifier, grandir et devenir un parti

⁽³⁶⁾ Pour les citations qui précèdent, à partir du télégramme de IEKKI, cf. *ibidem*, pp. 140-141, 243, 244, 245, 246-7, 238, 239.

pratiquant réellement une politique communiste. La scission faite par les socialpatriotes de Renaudel et les centristes de Longuet, en débarrassant le parti de ses éléments corrompus d'opportunisme, facilitera cette évolution. Les 21 conditions sont votées, il faut maintenant les appliquer, la voie de Tours doit marquer une rupture avec la politique passée du parti, une orientation nouvelle de sa tactique, un renouvellement de sa doctrine. Le III^e Congrès et les Exécutifs élargis suivants montreront que telle était d'ailleurs également l'opinion de la III e Internationale. Le fait est, cependant, que trop de facteurs pesaient dans un sens opposé à cette perspective.

Historiquement inévitable, le mode de formation des deux grands partis européens recélait des dangers dont la gravité ne pouvait être atténuée que par la rencontre entre une situation de reprise et d'extension de la lutte de classe dans ses manifestations politiques les plus avancées et une ferme, énergique et rigoureuse direction du mouvement communiste mondial de la part de Moscou. La première exigence était absente du moins à court terme. Contrairement aux illusions de l'I.C., la courbe des grandes agitations ouvrières avait atteint son apogée, dans toute l'Europe, dans l'hiver et le printemps de 1920, et avait ensuite connu un net reflux (nous le verrons également à propos de l'occupation des usines en Italie). La fin du putsch de Kapp et la liquidation de ses séquelles en Allemagne, l'épilogue décevant des grèves du mois de mai en France en étaient un clair indice; les mouvements de mars et d'avril 1921 seront davantage un effet retardé des deux années rouges- que l'annonce d'un nouveau cours ascendant. Et, dans cette situation, le poids des forces équivoques qu'on avait dû laisser entrer dans les deux partis-clés en Europe — et on l'avait fait avec une largesse excessive ne pouvait pas ne pas se faire sentir toujours davantage aux depens des forces saines qu'ils contenaient. C'était leur heure : on avait beau les épurer, une fois les hommes partis, l'orientation devait finir par obéir à la même boussole.

La façon dont on en était venu à la scission des partis socialistes et à la fusion dans les partis communistes montrait, d'autre part, que la seconde exigence tendait elle aussi à s'évanouir : la main de Moscou était ferme, mais le cap était oscillant. La raison — nous l'avons dit et redit, mais nous sommes obligés de le répéter — ne doit pas être cherchée dans les vicissitudes personnelles de certains individus ou groupes, et moins encore dans des défauts intrinsèques de la doctrine alors commune. Elle doit être recherchée dans les facteurs objectifs extérieurs et intérieurs à l'aire où se trouvait la direction du mouvement communiste mondial, facteurs qui à la longue devaient aussi peser sur le parti bolchévique lui-même — qui n'était pas le **-premier** moteur-, mais dernier maillon d'une crise générale; que l'effet puisse ensuite devenir une cause, n'est certainement pas étonnant pour la dialectique marxiste. Il reste, qu'on commença alors malheureusement — bien qu'avec des repentirs et des retours en arrière eux aussi négatifs à remettre en cause des décisions déjà prises et des directives déjà données comme irrévocables; on commença à rendre problématiques des thèses qui n'auraient plus dû admettre de doutes et de réserves, à atténuer les rigueurs de la discipline organisative et les lignes de démarcation de la tactique ; bref, loin de regretter que le processus de formation des partis communistes ne se déroule pas suivant le schéma de Livourne, on commença à souhaiter qu'il reproduise le modèle de Tours, c'est-à dire le modèle d'un parti dont la force numérique et le prestige dans le pays pouvaient bien faire pardonner le peu de consistance théorique et programmatique, le laxisme organisatif, l'attachement à des inerties et à des habitudes d'un passé que l'on voulait **partout** dépassé.

On pouvait discuter sur l'opportunité ou non d'élargir les mailles des conditions d'admission, du moins dans certaines limites. Ce qui aurait dû être hors de discussions, c'était la nécessité de ne pas recommencer chaque fois depuis le début à tisser la toile des sections nationales de l'I.C. sur la base de critères différents de ceux adoptés à ses Congrès constitutifs, et adoptés comme obligatoires parce que répondant totalement aux principes du communisme, non seulement dans l'abstrait, mais du point de vue de la continuité entre le programme général du parti et son action pratique. Le mouvement communiste européen et à plus forte raison mondial était gravement en retard sur la précipitation des événements; c'est pour cela même que les forces décidées à se battre dans le Komintern pour défendre ces critères, et donc son existence même d'organe central du mouvement dans le monde entier furent minimes : ce n'est pas un hasard si la voix de notre courant (et du PC d'Italie qu'il dirigeait) demeura sans écho même quand on reconnaissait que son orientation était correcte. Et l'absence de contribution réelle de l'Occident prolétarien et communiste au maintien du juste cap collectif se changea en un facteur aggravant de sa perte, de la même manière que l'absence de developpements révolutionnaires en Occident se répercutait, comme cause supplémentaire d'un processus d'involution déjà en cours, sur la Russie soviétique, et sur la trajectoire du glorieux parti d'Octobre.

Au IIe Congrès de l'Internationale, se référant précisément aux inquiétudes que suscitait dans les avant gardes communistes l'attitude ambigue et fuyante des deux délégués socialistes français, Rakovsky avait déclaré que la vraie garantie contre les trahisons futures résidait moins dans les conditions d'admission que dans l'existence d'-un véritable centre du mouvement international, un véritable étatmajor de la révolution, muni de pleins pouvoirs pour diriger le mouvement dans le monde entier. (37). C'est sur cette base que l'on procéda, de l'été 1920 à l'été 1921, pour affronter et résoudre le problème de l'adhésion de fractions plus ou moins consistantes des anciens partis socialistes à l'Internationale de Moscou. A la fin de 1926, dans sa lettre à Karl Korsch (38), Bordiga pourra constater que la tentative de rassembler matériellement les différents groupes [...] nés comme un bloc d'oppositions locales et nationales [...] et ensuite seulement [de] les fondre de façon homogène à la chaleur de la révolution russe, n'[avait] en grande partie pas réussi-En même temps, l'absence ou l'arrêt du nécessaire travail -spontané- d'élaboration dans les principaux pays occidentaux de capitalisme développé avait fini par priver l'organisme de l'Internationale des plus sûres capacités de récupération dans les moments de crise. Le reconnaître ne signifiait pas prononcer une condamnation, mais constater un fait.

Si nous nous sommes étendus sur les détails de la formation du VKPD et, surtout, du PCF auquel nous n'avons pu consacrer que quelques lignes dans le volume précédent ; si nous en avons montré les vicissitudes peu enthousiasmantes, même compte tenu de situations encore pires, comme en Tchécoslovaquie par exemple, ce n'est pas pour intenter de stupides procès d'intention. C'est pour comprendre ce qui s'est passé, ce qui devait se passer à l'époque et par la suite.

⁽³⁷⁾ Cf. -Le II^e Congrès de l'I.C. : un sommet et une croisée des chemins- dans *Programme Communiste* n° 59, p. 67.

⁽³⁸⁾ Cf. la -Lettre à Korsch-du 28 octobre 1926, dans Programme Communisten 68, pp. 31-34.

PROGRAMME COMMUNISTE

Au sommaire des núméros précédents

Nº 81 - Décembre 1979

- Souviens-toi des deux querres impérialistes!

Les revendications «transitoires» dans la tactique communiste (2).

- L'Afrique, prole des impérialismes -IV- La mainmise sur les matières premières.
- Le programme des «Fedayin» iraniens, ou les limites du démocratisme.

Marcuse, prophète du bon vieux temps.

Nº82 - Avril 1980

- L'ère des guerres et des révolutions.

- Le rôle de la nation dans l'histoire.

 L'Afrique, prole des impérialismes -IV- La mainmise sur les matières premières, (scrite et fin).

L'Ulster, dernière colonie anglaise.

No. 83 - Juillet 1980

- La lutte de classe est plus vivante que jamais!

 La Gauche italienne et la tactique de l'Internationale (Projet de Thèses présenté au V° congrès de l'I.C.).

La fin de la phase révolutionnaire bourgeoise dans le «Tiers Monde».

- Le rôte contre-révolutionnaire de la démocratisation en Espagne et en Amérique latine.
- Notes de lecture. Léon Trotsky: Terrorisme et Communisme; Pierre Frank manipule l'histoire.

Nº. 84-85 - Mars 1981

- La Pologne confirme: besoin de l'organisation - Besoin du parti.

- Le procès de Blida.

Les perspectives de l'après-guerre.

- Les communistes et les luttes ouvrières («Que faire?» hier et aujourd'hui).
- Trotsky, la fraction de gauche du P.C. d'Italie et les «mots d'ordre démocratiques».
- L'extrême-gauche «anti-sioniste» et la question palestinienne.

Un mythe usé: le «socialisme» de l'Est.

Nº. 86 - Août 1981

- Mitterrand Président.

- La Pologne, point névralgique de l'impérialisme mondial

Cours de l'impérialisme mondial.

- Les bases du militantisme communiste.
- Le processus de formation des sections nationales de l'I.C.

Les «trotskystes» contre Trotsky.

Après l'assassinat de Sadate

Au-delà du conflit interne qui avait opposé les «Frères musulmans» à Sadate, quelles ont les retombées de la disparition physique de celui qui personnifiait la «normalisation» des relations israélo-égyptiennes dans le processus de «paix américaine» amorcé lors des accords de Camp David? D'ores et déjà, il est indiscutable que la disparition de Sadate a ouvert de nouvelles perspectives pour le plan de paix proposé par le prince saoudien Fahd. Que propose le «Plan Fahd»?

- «— Le retrait d'Israël de la totalité des territoires arabes occupés en 1967, y compris la ville arabe de Jérusalem;
- La création d'un Etat palestinien ayant Jérusalem pour capitale;
- La reconnaissance du droit de tous les Etats de la région à vivre en paix,» c'est-à-dire en termes plus directs la reconnaissance de l'Etat d'Israël (1).

Quelques jours avant l'assassinat de Sadate, Mitterrand disait déjà du «Plan Fahd» qu'il était «l'un des éléments les plus positifs des dernières années» (2). Pour sa part, Reagan a affirmé à plusieurs reprises son soutien au Plan Fahd: «Je crois que la reconnaissance du droit à l'existence d'Israël est implicite dans ce plan, et voilà pourquoi je fais référence à ce plan comme un signe d'espoir» a-t-il précisé (3). Le 14 octobre à Tokyo, Arafat a qualifié le

«Plan Fahd» de «très bonne et très importante plate-forme en vue de l'instauration d'une paix durable et totale au Proche-Orient» (4). Arafat a même évoqué une possible «coexistence» avec Israël avant de démentir sous la pression de la Syrie.

L'intérêt accordé par l'impérialisme américain au «Plan Fahd» en dit long sur la nature de celui-ci. Par ailleurs, l'intégration de l'Arabie Saoudite au processus de recherche d'une solution impérialiste à la crise du Proche-Orient répond au souci de l'impérialisme américain de faire jouer de plus en plus ouvertement à ce pays un rôle de gendarme dans la région. Mis à part Israël, l'Arabie Saoudite reste, en effet, le dernier foyer de stabilité dans une région vitale pour l'impérialisme mais de plus en plus explosive (Liban, Iran).

Ceci dit, le «Plan Fahd» n'a pas recu l'aval de toutes les parties concernées par la crise du Proche-Orient. Israël joue la carte de l'intransigeance pour pouvoir négocier en position de force. Les Israéliens reprochent au «Plan Fahd» de ne pas mentionner explicitement la reconnaissance de l'existence d'Israël. Le ministre israélien de la Défense, Sharon, a répété pour sa part qu'il n'acceptera pas la participation européenne à la force du Sinaï «si elle est offerte dans un contexte qui s'écarte de la stricte mise en œuvre des accords de Camp David et du Traité de paix israélo-égyptien» (5).

⁽¹⁾ Le Monde Diplomatique - novembre 1981.

⁽²⁾ Le Monde Diplomatique - novembre 1981

⁽³⁾ Le Monde du 12.11.81

⁽⁴⁾ Le Monde Diplomatique - novembre 1981

⁽⁵⁾ Le Monde du 11.11.81

De l'autre côté, la Syrie et ses alliés du «Front du refus» palestinien ont rejeté le «Plan Fahd». Etant donné que la Syrie a accepté la résolution 242 du Conseil de Sécurité de l'ONU, laquelle reconnaît Israël dans ses frontières de 1967, le rejet du «Plan Fahd» par la Syrie ne peut obéir qu'à des raisons «tactiques». Seul le bruyant Kadafi et quelques carrés de Palestiniens se refusent publiquement à reconnaître l'existence d'Israël. mais jusqu'à quand? Pour revenir à la Syrie, le régime d'Assad, au-delà de ses déclarations hypocrites, aurait souhaité être associé au lancement de l'initiative saoudienne, laquelle aurait dû prévoir explicitement une «paix globale» avec la participation des Etats-Unis et de l'URSS. mais ce qui inquiète surtout la Syrie, c'est la convergence francosaoudienne. En effet, en attendant le retrait israélien du dernier tiers du Sinaï en avril 1982, diverses initiatives ont contribué à remettre un peu d'ordre au Liban. L'Arabie Saoudite a fait des efforts pour trouver une solution politique à la crise en mettant en cause les relations israélo-phalangistes, préludant ainsi à une réconciliation nationale sous l'égide de l'autorité légale libanaise. La France a agi dans le même sens. Lors de la visite à Ryad, Mitterrand s'est mis d'accord avec les dirigeants saoudiens pour défendre «l'indépendance, l'unité et la souverainenté» du Liban, et ils ont ajouté que cela impliquait «la fin des ingérences armées dans le pays», chose qui s'adresse directement à la Syrie. Or, Damas estime que de telles initiatives en direction du Liban risquent d'entraîner un affaiblissement de son influence sur le Liban et sur l'OLP. influence qui représente son principal atout dans d'éventuelles négociations globales.

Ayant vu que le «Plan Fahd» est loin de faire l'unanimité dans la région et tout en encourageant les Saoudiens à présenter leur projet au Sommet arabe de Fès le 25 novembre, les Etats-Unis ont tout fait pour ménager les Israéliens et l'échec du Sommet ne pourra que renforcer cette tendance. C'est ainsi qu'il faut comprendre la réaction de l'administration américaine aux cri-

tiques formulées contre les accords de Camp David par Lord Carrington, secrétaire au Foreign Office, lors de son voyage à Ryad. La démarche américaine avait pour but de rassurer Israël sur l'attachement des Etats-Unis aux accords de Camp David.

En effet, la confrontation Est-Ouest étant devenue la préoccupation majeure de la nouvelle administration américaine, bien que le redéploiement stratégique américain impose de toute évidence une alliance Egypte-Israël-Arabie Saoudite, il ne demeure pas moins évident que la stabilité et les capacités technologiques d'Israël font que celui-ci reste l'allié le plus sûr des Etats-Unis au Proche-Orient. En plus de l'«accord stratégique» israéloaméricain signé le 15 septembre, les Etats-Unis sont en train d'étudier la possibilité d'entreposer en Israël un arsenal américain destiné à être rapidement transporté en cas de crise dans les régions prétrolifères du Golfe. D'après les conclusions d'une étude du Pentagone publiées par l'International Herald Tribune du 2 octobre, en utilisant la moitié des capacités stratégiques aériennes des Etats-Unis. il faudrait onze jours pour transporter les 70.000 tonnes d'équipement nécessaires à une division mécanisée d'Israrël à Dharan (capitale du pétrole saoudien) alors qu'il en faudrait soixante-dix-sept si le départ s'effectue des Etats-Unis. Tous les autres pays proche du Golfe (Egypte, Somalie, Oman), même s'ils sont plus intéressants qu'israël du point de vue de la distance qui les sépare des champs pétrolifères, ne bénéficient pas d'une stabilité comparable à celle d'Israël et sont loin de pouvoir disposer de ses capacités technologiques.

L'ensemble de ces données ne va pas dans le sens d'une mise en application du «Plan Fahd» dans l'immédiat. En attendant, les Etats-Unis et l'Europe d'un côté, Israël et l'Egypte de l'autre, sont décidés à parachever la mise en application des accords de Camp David. En attendant le retrait d'Israël du derniers tiers du Sinaï en avril 1982, que peut-il advenir dans la région ?

Tout d'abord, avec le concours de l'Europe et particulièrement de la France, les Etats-Unis vont essayer de rompre l'isolement de l'Egypte dans le monde arabe. Le jour des funérailles de Sadate, le ministre français des Affaires étrangères, Claude Cheysson, a bien déclaré :«Si on veut être optimiste, on peut dire que la disparition de Sadate, horrible en elle-même, avec toutes les conséquences qu'elle peut avoir pour l'Egypte, fait disparaître un obstacle au rapprochement inter-arabe» (6). Israël peut bien s'inquiéter du rapprochement inter-arabe qui pourrait affaiblir sa propre position lors d'éventuelles négociations, il reste que l'Egypte ne peut pas garantir à elle-seule la normalisation des relations israélo-arabes et que la présence de l'Arabie Saoudite, de la Syrie et de l'OLP s'avère nécessaire pour arriver à conclure ne serait-ce qu'un traité de «paix» toute relative...

D'un autre côté, les Etats-Unis vont multiplier les assurances en direction d'Israël pour tempérer un peu son intransigeance. Il est vrai aussi que la condition israélienne, à savoir la reconnaissance explicite par tous les Arabes de l'existence d'Israël, même si elle est réalisée, n'ira pas sans créer de sérieux remous parmi les masses arabes...

Par ailleurs, l'URSS ne voudra jamais rester à l'écart d'une solution négociée de la crise qui secoue le Proche-Orient. Le principal atout de l'URSS consistera à exploiter l'embarras dans lequel se trouvent les Syriens. Contre l'intransigeance israélienne et le soutien inconditionnel des Américains à Israël, et devant les conséquences d'une convergence franco-saoudienne au Liban, la Syrie aura-t-elle un autre choix que de s'allier pour le meilleur et le pire à l'URSS ? Les Américains ont déjà compris. Ils ont poussé l'Arabie Saoudite à affirmer publiquement que le «Plan Fahd» inclut dans la recherche d'une solution négociée à la crise du Proche-Orient les efforts des deux super-puissances et de l'Europe.

C'est dire que la «paix» dont les bourgeois nous rebattent les oreilles est une paix de requins impérialistes qui reposera sur la terreur et surtout sur l'écrasement des masses exploitées arabes. Les impérialismes et les bourgeoisies locales comptent sans le prolétariat et les masses exploitées de la région. Déjà, depuis la première semaine de novembre, les Palestiniens manifestent dans les territoires occupés pour protester contre la mise en place d'une administration civile, prévue pour le 1er décembre, qu'ils considèrent comme le prélude au régime d'«autonomie» découlant des accords de Camp David.

Que se passera-t-il le jour où les prolétaires et les masses exploitées arabes prendront le chemin de la lutte de classe ?

⁽⁶⁾ Le Monde du 13.10.81. Dans un article intitulé «L'étape du camp arabe» paru dans le quotidien libanais El-Safir du 8.10.81, l'idéologue de l'OLP, Billal Hassan, va dans le sens voulu par les Etats-Unis et l'Europe en soutenant que dans un premier temps le nouveau président égyptien va parachever l'application des accords de Camp David et que dans un deuxième temps il s'efforcera de briser l'isolement de l'Egypte dans le monde arabe. Billal Hassan signale en même temps que d'autres pays arabes iront dans le sens de la réintégration de l'Egypte dans le concert des Etats arabes.

A propos de la révolution sandiniste

Balkanisée et soumise à la domination étroite des USA et des oligarchies terriennes et financières locales, l'Amérique Centrale constitue le « choc corridor » qui transmet verticalement dans les deux directions les déséquilibres et les secousses sociales et politiques qui ébranlent l'ensemble du système fédéral américain, c'est-à-dire de la structure politique qui lie (à l'exception de Cuba) tous les pays latino-âméricains aux USA.

A l'échelle continentale, cette région a donc une grande importance stratégique, aussi bien au sens strictement militaire pour les USA, qu'au sens politique et social. Avec une classe ouvrière peu nombreuse, un important prolétariat et semi-prolétariat agricole et d'immenses masses urbaines prolétarisées entassées dans de monstrueuses ceintures de mi-sère, l'Amérique Centrale reproduit l'image de l'Amérique du Sud de l'immédiat après-guerre. Mais, en même temps, elle présente un potentiel explosif susceptible de propager l'incendie révolutionnaire parmi les masses les plus larges des pays voisins, où le prolétariat tient déjà une place déterminante dans la dynamique sociale.

De par leur propre dynamique géopolitique, les luttes qui se déroulent en Amérique Centrale ne peuvent manquer de porter atteinte à la totalité de l'ordre bourgeois du continent. L'impérialisme et tous les Etats limitrophes en sont parfaitement

conscients, si bien que même le Venezuela est intervenu directement dans les événements du Nicaragua. et aujourd'hui du Salvador, pour essayer d'éviter une « déstabilisation » de toute la région. Mais ces interventions, celle des USA, celle des pays du Pacte Andin et du Venezuela, qui cherchaient à imposer au « problème nicaraguayen » un dénouement compatible avec le statu quo continental. ont eu un reflet direct dans le Front Sandiniste lui-même. Il n'a pas seulement affirmé le principe de sa « non-ingérence » dans les affaires des pays voisins, il n'a pas seulement donné aux USA toutes les garanties possibles assurant qu'il ne deviendrait pas un facteur actif d'une rupture des équilibres continentaux. mais il s'est appuyé sur ces forces et ces interventions pour atteindre ses propres objectifs locaux, pas du tout révolutionnaires.

En effet, la lutte des masses latinoaméricaines doit nécessairement se dresser contre l'alliance des « oligarchies » locales et de l'impérialisme, qui constitue un puissant facteur d'une « unification horizontale » des classes possédantes — propriétaires terriens, bourgeoisie commerciale et financière, bourgeoisie industrielle qui reste encore à achever. Dans les usines comme dans les entreprises agricoles, le prolétariat est exploité par l'impérialisme et les bourgeoisies locales; les paysans pauvres sont écrasés par les structures du latifundium et par la bourgeoisie agraire et commerciale; les masses prolétarisées des villes sont prises dans les tenailles d'un développement capitaliste qui, s'il crée les conditions d'un bond industriel futur, détruit les équilibres traditionnels de la campagne. Toutes ces couches ne peuvent que s'affronter à l'ensemble des forces qui les écrasent : à l'impérialisme, qui exerce sa domination politique sur le continent entier et domine ses structures financières, industrielles et commerciales ; aux vieilles classes possédantes, qui défendent avec acharnement leurs privilèges économiques et sociaux; à la bourgeoisie, produit et facteur de ce même développement capitaliste.

Or, le Sandinisme, qui s'autoproclame le représentant des « masses exploitées » et qui a prétendu diriger leurs luttes et leurs révoltes, n'a pas seulement impulsé le désarmement de ces masses insurgées qui ont donné sans compter leur sang dans la lutte contre le régime de Somoza, mais il a en plus réalisé une nouvelle version de l'alliance entre les classes dominantes et l'impérialisme américain. Loin de représenter l'instrument politique de la révolte des masses pauvres des villes et de la campagne, dont la mobilisation insurrectionnelle a déterminé la chute du régime de Somoza, il les a utilisées comme chair à canon et moyen de pression dans les transactions politiques internes des classes possédantes, qui visaient une réforme du régime politique et social en vigueur. C'est là le secret d'une campagne militaire dans laquelle l'armée sandiniste n'a pas joué le rôle de bras armée de l'insurrection des masses misérables des villes, mais celui d'instrument d'une « révolution constitutionnelle » qui n'a pas eu d'autre signification que de faire passer le pouvoir des mains d'une fraction de la bourgeoisie (on pourrait presque dire, d'une « clique bourgeoise ») à un instrument des intérêt de l'ensemble de la bourgeoisie.

Les vraies révolutions, celles qui signifient le renversement d'une classe dominante et tendanciellement de son mode de production, se radicalisent au fur et à mesure que la résistance interne et externe des forces du statu quo économique, politique et social se fait plus acharnée. Au Nicaragua, on peut estimer à plusieurs dizaines de milliers les morts qu'ont comptés dans leurs rangs les masses insurgées contre le pouvoir en place appuyé par l'impérialisme, lequel voulait un changement de gouvernement sans rupture de l'Etat. Or, non seulement ceci n'a pas entraîné la radicalisation politique du Sandinisme, mais au contraire son alignement sur les exigences générales de la bourgeoisie et de ce même impérialisme.

La leçon qui s'en dégage est décisive, non seulement pour l'Amérique Centrale mais pour tout le continent. En 1967, au congrès de l'OLAS qui s'est tenu à La Havane, la démocratie révolutionnaire latino-américaine avait déclaré la guerre à l'impérialisme et aux bourgeoisies locales à l'échelle du continent. Se plaçant sur le terrain bourgeois du « peuple », l'OLAS se proposait de conduire une révolution qui mette fin au caractère semi-colonial de l'Amérique Latine et qui détruise les structures agraires du latifundium. Il s'agissait en fait d'un programme bourgeois, bien que ses promoteurs l'aient qualifié de « socialiste ». Ceci n'empêche pas que, électrisée par la révolution cubaine qui avait fait écho à la vague anticoloniale de l'Orient, la petite bourgeoisie se soit placée alors sur le terrain de la révolution bourgeoise; elle prônait l' « armement du peuple » et la lutte contre latino-américaine, bourgeoisie qu'elle qualifiait de « servante obséauieuse et parasite intermédiaire » de l'impérialisme, et dont elle dénoncait les tentatives de « dévier les courants révolutionnaires sur les chemins du réformisme ». L'OLAS affirmait aussi que « en dernière analyse les contradictions de classe se polarisent aux deux extrêmes : d'un côté les ouvriers, les travailleurs agricoles, les paysans pauvres, les couches movennes paupérisées [...], et de l'autre l'oligarchie locale : la bourgeoisie et les propriétaires de la terre. Cette forme entraîne le développement dans le continent latinoaméricain de la trame complexe de la lutte de classe, lutte qui par conséquent doit se résoudre en faveur des opprimés, pour autant qu'ils soient conduits à la lutte par une avant-garde conséquente surgie de leurs rangs » (Déclarations et Résolutions de l'OLAS, 1967).

l'époque, la petite-bourgeoisie s'ennivrait d'illusions sur elle-même. tandis qu'une bonne partie du continent avait déjà dépassé les limites historico-sociales à l'intérieur desquelles une révolution bourgeoise est possible. Mais, si le programme de l'OLAS pouvait trouver un champ d'application spécifique, un terrain où ses objectifs démocratiques bourgeois auraient eu une certaine légitimité historique et une raison d'être, c'était précisément le cas de l'Amérique Centrale, pratiquement colonisée par l'impérialisme, sous la domination sociale du latifundium et où le développement industriel n'en était qu'à ses débuts. Il est sûr qu'on ne peut pas demander à un orme de donner des poires, ou à un mouvement national populaire de réaliser la révolution socialiste. Mais on peut et on doit confronter un tel mouvement aux objectifs qu'il se donne lui-même.

Or, après un peu plus d'une décennie, ce courant petit-bourgeois a abandonné toute velléité d'agressivité contre le statu quo social et continental : l' « armement du peuple » s'est transformé en désarmement des masses comme premier acte de sa conquête du pouvoir, son anti-impérialisme est devenu acceptation du caractère semi-colonial des peuples latino-américains et il a fini par s'aligner sur le second des deux camps qu'il définissait dans la guerre sociale : celui de l'oligarchie locale.

Il ne s'agit pas d'une caractérisation nationale du Sandinisme, mais de l'évolution et du déclin historique de toute une classe. Les « exigences nationales » ont amené le Castrisme à abandonner toute velléité « déstabilisatrice » sur le continent et, mieux encore, à jouer le rôle de Légion Etrangère de l'impérialisme russe en Afrique. L'industrie latinoaméricaine a fini par ôter toute base matérielle aux illusions d'indépendance politique de la petite-bourgeoisie; la violence et la terreur bourgeoisies-impérialistes ont fait le reste. Aujourd'hui, là où les tensions sociales atteignent le paroxysme de la guerre civile, les héritiers de l'OLAS prétendent seulement canaliser la révolte sociale dans le sens d'une simple restructuration des classes dominantes (1).

Les événements actuels qui se déroulent en Amérique Centrale, là où précisément le terrain aurait pu être favorable à l'action du révolutionnarisme petit-bourgeois, signifient dans les faits l'acte de décès de ce dernier. Ce fait a des conséquences décisives du point de vue historique.

Les grands pays latino-américains, qui ont été entraînés dans un impétueux mouvement d'industrialisation au cours de ces deux dernières décennies, ont connu non seulement une intégration croissante de leurs classes exploiteuses autour de l'axe central de l'impérialisme, le déclin historique de la petite-bourgeoisie et une différenciation de classe croissante au sein de ce que l'on appelle les « classes populaires », mais aussi la naissance d'un prolétariat moderne et déjà concentré dont le poids historico-social a entièrement bouleversé l'alignement des forces politiques et sociales dans toute cette aire. Et c'est précisément quand ses premiers soubresauts, au Brésil, Pérou, Colombie,

⁽¹⁾ Les deux courants historiques du Sandinisme, qui avaient une influence dans la campagne et dans les bidonvilles, ont fini par se mettre à la remorque des « terceristes », émanation directe de secteurs de la bourgeoisie, qui ont été appuyés par la social-démocratie internationale et par certains pays du continent. La signification de classe d'un tel fait saute au yeux.

pour ne pas citer la Bolivie où sa révolte est chronique, conditionnent pour ne pas citer la Bolivie où sa révolte est chronique, conditionnent toute la dynamique contre-révolutionnaire des classes dominantes, que les forces politiques des classes intermédiaires, les héritiers du radicalisme petit-bourgeois d'antan compris, s'alignent activement ou passivement sur le terrain de la conservation sociale (2).

Les communistes voient dans ce phénomène la maturation de la lutte de classe moderne, qui ne se déroule plus autour d'antagonismes internes à la bourgeoisie, mais qui suppose la polarisation de la guerre sociale autour des deux classes fondamentales de la société bourgeoise et qui, à l'échelle de toute l'Amérique Latine, sont représentées respectivement par la classe ouvrière et par le front bourgeois-impérialiste. C'est autour de ces deux pôles déter-

minants que s'aligneront les forces sociales qui cherchent à dépasser les gangrènes d'une Amérique Latine qui traîne encore les pesanteurs archaïques du passé. Et, alors que les masses prolétarisées et les paysans pauvres ne pourront trouver une direction que dans la classe ouvrière pour se libérer de l'exploitation et de la misère, les classes moyennes et leurs représentants politiques sont entraînés de manière irréversibles dans le camp du statu quo économico-social.

Ainsi, l'Amérique Latine s'intègre déjà comme composante, non d'une vague nationale-bourgeoise, mais de la révolution prolétarienne, qui doit aligner l'ensemble du prolétariat américain, du Nord, du Centre et du Sud du continent, entraînant à sa suite les masses prolétarisées des villes et des campagnes contre le front unique de l'impérialisme et des classes dominantes locales.

Les tragiques événements de l'Amérique Centrale apportent une éclatante confirmation de cette maturation sociale.

⁽²⁾ Le cas du PRT-ERP argentin et du MIR chilien a déjà été évoqué dans El Proletario nº 2, décembre 78.

DERNIERE MINUTE Etat de siège en Pologne

Le coup d'Etat militaire en Pologne a eu lieu alors que nous allions mettre sous presse. Nous y reviendrons dans le prochain numéro. Voici le texte du tract diffusé par le parti le lundi 14 décembre.

Défendre les ouvriers polonais c'est l'affaire des prolétaires du monde entier

L'armée polonaise vient donc de refermer le couvercle de plomb de l'état de siège sur la lutte de nos frères de classe polonais: la chasse aux militants et prolétaires combatifs commence.

«Nous vous l'avions bien dit» s'écrient les faux communistes du PCF et de l'appareil CGT; «Les excès de Solidarité ont ruiné l'espoir qui était né». Pour ces pitres, il aurait fallu que la classe ouvrière subisse sans broncher la triple exploitation: celle qui engraisse la classe dirigeante polonaise, l'impérialisme russe et... la finance internationale pour laquelle la classe ouvrière est saignée aux quatre veines.

«Nous vous l'avions bien dit» s'écrient les crocodiles du libéralisme bourgeois: UDF et RPR; «le communisme est incompatible avec les libertés!»

La vérité est que ce n'est pas le communisme qui tue les libertés ouvrières en Pologne: c'est le capitalisme international. Que la clique pro-russe de Jaruzelski en soit l'instrument, cela signifie que l'armée est la plus apte à faire ce que l'impérialisme mondial attend: remettre la classe ouvrière polonaise au travail.

La preuve? Le programme économique de Jaruzelski tient en ceci: travail tous les jours, samedi et dimanche compris; réduction à 14 jours par an des congés! On veut corriger la classe ouvrière polonaise du mauvais exemple qu'elle donne à ses frères de tous les pays en ne se pliant pas aux exigences de l'économie nationale et en cherchant à défendre ses intérêts propres contre la loi du profit!

La lutte des ouvriers polonais, c'est la lutte des ouvriers du monde entier! C'est l'affaire des ouvriers du monde entier de la défendre!

Ce n'est certainement pas sur ce terrain que se placent le PS au pouvoir et la CFDT qui appellent aujourd'hui à cette manifestation! Si le gouvernement voulait vraiment soulager les ouvriers polonais, pourquoi n'imposerait-il pas aux capitalistes la suppression de la dette polonaise? En réalité, il ne le peut pas car il est au service du capitalisme.

Les bonzes se lamentent sur les libertés perdues. Mais s'ils réclament ces libertés, ce n'est pas pour permettre à la classe ouvrière de s'organiser indépendamment des forces bourgeoises et contre l'État capitaliste: c'est pour rechercher le consensus, afin de permettre avec plus de souplesse la «relance de l'économie» (Bobichon à TF1, le 12/12). Comme ici, en France, où ils appellent les travailleurs au réalisme, à la compréhension envers les entreprises, et les incitent à utiliser leurs droits anciens ou «nouveaux» pour cogérer leur propre exploitation. Ici et là-bas, ils veulent combler l'opposition irréductible entre des intérêts capitalistes et prolétariens. C'est pourquoi ils peuvent manifester aujourd'hui aux côtés de la CGC ou de l'UDF...

C'est précisément cette orientation à la tête de Solidarité en Pologne qui a laissé les travailleurs désarmés face à l'attaque que Jaruzelski préparait ouvertement depuis trois mois, avec le quadrillage militaire du pays.

Les partisans du consensus (l'Eglise, Walesa, Kuron, etc.) ont mis la corde au cou des ouvriers: Jaruzelski peut maintenant tirer dessus pour les étrangler.

Ils ont empêché les ouvriers combatifs de **prendre l'initiative** de la grève générale au lieu d'être réduits à la défensive et privés d'une grande partie de leur organisation; ils les ont empêchés de préparer le travail en direction de l'armée, de faire des usines et des quartiers ouvriers leurs forteresses.

Le coup d'Etat prouve, aujourd'hui, après le Chili, que les libertés que les travailleurs arrachent par la lutte, ils doivent les utiliser pour **préparer l'affrontement avec l'Etat capitaliste**, sinon la bourgeoisie, à l'Ouest comme à l'Est, les reprend dès que son ordre est directement menacé: elle montre à nu sa dictature, que les ouvriers ne peuvent abattre qu'en **préparant leur propre dictature** et la destruction du capitalisme sous ses formes publiques ou privées.

Inutile de verser des larmes. Nos frères de classe polonais ont fait ce qu'ils ont pu pour notre lutte, celle de la classe ouvrière internationale. Faut-il encore qu'ils donnent leur sang en un sursaut héroïque pour nous enseigner la nécessité absolue de rompre avec la démocratie, le réformisme, le collaborationisme dans le combat contre l'oppression et l'exploitation capitaliste?

Ne laissons pas sans réponse les attaques contre nos frères de classe!

Manifestons notre solidarité:

— En défendant le caractère prolétarien de la lutte de nos frères contre les forces du réformisme, de la démocratie et des impérialismes occidentaux.

— En organisant de manière indépendante de ces forces et là où c'est possible: prises de paroles, manifestations, arrêt de travail, aide aux réfugiés, etc.

Desserrons les machoires de l'étau qui entrave la lutte, en passant ici et maintenant à la lutte directe contre le capital et la bourgeoisie pour nos revendications économiques et politiques pressantes.

Organisons la lutte ouvrière, conscients que si elle est décidée elle conduit nécessairement à un certain point à l'affrontement avec l'impérialisme; qu'il est illusoire de lutter pour la classe ouvrière sans se préparer à renverser le capitalisme, en préparant le parti de l'insurrection et de la guerre civile, même si un long chemin reste encore à parcourir pour parvenir à la victoire.

Vive l'internationalisme proiétarien!
Vive la révolution communiste mondiale!

Parti Communiste International Le 14 décembre 1981

PRESSE DU PARTI

programme communiste

Revue théorique trimestrielle en français

communist program

Revue trimestrielle en anglais

el programa comunista

Revue trimestrielle en espagnol

kommunistisches programm

Revue trimestrielle en allemand

il programma comunista

Journal bimensuel en italien

le prolétaire

Journal bimensuel en français

el comunista

Journal mensuel en espagnol

proletarier

Journal bimestriel en allemand

el - oumami

Bulletin bimestriel français-arabe pour le Maghreb

el proletario

Bulletin trimestriel en espagnol pour l'Amérique latine

kommounistikô prôgramma

Bulletin trimestriel en grec

enternasyonalist proleter

Bulletin trimestriel en turc